

AU CONGRÈS MONDIAL
DE PSYCHIATRIE

- La délégation soviétique tente de se justifier.
- Un médecin géorgien accuse.

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvillier

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnés, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Algérie, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Irlande, 1,20 F; Islande, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Norvège, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Afrique du Sud, 1,20 F; Australie, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Chili, 1,20 F; Colombie, 1,20 F; Costa Rica, 1,20 F; Cuba, 1,20 F; République dominicaine, 1,20 F; République tchèque, 1,20 F; Roumanie, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Yémen, 1,20 F.

Les limites du rapprochement entre Pékin et Belgrade

Un long chemin

L'apogée extrême du rapprochement entre les dirigeants chinois et yougoslaves a été atteinte. Les changements intervenus à Pékin depuis la mort de Mao Tse-toung ne pourront pas, tôt ou tard, ne pas affecter la politique extérieure chinoise. En dépit du dégel intervenu dans les relations sino-yougoslaves depuis la fin des années 60, une telle visite aurait été impensable il y a un an encore : pour Pékin, le vieux chef d'Etat yougoslave n'était qu'un « révisionniste », même si l'on acceptait de temps à autre de rendre hommage à sa lutte pour l'indépendance nationale de la Yougoslavie. On ne nourrit pas, à Belgrade, de bien meilleurs sentiments à l'égard de Mao, accusé de jouer avec le feu. Le maréchal Tito n'avait-il pas confié d'ailleurs, à plusieurs interlocuteurs étrangers, qu'il ne se rendrait jamais à Pékin, tant que le fondateur de la Chine communiste serait au pouvoir ?

La visite de Tito à Pékin met le point final à une longue querelle entre les deux pays. A l'origine se trouvait l'approbation donnée par les communistes chinois de la résolution du Kominform d'avril 1948 condamnant la Yougoslavie du camp socialiste. La mort de Staline et la réconciliation soviéto-yougoslave, amorcée par Khrouchchev en 1955, furent bien suivies d'une « lune de miel » entre Belgrade et Pékin, mais cette amitié fut de courte durée. Dès la fin de 1957, les Chinois s'en prenaient au maréchal Tito, ce qui était, en réalité, une façon de critiquer Khrouchchev. Douze ans allaient se passer sans que Belgrade et Pékin entretiennent des relations diplomatiques. Ce fut le temps des plus injures, la Chine dénonçant régulièrement « la clique de Tito, détachement spécial de l'impérialisme américain », et Belgrade stigmatisant « le nationalisme, l'aventurisme et le trahissement » des dirigeants chinois, accusés de « s'allier aux forces réactionnaires ». Il fallut l'invasion de la Tchécoslovaquie, engendrant des craintes égales à Pékin et à Belgrade, pour que le ton commence à changer.

Le voyage de Tito à Pékin — qui fait suite aux escales de Moscou et de Pyongyang — ne signifie pas que tout le problème entre ces deux variantes du communisme est enterré. Le maréchal visite la Chine en tant que chef d'Etat, non de numéro un de la Ligue des communistes yougoslaves. Et dès son arrivée dans la capitale chinoise il a tenu à rappeler qu'il ne partageait toujours pas certaines thèses de Pékin, en particulier celle selon laquelle « la guerre est inévitable ». D'autres points de désaccord persistent sans doute. Les idées du maréchal Tito sur le mouvement des non-alignés sont manifestement peu compatibles avec la théorie dite « des trois mondes » défendue par Pékin. Selon cette théorie, en effet, la Yougoslavie ferait partie d'un « second monde », c'est-à-dire des pays industrialisés, et serait donc désqualifiée pour animer le mouvement des non-alignés.

Le rapprochement auquel on assiste n'est donc pas sans limites. Ce n'est que le début d'un long dialogue, forcément hypothétique par le grand âge du maréchal Tito. La nette volonté de réchauffer les relations sino-yougoslaves, prouvée de ce réalisme sans doute la rupture idéologique intervenue entre la Chine et l'Albanie et confirmée par un récent démenti de « Zeri i Popullit » accusant indirectement Pékin de « ligne de droite », et par les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme.

Tout en rejeant le plan de paix anglo-américain
M. SMITH FAIT DES « PROPOSITIONS TRÈS CONSTRUCTIVES » A LONDRES ET A WASHINGTON.
(Lire nos informations page 5.)

Le maréchal Tito conteste la thèse chinoise sur le caractère inéluctable de la guerre

Le maréchal Tito a commencé, mercredi 31 août, la seconde journée de sa visite officielle en Chine. Avant d'entamer ses entretiens politiques avec les dirigeants chinois, le chef de l'Etat yougoslave s'est rendu devant la dépouille mortelle de Mao Tse-toung, qui repose dans le mausolée construit place Tien-An-Men, à Pékin. Le fondateur de la Chine communiste avait été souvent très sévère à l'égard du « révisionnisme » yougoslave. Le président Hua Kuo-feng a cependant indiqué au président Tito, au début des entretiens, que Mao Tse-toung voulait le rencontrer mais que, « hélas ! il est mort avant ». « La mort est impitoyable, c'est le destin », a répondu le chef de l'Etat yougoslave.

Le maréchal Tito est l'hôte, précise-t-on du côté yougoslave, de M. Hua Kuo-feng en sa qualité de premier ministre chinois, et non en tant que président du parti communiste. Pékin, qui lui avait accordé mardi un accueil exceptionnellement chaleureux et avait organisé une véritable fête populaire en son honneur dans le centre de la capitale, donne d'ailleurs à ce séjour un caractère de visite de chef d'Etat.

Le président yougoslave est accompagné du numéro deux de la Ligue des communistes, M. Stane Dolanc, lors des entretiens bilatéraux auxquels participent du côté chinois MM. Teng Hsiao-ping, Li Hsien-nien, vice-premier ministre, et Huang Hua, ministre des Affaires étrangères. Les conversations portent, pense-t-on, sur le rôle de l'Union soviétique dans le monde et le mouvement des pays non alignés, ainsi que sur les relations économiques et commerciales entre Belgrade et Pékin. L'impression prévaut à Pékin que les dirigeants chinois ne veulent pas mettre leur tête — qui s'est rendu auparavant en U.R.S.S. et en Corée du Nord — dans l'embarras par des déclarations antisoviétiques fracassantes.

Le maréchal Tito s'est d'ailleurs opposé, mardi, à l'une des conceptions majeures de la politique étrangère chinoise, en affirmant que « la guerre n'est pas inévitable », contrairement à ce que les dirigeants de Pékin affirment en permanence. Le chef de l'Etat yougoslave avait pris la parole au cours d'un grand banquet offert en son honneur par le président Hua Kuo-feng. Il a déclaré que la situation internationale était « fort complexe et contradictoire », et que « de nombreux problèmes qui n'ont pas été réglés pèsent sur elle, en suscitant notre inquiétude ». Si l'on ne peut pas dire que « la paix est assurée », a-t-il ajouté, « la guerre

n'est cependant pas inévitable ». Le président Hua Kuo-feng, en revanche, a réitéré la thèse chinoise : « Les superpuissances qui intensifient fébrilement l'expansion des armements et la préparation de la guerre se disputent avec acharnement en vue de l'hégémonie mondiale. Quelles poursuites de la sorte leur rivalité, cela aboutira un jour ou l'autre à une guerre mondiale. Voilà un problème qui doit être pris au sérieux », a affirmé le président chinois. Les discours des deux dirigeants étaient dépourvus d'attaques directes contre l'U.R.S.S. Ils ont souligné, en revanche, la similitude des politiques d'indépendance poursuivies par les deux pays.

(Lire la suite page 4.)

NOUVELLES MESURES DE RELANCE

- Allocation de rentrée majorée de 300 F pour cinq millions d'enfants
- Utilisation de fonds de réserve pour les travaux publics et le logement
- Légère baisse des taux de crédit bancaire et de l'escompte

M. Barre a annoncé, ce mercredi 31 août, aux membres du gouvernement réunis en conseil des ministres, différentes mesures économiques et financières destinées à stimuler l'activité.

La prime de rentrée est majorée de 300 F et portée à 454 F par enfant de moins de seize ans dans les familles de revenus modestes (5,1 millions d'enfants sur 13 millions dont droit aux prestations familiales).

Le coût du crédit bancaire est légèrement

Estimant que l'action qu'il mène depuis un an pour assainir la situation économique et financière du pays est maintenant suffisamment engagée pour porter ses fruits au second semestre, M. Barre a annoncé au conseil des ministres plusieurs mesures qui devraient stimuler l'activité.

L'allocation de rentrée scolaire sera augmentée de 300 F par enfant passant de 154 F à 454 F. En bénéficieront les familles dont le revenu brut est inférieur ou égal à 3 200 F par mois. D'après les estimations faites par le gouvernement, 5,1 millions d'enfants seraient concernés. La dépense, qui s'éle-

verrait à 1,5 milliard de francs

Enfin, 900 millions de francs de crédits mis en réserve dans le budget 1977 vont être débloqués en faveur des travaux publics (travaux notamment) et du logement. Ils permettront plusieurs centaines de millions de francs de dépenses effectives d'ici à la fin de l'année.

Le coût du crédit bancaire sera abaissé — l'Association française des banques a décidé, à la demande du gouvernement, de ramener le taux de base bancaire de 9,50 % à 9,30 %. En même temps le taux de l'escompte, qui avait été porté de 9,50 à 10,50 % le 23 septembre 1976, va être abaissé d'un point et ramené à 9,50 %.

Le 23 septembre 1976, le Crédit industriel et commercial a annoncé qu'il appliquerait la baisse de 0,30 % du taux de base à partir du 1^{er} septembre.

Un milliard de francs de crédits supplémentaires sera accordé pour les investissements par le crédit national dans des conditions privilégiées. Les deux tiers de cette enveloppe seront consacrés par des crédits à moyen terme « désencadrés » (hors encadrement), les autres tiers par des crédits à long terme « bonifiés ». Ces prêts seront accordés aux entreprises éprouvant des difficultés pour financer des projets industriels précis.

Les pouvoirs publics estiment que ce milliard de prêts devrait « induire » 2,5 milliards de francs d'investissements supplémentaires.

Des crédits de 900 millions de francs vont être débloqués du budget de l'Etat pour 1977. Ces crédits sont des autorisations de programme qui étaient jusqu'à présent restées gelées au FAC (Fonds d'action conjoncturelle). Ils donneront lieu à l'ouverture de crédits de paiement — c'est-à-dire à des dépenses effectives — de 190 millions de francs dans l'immédiat, puis de 250 autres millions de francs en fin d'année. Ces crédits bénéficieront surtout aux travaux publics et au logement. Cette « relance » sera relayée l'année prochaine par les crédits de paiement inscrits au budget de 1978, qui seront en forte progression (+ 16 % par rapport au budget de 1977).

De plus, des crédits supplémentaires de 500 millions de francs ont été accordés aux collectivités locales, qui s'ajoutent à des crédits d'un montant équivalent déjà accordés en juillet dernier.

Telles sont les mesures annoncées par M. Barre aux membres du gouvernement. Quels effets auront-elles sur la conjoncture ?

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 22.)

Travailler moins ?

par ANDRÉ FONTAINE

Admirable M. Chirac ! Il faut ensuite donner une priorité absolue à l'emploi pour revenir, dans les meilleurs délais, à une situation de plein emploi. Comment s'y prendre ? Impossible d'assurer un emploi à chaque Français, alors que l'indemnisation du chômage ne coûte pas tellement moins cher qu'un salaire ?

Ainsi s'exprime, vendredi, à Périgueux, sans que personne apparemment songe à lui demander comment il se faisait, dans ces conditions, qu'il y ait déjà, lorsqu'il était premier ministre, tant de chômeurs. Ni comment, concrètement, il s'y prendrait, s'il revenait au pouvoir, pour venir à bout d'un problème sur lequel la quasi-totalité des gouvernements occidentaux, qu'ils soient à dominante conservatrice ou social-démocrate.

Il est vrai que la France détient le triste record de l'augmentation du nombre des chômeurs au cours des trois derniers mois : + 141 000. Mais ce nombre s'est accru pendant la même période de 100 000 au Japon, où, de notoriété publique, les statistiques sont délibérément optimistes ; de 98 000 en Grande-Bretagne, où l'Institut national d'économie et de recherche sociale prédit une augmentation de 300 000 l'an prochain si le gouvernement ne relance pas l'activité ; de 30 000 en Allemagne fédérale ; de 20 000 aux Pays-Bas. La Canada (+ 90 000) et l'Italie (+ 27 000) enregistrent bien une amélioration. Mais ils étaient au moment où le chômage était le plus élevé.

En dehors de la Suisse, de la Norvège, de l'Autriche et du Luxembourg, seule la Suède passe pour connaître une situation proche du plein emploi ; mais c'est parce qu'on a contraint les entreprises à garder du personnel en surnombre et qu'on a lancé un énorme programme de recyclage. Aussi le coût de la main-d'œuvre s'y est-il accru, depuis 1974, de 65 %, atteignant le record du monde, tandis que la productivité augmentait seulement de 6 %.

Résultat : une baisse sensible des exportations, une chute radicale des investissements, la perspective d'une diminution des emplois dans l'industrie de l'ordre de 40 000

pour financer la dévaluation de la couronne et son retrait du « serpent » européen. Quant aux Etats-Unis, le taux de chômage y reste le plus élevé du monde développé après le Canada (9,9 % contre 9 %), et l'actuelle morosité de Wall Street, alors que la production industrielle continue d'augmenter, ne peut guère s'expliquer que par la crainte d'une nouvelle récession. Au total, d'après l'O.C.D.E., on compte sept millions de jeunes sans emploi dans les vingt-quatre pays les plus riches de la planète, et, dans la seule Europe, le nombre des chômeurs s'est accru, du 1^{er} juillet 1976 au 1^{er} juillet 1977, de 12 %.

Dans chacun de ces pays, certes, le chômage a des causes spécifiques. Des investissements plus rationnels, une politique de formation professionnelle plus avisée, une législation moins tatillonne, auraient pu réduire dans une certaine mesure le nombre des demandeurs d'emploi. Le Français, pour sa part, a du mal à comprendre pourquoi tant d'entreprises n'ont pas embauché, pourquoi plus de trois mille numéros, s'appuyant sur un catalogue monumental qui apparaît déjà comme un instrument de référence indispensable au grand public comme aux chercheurs ? Le tout présenté avec beaucoup d'élégance et un grand effort de clarté, sans nul jargon ni chicherie muséologique. C'est le problème que pose l'exposition.

« Tendances des années 20 », récemment inaugurée à Berlin, la plus impressionnante, à notre sens, la plus riche en documents de toutes les manifestations organisées sous les auspices du Conseil de l'Europe, après celles, pourtant mémorables, des « Sources du vingtième siècle » (Paris, 1960), et de « L'Age néo-classique » (Londres, 1972).

Les scansions chronologiques n'ont pas grand sens en histoire, même lorsqu'elles correspondent à des événements aussi dramatiques qu'une guerre mondiale ou une révolution se présentant d'emblée comme universelle. Les années 20 commencent avant 1920 : le travail du Bauhaus n'est guère compréhensible sans celui du Werkbund ou, pour ne citer qu'un nom, d'Henry Van de Velde à Weimar, et l'aspiration à un art non représentatif est évidente bien avant que n'en apparaisse la théorie et ne s'en codifie la pratique.

Il fallait donc remonter au-delà

UNE EXPOSITION DU CONSEIL DE L'EUROPE A BERLIN

Tendances des années vingt

Comment rendre compte d'une exposition qui couvre une des périodes les plus foisonnantes de l'histoire culturelle de l'Europe, réunit plus de trois mille numéros, s'appuie sur un catalogue monumental qui apparaît déjà comme un instrument de référence indispensable au grand public comme aux chercheurs ? Le tout présenté avec beaucoup d'élégance et un grand effort de clarté, sans nul jargon ni chicherie muséologique. C'est le problème que pose l'exposition.

« Tendances des années 20 », récemment inaugurée à Berlin, la plus impressionnante, à notre sens, la plus riche en documents de toutes les manifestations organisées sous les auspices du Conseil de l'Europe, après celles, pourtant mémorables, des « Sources du vingtième siècle » (Paris, 1960), et de « L'Age néo-classique » (Londres, 1972).

Les scansions chronologiques n'ont pas grand sens en histoire, même lorsqu'elles correspondent à des événements aussi dramatiques qu'une guerre mondiale ou une révolution se présentant d'emblée comme universelle. Les années 20 commencent avant 1920 : le travail du Bauhaus n'est guère compréhensible sans celui du Werkbund ou, pour ne citer qu'un nom, d'Henry Van de Velde à Weimar, et l'aspiration à un art non représentatif est évidente bien avant que n'en apparaisse la théorie et ne s'en codifie la pratique.

Il fallait donc remonter au-delà

de l'Europe de Versailles et de 1914, jusqu'à l'époque, 1910 environ, où à la fois le cubisme, désarticulant l'objet, assigne à la peinture une fonction nouvelle et où la société industrielle prend conscience des problèmes de finitude, de production, de rationalité que lui avait légués l'enthousiasme scientifique immensément créateur mais quelque peu désordonné, ingénu et brutal du siècle précédent.

Pas plus qu'elle n'est une chronologie, l'histoire n'est une unité qui s'organiserait autour de quelques temps forts, de lieux et de personnalités majeures. Il y a une Europe des années 20 (plus peut-être qu'une Europe des années 60 ou 70), mais cette Europe-là se fait aussi bien à Berlin qu'à Paris, à Moscou qu'à Stockholm, à Amsterdam ou à Rome, et ce n'est jamais la même Europe. Les années 20, pour nous, ce sont les « années folles », la Diagonale, « la Revue nègre », les géantes de Picasso, « l'Apollon musagète » de Stravinsky, René Clair, l'entracte néo-classique. Ce n'est pas ce que nous dit l'exposition de Berlin, à laquelle nous consacrons deux articles : publiant un peu Paris, elle met l'accent sur ce que l'Europe du Nord, le problème de l'architecture mis à part, apportait à l'époque de plus tumultueux, de plus radical, et de plus amer.

(Lire en page 9 l'article d'André Fernigier.)

CAP-VERT : cruel archipel

Indépendantes depuis le 5 juillet 1975, les îles du Cap-Vert, ancienne « province » portugaise située à 500 kilomètres au large des côtes occidentales d'Afrique, ont à leur face à de terribles difficultés économiques. Celles-ci sont la conséquence directe de l'héritage colonial portugais. Le sous-développement de l'archipel, qui est pratiquement dépourvu de toute ressource importante, a été aggravé par plusieurs années de sécheresse.

Notre envoyé spécial, Philippe Decraene, fait le point de la situation alimentaire dans ce pays où la malnutrition sévit en permanence. Il dresse un bilan de l'aide internationale et, après avoir évoqué les rapports spécifiques que le nouvel Etat entretient avec la République de Guinée-Bissau, évoque les perspectives d'avenir de ce cruel archipel.

LIRE PAGE 4

TÉMOIGNAGE

«Incidents» dans une prison

21 août 1977).

Selon les détenus, la responsabilité des événements du 8 août incombe à l'administration qui aurait pris prétexte d'une liaison sexuelle entre Andreas et Guérin pour déclencher ces incidents.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un long témoignage écrit par l'une des prisonnières :

autres fils en vert se jettent sur
Andreas (Reader) et le roulent de
côté à côté de la première
enseuite jetés dans la première
enseuite qui se présente. Ensuite
c'est le tour de Werner et de
Gert. Ils se jettent l'un sur l'autre
zéré avec Hoppe et Beel. Ils
sont frappés de telle façon que
chaque fois leur tête ou leur
visage se heurtent à la première
enseuite et les étagères. Devant la
celine d'Andreas, ils frappent Jan
[Jan-Clair] Dappel. Je les en-
cours de la tête à l'arrière.
côté de moi, contre le radiateur,
celine. (...)»
Après le passage à blanc, nous
avons complètement isolés,
me pouvant plus nous voir ni pour
parler, sans promenade et le
moultant pas dans la première
celine observé par cinq fils en
vert.

Je suis sûr que les brutalités
et les humiliations d'une belle
démocratie comme celle de Sar-
heim cèlèbre dans le monde
entier, vont prendre fin — ou
sinon c'est morts qu'ils nous sor-
tont d'ici les uns après les
autres.

Lorsque j'essayais de me défendre, les pieds des gens dans les papiers et dans le sang se mettaient à danser et à pousser, de tout son poids sur mon ventre, il me tira aussitôt la tête vers le haut, et je me retrouvai dix fois le sol. Cela dura longtemps, au moins cinq minutes, jusqu'à ce qu'ils me traînent sur leurs pieds et me séparent de l'autre extrémité. Ils me jetèrent alors me tenant par les pieds et les mains dans la cellule de Rabinovitch et de nouveau, de cette façon, je me cognai la tête et la nuque.

Nord, que Londres et Dublin ont vu (du 25 août). Le président a lancé un appel au conflit de l'Ulster et assura que tout projet de règlement impliquant acceptable par les deux communautés américaines de cesser de soutenir Japon les organisations responsables de la violence et du terrorisme. Le chef de la Majorité sera revenu dans la province encouragera les investissements premier ministre, M. Callaghan, a président américain appuyer la motion, en Irlande du Nord, d'un catholiques et les protestants.

Celui qui est saoul m'attrape derrière par les cheveux et les mord de toutes ses forces. Il m'arrache des poignées de cheveux. Les autres gardiens m'attrapent eux aussi maintenant et

DIPLOMATIE

Les États-Unis et l'U.R.S.S. entendent conserver la coprésidence de la conférence sur le désarmement de Genève

L'ambassadeur américain, M. Adrian Fischer, a déclaré qu'il était « particulièrement heureux de constater que les représentants qui ont rejoint la conférence ont un instrument viable de négociation plutôt qu'une tribune politique festivée à la galerie ».

Les deux délégués ont, d'autre part, déclaré, à la conférence, que, comme sa seconde session de l'armée, a fait des progrès sur divers points, et ils n'ont pas exclu une très prochaine initiative américano-soviétique sur l'interdiction des armes chimiques.

Le général M. P. Dineyev, chef du délégué soviétique, a déclaré que, pendant la conférence, il avait eu l'occasion de discuter avec le représentant américain, le général W. H. B. ... (nom partiellement visible), sur les moyens de vérifier la mise en vigueur d'une interdiction.

**Mme KAPPLER
RÉVÈLE QUE SON MARI
S'EST ÉVADÉ PAR LA FENÊTRE
DE SA CHAMBRE**

nier moment en 1976.

« Milan, d'autre part, l'explosion a été provoquée par la présence d'un endommagé la victime d'une banque italo-israélienne dans la nuit du 30 au 31 août. L'attentat a été revendiqué par un correspondant anonyme, lors d'un appel téléphonique adressé à l'agence de presse ANSA. Ce correspondant a déclaré que l'explosion était une « vengeance » à la suite des protestations qui se sont déroulées en Italie au moment de la mort de Kappeler, le 15 août dernier.

« Les juifs et les communistes sont mis en garde contre toute action d'intimidation ou menaces contre des organisations ou personnes qui risquent de compromettre leurs propres intérêts répressifs », a déclaré ce correspondant. — (A.F.P. Reuters).

LA CRISE IRLANDAISE

Les États-Unis appuieront tout règlement impliquant un gouvernement acceptable par les deux communautés
déclare le président Carter

M. Carter a fait, le mardi 30 août, la déclaration sur l'Irlande du Nord, que *London and Dublin* ont déjà largement annoncée. Le Message du Président a lancé un appel pour un règlement pacifique du conflit de l'Ulster et assuré que les Etats-Unis soutiendraient tout projet de règlement impliquant une forme de gouvernement acceptable par les deux communautés. M. Carter a demandé aux Américains de cesser de soutenir financièrement ou de toute autre façon les organisations extrémistes qui ont causé tant de souffrance « où le peuple d'Irlande du Nord pourra vivre et travailler dans l'harmonie ». Le chef de la Maison Blanche a promis que, lorsque le calme sera revenu dans la province, le gouvernement américain y encouragera les investissements créateurs d'emplois. A Londres, le premier ministre, M. Callaghan, a exprimé sa satisfaction que le président ait exprimé la position américaine sur le conflit de l'Irlande du Nord, et qu'il ait déclaré que les Etats-Unis soutiendraient tout règlement de ce conflit acceptable par les catholiques et les protestants.

De notre correspondant

Dublin. — La déclaration du président Carter a été accueillie avec enthousiasme à Dublin. Belfast, même par certains leaders de la communauté protestante qui, représentant la majorité des habitants, ne veulent pas reconnaître le droit de l'administration. Le gouvernement de Dublin a déclaré que les propos de cet homme d'Etat américain « étaient une insulte à la nation britannique construite à l'égard des relations entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la République d'Irlande ». Le ministre de la Défense, M. Jack Lynch, en place seulement depuis deux mois, ainsi que le parti de l'opposition Fine Gael, ont réagi avec véhémence. M. Garrett Fitzgerald — ministre

TIE

**S. entendent conserver
sidence
sèchement de Genève**

cher, de pouvoir annoncer que les positions des deux parties coïncident sur un certain nombre de questions-clés, et qu'elles ne sont pas très éloignées l'une de l'autre sur d'autres questions.

De son côté, M. Likhatchev a déclaré que les consultations bilatérales, menées entre les trois puissances nucléaires membres de la commission (États-Unis, U.R.S.S. et Grande-Bretagne) au sujet d'une interdiction de tous les essais nucléaires, ont permis d'enregistrer « des progrès dans certains domaines », qu'il n'a pas

Chine.

● LE VICE-COMMANDANT DU DISTRICT MILITAIRE DE LA province de Kailash, dans l'est de la Chine, M. Cheng Chao-chang, vétéran de l'armée rouge et compagnon de Mao Tse-toung pendant la Longue Marche, est mort, ce jour-là, d'un cancer, le 25 juillet à l'âge de 70 ans. Il a été annoncé le 30 août la Chine nouvelle. C'est la seconde fois en un an qu'est ainsi révélée la mort d'un haut responsable militaire chinois. — (A.F.P.)

L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA RÉFORME AGRAIRE EST À L'ORIGINE DES INCIDENTS DE L'ALENTEIO

(De notre correspondant.)

l'application de la loi sur la répartition des terres votée en juillet 1921, et à l'abolition de la propriété foncière appartenant par les députés socialistes et sociaux-démocrates et à l'origine des troubles. Les travailleurs agricoles ont obtenu la reconnaissance de la légitimité d'une parcelle de terrain qui, aux termes de la nouvelle loi, devait être restituée à son ancien propriétaire.

Le 12 septembre, le syndicat des travailleurs agricoles d'Evora, dirigé par le quotidien *Diário Popular*, l'affaire traitait déjà, le mois de mars, date à laquelle, suite à une demande à la direction de la coopérative et 22 juillet de l'indépendance d'un terrain correspondant à une usine et à un terrain agricole, les exploitants privés dans le sud du pays. A la suite de la promulgation de la nouvelle loi, la surface réclamée par les exploitants qui gagnaient les membres de la coopérative. — J. R.

Italie

**VIVE POLÉMIQUE
ENTRE LA DÉMOCRATIE
CHRÉTIENNE ET LE P.C.I.**

(De notre correspondant.)

L'affaire Kappler n'avait pas réussi à diviser profondément les partis ayant signé l'accord, chacun voulant préserver un fragile équilibre politique aux dépens de tout faire face aux difficultés économiques et sociales de la rentrée. Le discord s'est pourtant manifesté avant même que l'accord ait eu le temps de donner ses premiers résultats.

M. Giovanni Galloni, vice-secrétaire de la démocratie chrétienne, a accusé le parti communiste de « duplicité » dans un article publié dimanche 28 août par le quotidien *Il Popolo*. M. Galloni critique violemment le projet de société à moyen terme élaboré par le P.C.I., car pour lui, ce projet correspond à une « ligne stratégique que le P.C.I. a toujours eue et qui tend vers

Dans un long éditorial, le directeur du quotidien communiste *«L'Unité»*, M. Alfredo Redkin, a répondu mardi à M. Galloni : « Nous sommes sûrs, non pas totalement par fâgreté de certains, mais plutôt par leur méfiance, que M. Redkin n'engage pas le débat sur le programme du P.C.I. à moyen terme, mais il voit dans l'initiative démocrate-chrétienne une prétexte pour relancer un polémique que les communistes ne peuvent pas laisser passer. »

quant importante.

Le premier point est un nouveau développement de la démocratie chrétienne et le P.C.F. ne donne pas la même signification à l'accord conclut-il, entre les six partis signataires est nécessaire pour surmonter des difficultés passagères. Il y a dans cette entente un maximum et ne pas dépasser ce maximum devant permettre le plus vite possible la formation d'une majorité ou d'une perspective dans la majorité.

L'opposition, Pour les communistes, n'est pas, à ce stade, l'élément d'alliance plus profonde, une collaboration qui les ferait entrer

dans la majorité. (Intérim.)

Portugal

Libres opinions

La réforme agraire

par MICHEL DRAIN (*)

Selon l'ambassadeur Coimbra Martins, les lois qui viennent d'être remplacées « ont cherché à légitimer une pratique, mais la pratique leur restera étrangère ».

Il s'agissait d'un processus révolutionnaire qui ne pouvait donc se situer dans la légalité. Il n'en fut pas pour autant «sauvage» puisque, dès le 15 avril 1975, un mois après l'ultime échec de Spínola, le nouveau gouvernement avait affirmé sa résolution de procéder à la réforme agraire et, le mois suivant, commencé à mettre en place les centres régionaux de réforme agraire destinés à en assurer l'exécution.

Ce n'était là qu'un aspect d'une politique agricole cohérente dont les premières mesures furent en faveur des petits paysans. A la différence des autres lois importantes sur les baux ruraux et le crédit agricole, qui furent rapidement promulguées, les lois d'expropriation nécessitèrent une longue élaboration. Le 16 avril, le seuil d'expropriation avait été fixé à 500 hectares pour les terres irriguées et à 500 hectares pour les terres sèches sur la base d'un revenu cadastral que M. Coimbra Martins assujettit abusivement à un revenu réel. Cette limite théorique devait être respectée pour les occupations mais devait être précisée par la loi en tenant compte tant de la nature des cultures que de la qualité des sols. Ce fut l'objet d'un système ingénieux de pondération, minutieusement élaboré, et qui devait s'avérer si équilibré qu'il fut repris aussi bien dans le projet de l'actuel gouvernement que dans celui de l'ultra-gauche. Nous sommes assez loin de l'image d'un gouvernement légalisant à posteriori ce qu'il n'a pu empêcher et s'y employant dans la mesure du possible. Les lois d'expropriation générales et le minimum-fundum par la fixation à 500 hectares du seuil d'expropriation, ne manquaient pas d'une certaine saveur à propos d'un pays où plus de la moitié des exploitations agricoles disposent de moins d'un hectare de terre arable.

En fait, M. Colmbra Martins a besoin de se référer à une tare originelle de l'ancienne loi pour mieux justifier la nouvelle. Il suggère qu'elle fut mal appliquée parce qu'elle était inapplicable.

Il est malheureusement exact que la loi ne fut que partiellement appliquée. Il est également hors de doute que des propriétés furent indûment occupées; au 31 octobre 1978, 21 681 hectares faisaient ainsi l'objet de litiges. Toutefois, en rapportant ce chiffre à l'ensemble des terres occupées à cette date, soit à 144 000 hectares, on admettra que la part contestée se tient dans des limites acceptables. Il n'en fut pas de même, il s'en fut, des terres susceptibles d'expropriation, puisque près de 500 000 hectares, parmi lesquels de nombreuses domaniales, restaient encore au moins de leurs propriétaires.

les occupations, ne tient pas à de quelconques défauts de la loi d'expropriation mais bien au coup d'arrêt donné à son application au lendemain de la chute du gouvernement Vasco Gonçalves, le 25 novembre 1976. La nouvelle loi est ainsi dans la logique de cette évolution et apparaît dirigée nettement contre l'ancienne.

M. Colmbra Martins lui attribue des motivations purement économiques, ce qui semble plausible compte tenu de l'extrême gravité de la situation du Portugal en ce domaine. L'examen de la loi montre qu'elle est généralement assez loyale, le rapide progrès de la production agricole du Portugal, du fait de la défrichement des terres, est évident. C'est le sens de l'évaluation du sol d'expropriation, de quatre mille à six mille dix mille points du calcul ne portant même pas sur la somme des améliorations telles que les plantations de vigne. Cette option, qui n'est certes pas orthodoxe sur le plan de principes socialistes, se veut une mesure réaliste qui, non des intérêts supérieurs de la nation, analogue, en somme, à celle de la Chine populaire.

On peut toutefois se demander si le poids économique du secteur géré par les travailleurs a été bien pris en compte dans cette optique. C'est, en effet, *a priori* le secteur qui se prête le mieux à la planification et à la modernisation de l'agriculture. Les unités de production y sont généralement de vastes dimensions, puisqu'elles sont environ cinq cents pour plus d'un million d'hectares. En dépit de l'insuffisance des crédits alloués, les moyens de production s'y sont développés au-delà de toutes espérances, le nombre de tracteurs, par exemple, a augmenté de 100 % en dix ans. Enfin, les quelque-vingt-cinq mille ouvriers qui s'y emploient, par leur entraînement et leur habileté, ont déjà obtenu, comme l'indiquent les statistiques officielles, une considérable augmentation de la production et amorcé sa diversification. D'un strict point de vue de l'économie nationale, ils ont fait mieux en trois ans que les grands fermiers capitalistes en dix ans, et il peut sembler surprenant qu'ils n'aient pas été

On pourrait admettre une simple différence d'appréciation et la loi ne comportait pas de clauses préjudiciables au secteur qui gèrent les travailleurs, qui peuvent aller jusqu'à compromettre son existence. C'est ainsi qu'elle fait jouer pleinement la clause d'attribution d'une «réserve» fondée en faveur des expropriés, qui recèle un très grand danger pour l'avenir de la réforme agraire. La loi précédents prévoyait déjà la «réserve», mais en assortissant l'obtention de conditions qui

[illegible]

disparition. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les conséquences qui en découlent pour l'emploi et le niveau de vie des travailleurs agricoles de la moitié méridionale du pays. Les inscriptions hostiles à la loi qui a permis l'entrée des migrants de l'Allemagne expriment la résolution des prolétaires de défendre la réforme agraire et résistent à l'envahissement du pays par les affrontements armés. A ce danger s'ajoute celui de compromettre l'ensemble de la production agricole, ce qui montre et bien moins économique que M. Coimbra Martins ne veut bien le dire.

(*) Maître de recherche au C.N.R.S.

- **Chine**
LE VICE-COMMANDANT DU DISTRICT MILITAIRE de la province de Fukien, dans l'est de la Chine, M. Cheng Chao-chang, vétéran de l'armée rouge et compagnon de Mao Tse-toung pendant la Longue Marche, est mort « en marche », sur son poste, le 25 juillet, à l'âge de 30 ans. Il était nommé le 30 août Chine nouvelle. C'est la seconde fois en un an qu'est ainsi révélée la mort d'un haut responsable militaire chinois. — (A.F.P.)
- **Namibie**
PLUSIEURS PERSONNES ont été blessées au cours de la nuit du lundi 29 au mardi 30 août dans un faubourg de Windhoek lors de violentes « affrontements tribaux ».
- **Yougoslavie**
M. PAUL LAURENT, membre du bureau politique du P. C. yougoslave, a été reçu mardi 30 août par M. Vlnish, membre du comité central de la présidence de la Ligue des communistes de Yougoslavie.

EUROPE

LA TOURNÉE EUROPÉENNE DU CHEF DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

M. Adolfo Suarez est reçu à déjeuner par M. Giscard d'Estaing

Venant de Copenhague, M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, est arrivé dans la nuit de mardi à mercredi 31 août, à Paris, pour une visite de vingt-quatre heures. Il devait être reçu à déjeuner, ce mercredi, à l'Élysée, par le président de la République, puis avoir, dans l'après-midi, des entretiens à l'hôtel Matignon, avec M. Ray-

mond Barre, assisté de M. Pierre-Christien Taftinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

En dehors de la candidature de l'Espagne au Marché commun, qui sera au centre de ces entretiens, on n'exclut pas que MM. Barre et Suarez évoquent l'affaire Apalategui, ce militant de l'organisation séparatiste basque espagnole et détenu à Marseille, dont l'extradition est réclamée par Madrid, alors qu'un puissant mouvement d'opinion au Pays basque espagnol demande sa libération.

M. Suarez terminera jeudi, à Rome, la première partie de sa tournée européenne, qui l'a déjà conduit à La Haye et à Copenhague. Dans la matinée, il aura, avec le président du conseil

italien, M. Giulio Andreotti, un entretien qui sera ensuite élargi aux ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Oreja et Forlani, et à l'ensemble des délégations. L'Italie, comme la France, ne cache pas sa préoccupation devant l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, dont les agriculteurs viendront directement concurrencer la sienne.

Portugal

Libres opinions
La réforme agraire

L'analyse de la situation économique de l'Espagne en 1976-1977, donne l'image d'un pays durablement frappé par la crise et cumulant les mauvaises performances : inflation de 20 %, chômage de plus de 5 % de la population active, croissance du produit intérieur brut (PIB) inférieure à 2 %, taux de couverture des échanges extérieurs inférieur à 50 %, déficit de la balance des paiements supérieur à 4 milliards de dollars, endettement extérieur total atteignant 11 milliards de dollars en 1976.

Pourtant, l'expression de « miracle économique espagnol », lancée à la fin des années 60, recouvrait une réalité : celle d'un pays arriéré et autarcique qui s'est délibérément ouvert à l'Europe et à l'industrialisation, favorisant le tourisme, les investissements étrangers, l'émigration de ses travailleurs en quête d'emploi dans des pays voisins, d'où l'exportation des devises ; de 1969 à 1974, l'Espagne enregistrait une croissance annuelle moyenne de son PIB de 8,4 %, taux supérieur à celui de tous les pays de l'O.C.E., à l'exception de la Turquie et du Japon.

Au moment où l'Espagne pose sa candidature à la C.E.E., on peut se demander si cette nouvelle adhésion sera un facteur de renforcement ou d'affaiblissement de l'économie européenne.

A bien des égards, la situation espagnole se rapproche de celle de l'« homme malade » de la C.E.E., l'Italie : forte population agricole, consacrée à des cultures méditerranéennes, déséquilibres régionaux, forte dépendance extérieure dans le domaine énergétique ; la peseta, soumise à deux dévaluations successives (10 % en février 1976, 20 % en juillet 1977), ne sera pas plus en mesure que la monnaie italienne de subir la discipline du « serpent » monétaire européen. Des excédents agricoles structurels (vins, fruits,

Une autre Italie

L'analyse de la situation économique de l'Espagne en 1976-1977, donne l'image d'un pays durablement frappé par la crise et cumulant les mauvaises performances : inflation de 20 %, chômage de plus de 5 % de la population active, croissance du produit intérieur brut (PIB) inférieure à 2 %, taux de couverture des échanges extérieurs inférieur à 50 %, déficit de la balance des paiements supérieur à 4 milliards de dollars, endettement extérieur total atteignant 11 milliards de dollars en 1976.

Pourtant, l'expression de « miracle économique espagnol », lancée à la fin des années 60, recouvrait une réalité : celle d'un pays arriéré et autarcique qui s'est délibérément ouvert à l'Europe et à l'industrialisation, favorisant le tourisme, les investissements étrangers, l'émigration de ses travailleurs en quête d'emploi dans des pays voisins, d'où l'exportation des devises ; de 1969 à 1974, l'Espagne enregistrait une croissance annuelle moyenne de son PIB de 8,4 %, taux supérieur à celui de tous les pays de l'O.C.E., à l'exception de la Turquie et du Japon.

huile d'olive) risquent de faire peser sur le budget de la C.E.E. des dépenses qui s'ajouteront à celles entraînées par la réorganisation du Marché commun agricole méditerranéen demandées par la France et l'Italie. A moyen et long terme, l'effort de solidarité que devra fournir la C.E.E. pour amener l'économie espagnole au niveau des pays les plus développés, notamment par le jeu d'aides sociales et régionales, sera d'un coût financier élevé. Dans le même temps, l'Espagne se joindra vraisemblablement, notons-le, au groupe des « pays faibles » de la C.E.E. (Italie, Grande-Bretagne, Irlande et, ultérieurement, Grèce et Portugal), vendant plus aisément encore la mise en œuvre de l'union économique et monétaire que les chefs de gouvernement se sont fixés à plusieurs reprises depuis 1969.

L'adhésion de l'Espagne obligera, d'autre part, la C.E.E. à se fixer de nouvelles normes de conduite dans le domaine des échanges intracommunautaires. La capacité de production et d'exportation de l'Espagne à des prix concurrentiels, dans les domaines agricole et industriel, s'explique par le niveau des salaires en général plus faible que dans l'ensemble de la C.E.E. Ce retard, qui fournit un avantage à l'exportation, sera progressivement combi sous la pression des centrales syndicales. Pourtant, l'économie espagnole, qui aura tendance à développer ses exportations pour équilibrer sa balance commerciale, constituera encore, dans les années à venir, une menace sérieuse pour certains secteurs de production et certaines régions de la Communauté.

L'adhésion de ce pays sera-t-elle pour la C.E.E. ou pour certains de ses membres, l'alibi pour revenir à des pratiques protectionnistes jusqu'ici dévotement « interdites » ? L'intérêt communautaire exige que l'on concilie le maintien des intérêts vitaux existant dans

POINT DE VUE

La situation viticole d'un Marché commun élargi à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal

par D. BOUBALS (*)

DANS les circonstances actuelles, il est indiscutable que les décideurs de la politique agricole française, les agriculteurs qui en supportent les conséquences — heureuses ou malheureuses — et le public sollicités par les statistiques viticoles qui seraient celles d'une Europe élargie à trois nouveaux participants.

L'ensemble constitué par les vignobles de France, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Grèce, d'Allemagne fédérale et du Luxembourg représenterait, en 1976, 5 063 000 hectares, soit la moitié de la superficie plantée en vigne dans le monde.

La production viticole annuelle des sept pays précédents a représenté en moyenne, au cours des années 1973, 1974 et 1975 :

— Pour le vin, 213 millions d'hectolitres, soit 52 % de la production mondiale, la France en produisant 74 millions ;

— Pour les raisins de table, 1 870 000 tonnes, soit 28 % de la production mondiale, la France en produisant 520 000 tonnes ;

— Pour les raisins secs, 179 650 tonnes, soit 21 % de la production mondiale, la France n'en produisant pas, pour des raisons climatiques.

La consommation de vin de l'Europe, constituée par le rassemblement de douze pays (les Neuf plus l'Espagne, la Grèce et le Portugal), a été, en 1975, de 174,4 millions d'hectolitres, soit 56 litres par tête d'habitant.

(*) Professeur à l'Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier.

Dans cet ensemble de douze pays, la comparaison du volume de vin consommé par rapport au volume de vin produit laisse apparaître un excédent de 39,3 millions d'hectolitres.

Une partie de cet excédent est exportée en dehors du Marché commun (élargi à douze pays pour les besoins de la démonstration). Ce volume est difficile à estimer exactement. Néanmoins, on peut penser qu'une bonne part du vin importé par les pays situés hors du Marché commun et du Conseil est principalement du vin produit par les grandes nations viticoles européennes. Cela représente 8 millions d'hectolitres.

Il resterait donc réellement, pour l'Europe des Douze, un excédent annuel moyen de 31,3 millions d'hectolitres, c'est-à-dire, pour fixer les idées, en gros le volume de vin produit annuellement par le vignoble méditerranéen français.

L'Europe élargie à douze pays comporterait 310 millions d'habitants, qui devraient absorber 68 litres de vin par tête pour concéder 205 millions d'hectolitres disponibles. En d'autres termes, la consommation devrait augmenter, par rapport à l'actuelle, de 160 000 tonnes, soit 17,8 %, ce qui paraît considérable.

En ce qui concerne la production de raisins secs, les besoins (importations) des neuf pays non producteurs de cette denrée dans l'Europe des Douze sont de 188 300 tonnes. Or la production globale de cette Europe élargie, principalement due à la Grèce, est actuellement de 180 000 tonnes. Le marché serait donc équilibré, et ce dernier pays s'il était admis dans le Marché commun, sortirait enfin d'une crise de survie produite par les vins secs qui dure depuis longtemps.

qu'en Espagne et surtout qu'en Grèce. Les débouchés de la production française seraient donc tendanciellement à diminuer tant sur le plan national que sur le plan international. Rien sur le marché se régulariserait de lui-même par transformation des excédents de raisins de table en vin.

En conclusion, dans une Europe élargie à douze nations, si la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce devaient se dispenser le Marché commun du vin à la manière actuelle, il est certain que la France aurait le dessus et devrait supporter la plus grande partie de l'excédent structurel annuel d'une trentaine de millions d'hectolitres.

Dans une Europe où chaque pays était indépendant économiquement, chacun d'eux devrait faire son affaire de ses excédents en prenant des mesures pour les éviter. Dans une unité économique regroupant plusieurs pays, le volume excédentaire d'une production se reporte inévitablement sur la nation qui a le prix de revient le plus élevé pour le produit considéré. Et dans ces conditions on ne peut faire comprendre à ceux qui exportent la nécessité de comprimer leur production.

Dans le cadre d'une Europe des Douze, le vignoble méditerranéen français rencontrerait donc des difficultés économiques encore plus grandes que maintenant. Ces difficultés ne manqueraient d'être aggravées par le développement de nouveaux pays de « détente » d'autres régions viticoles françaises produisant notamment des vins d'appellation d'origine.

Les représentants des partis socialistes des neuf pays de la C.E.E. et affiliés à l'Internationale socialiste se réuniront à Rotterdam (Pays-Bas), les 24 et 25 septembre, pour discuter de la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Cette conférence est organisée par le mouvement L'Unité Europe (Europe de gauche), dont le siège est à Rotterdam. (Reuter).

Turquie

LE GÉNÉRAL KENAN EVREN EST NOMMÉ COMMANDANT DES FORCES TERRESTRES

Ankara (U.P.I., A.P., A.F.P.) — Le général Kenan Evren, commandant en chef de l'armée, a été nommé à la tête des forces terrestres de l'armée turque, le mardi 30 août. Il deviendra de ce fait, en mars 1978, chef d'état-major, lorsque la loi actuelle le général Sancak, prendra sa retraite. La nomination du général Evren met fin à trois mois de polémiques entre les militaires et le gouvernement sur le choix du successeur du général Ertugrul à la tête des forces terrestres ; celui-ci avait été mis à la retraite d'office en juin dernier, sans en raison de ses sympathies pour la droite que pour ouvrir la voie à un autre officier supérieur, le général Ersoz, qui jouissait de l'appui de la majorité du conseil militaire. Le Monde des 4 juin, 17-18 juillet et 26 août).

L'intérim du commandement des forces terrestres fut donc confié à celui de l'armée. Mais l'actuel chef de gouvernement, M. Demirel, favorable à un autre candidat, le général Ersoz, empêcha la nomination définitive du général Ersoz, qui soumit à la signature du président de la République, M. Korkut, un décret de nomination du général Evren. Le président refusa de le ratifier.

En fin de compte, c'est donc par un compromis que se termine cette affaire. Les trois candidats en lice quittent l'armée : le général Ersoz a démissionné le lundi 29 août, et le général Ersoz le mardi 30 août. Normalement, ils auraient été mis à la retraite d'office ce mercredi 31 août, en même temps que le général Olcay, qui brigait également le commandement des forces terrestres. On ne sait encore qui remplacera ces trois officiers supérieurs aux commandes des 1^{re}, 2^{de} et 3^{de} armées. La nomination d'un candidat de compromis au commandement des forces terrestres ne semble pas avoir satisfait le président de la République. Pour la première fois depuis son élection, M. Korkut a choisi d'assister à la célébration de la fête de la victoire du 30 août à Istanbul, et non à Ankara, aux côtés du premier ministre, comme à l'accoutumée. Et il a fait annoncer, que, dorénavant et jusqu'à la fin de son mandat, il se rendrait dans une ville différente à cette occasion.

États-Unis

« RÉVÉLATIONS » D'UN JOURNALISTE HOLLANDAIS SUR L'ASSASSINAT DE JOHN F. KENNEDY

Washington (A.F.P., A.P., Reuter). — M. William Ottmann, journaliste néerlandais, a affirmé mardi 30 août à Washington, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait la preuve que l'ancien président Gerald Ford avait en sa possession un dossier établissant que l'assassinat de John Kennedy en novembre 1963 avait été le résultat d'un complot. M. Ford a fait partie de la commission Warren, qui avait conclu à l'époque que Lee Harvey Oswald avait agi seul.

M. Ottmann s'est déclaré prêt à transmettre au président Carter ses informations, qu'il affirme tenir d'un témoin « digne de foi ». Le journaliste néerlandais avait déjà fait savoir en mars dernier à la commission d'enquête de la Chambre des représentants sur l'assassinat de John Kennedy que Lee Harvey Oswald avait agi sur les instructions de George de Mohrenschildt, professeur de russe à Dallas, décédé récemment. (« Le Monde » des 3 et 4 avril).

« TIME » ET LES « NOUVEAUX PHILOSOPHES »

Dans sa livraison du 5 septembre 1977, l'hebdomadaire américain « Time » consacre sa couverture et son principal article aux « nouveaux philosophes ».

L'article est intitulé : « Les nouveaux penseurs de France », avec pour sous-titre : « Dieu est mort. Marx est mort et le ne ne ne pas très bien moi-même ». L'article d'un livre qu'écrivait Michel Le Bris.

« Time » rapproche dans un même chapitre des « nouveaux philosophes » de la « nouvelle idéologie » du président Carter.

AMÉRIQUES

Canada

Une partie des esquimaux du Québec s'opposent à la francisation de la province

De notre correspondant

Montréal. — Les Inuit (Esquimaux) du Québec ont décidé de s'opposer à l'application de la loi 101 — adoptée vendredi 26 août par le Parlement du Québec — qui prévoit la francisation de la province dans presque tous les domaines (le Monde des 28-29 août). Dans la petite localité de Inuit, sur la baie d'Inuvik, à Fort-Chimo notamment, ils ont chassé les fonctionnaires du gouvernement québécois des bâtiments de l'administration et certains policiers. Le gouvernement de la province a envoyé des renforts de police et des négociations tendues se poursuivent. Les Inuit, qui ont environ quatre mille au Québec, demandent au premier ministre québécois, M. René Lévesque, et au ministre fédéral des Affaires indiennes, M. Warren, d'arrêter de venir sur place discuter avec eux.

A leurs yeux la loi 101 est contraire à tous les accords conclus auparavant dans le but de garantir l'existence de leur culture. L'anglais est leur seconde langue, comme pour tous les Inuit du Canada (seize mille personnes environ), ce qui facilite leurs relations à travers le Grand Nord avec les tribus de dialectes différents. Les Inuit québécois refusent donc de se laisser imposer une nouvelle seconde langue. Ils s'opposent particulièrement à un article de la loi 101 qui les obligerait à introduire progressivement le français dans leurs rapports officiels avec le gouvernement québécois. Il avait été initialement prévu que des amendements seraient apportés à la loi 101 pour tenir compte de la situation particulière des Inuit. Cela n'a pas été fait.

Toutes les associations représentant les populations autochtones ne sont pas forcément d'accord avec les Inuit du nord du Québec (regroupés dans le Northern Québec Inuit Association). Dès 1976, en effet, les habitants des villages de Povungnituk, Inuvik et Sagone ne reconnaissent à personne le droit de négocier pour eux.

Ils sont peu nombreux, à peine quelques milliers, mais leur argumentaire est intéressant parce qu'il peut être transposé à d'autres situations où des populations indiennes doivent « choisir » à quelle culture s'assimiler. Les Inuit du Québec sont capables de se comprendre sans l'aide d'une langue européenne. Ils demandent donc que l'esquimaux devienne une langue officielle et renouent ainsi des liens avec les Inuits de la France, les Inuits du Nord et les Inuits du Sud.

En revanche, les Indiens Cris, dont l'aire d'implantation remonte très loin dans le Nord, se sont déclarés satisfaits de la loi 101. Les Cris se sont fait reconnaître un certain nombre de droits dans la « Convention de la Baie James et du Nord » et ont obtenu de grosses compensations financières pour le barrage de retenue construit sur les rivières La Grande et Rupert, près de la baie James. Ils ne voudraient pas qu'une controverse autour de la loi 101 retarde l'application de cette convention qui deviendra caduque si les lois correspondantes ne sont pas promulguées avant le mois de novembre.

Les Inuit du Nord du Québec menacent d'aller plus loin. « Nous sommes sur cette terre depuis quatre mille ans, ont-ils dit aux autorités du gouvernement québécois, nous n'y étions que depuis hier ». Et de conclure que si le Québec se sépare un jour du Canada, les Inuit sur le territoire desquels se trouvent les deux tiers des ressources minières et hydrauliques québécoises, pourraient décider à leur tour de se séparer du Québec.

ALAIN-MARIE CARRON.

(PUBLICITE)

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelures en difficulté. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible au touché, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être soignés dans le cadre d'une médecine moderne et préoccuper de cette notion capitale : elle a été au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelures en difficulté. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité à briser le cycle de la chute de cheveux et à prendre rendez-vous par téléphone ou d'urgence. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement. A suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP est ouvert, sans interruption, du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LIÈGE : 16, rue Faidherbe - Tél. 81-24-19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 46-06-34
TOULOUSE : 41, rue de la Pomme - Tél. 23-23-56
MONTPELIER : 2/4, en Chapelle - Tél. 75-00-11

هكذا في الواقع

AFRIQUE

CAP-VERT : CRUEL ARCHIPEL...

I. - L'an III de l'indépendance

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECREAENE

Fraïa. — Îles et paradis, deux mots souvent associés, des Caraïbes à la Polynésie, et des Mascareignes à la Micronésie, mais qui paraissent ici antinomiques. Personne n'en disconvient depuis la découverte par le navigateur portugais Diego Gomes, en mai 1460, de l'archipel du Cap-Vert. Reste le « mystère » de ce nom singulier. Sans doute s'explique-t-il par la proximité immédiate de la mer des Sargasses. Aperçu après des centaines de kilomètres de mer, cette immense d'algues bécote par la grande houle atlantique, cette prairie verdoyante ondulant à l'infini a probablement inspiré les premiers marins qui doublèrent ce Cap-Vert.

« Le premier aspect rebute l'œil par son aridité », écrit à propos de l'île de Santiago, qui abrite Fraïa, capitale de l'archipel, un géographe du début du dix-neuvième siècle (1). Et d'ajouter cette annotation qui, à près d'un siècle et demi, conserve une actualité tragique : « On dirait qu'elle sort d'un incendie. Des rochers nus, jetés en désordre l'un sur l'autre, découpés, brisés par des fractures bizarres, sortent du sein de la mer et s'élèvent jusque dans les nues. A terre, le déplorable état des habitants africains l'âme, ont le teint si foncé que l'on ne soupçonnerait guère dans leur veine le moindre mélange de sang européen, s'ils ne se vantaient pas eux-mêmes d'être portugais. Le clergé est composé de gens de couleur et même de nègres. La misère générale dérive, partie de la mauvaise administration, partie des sécheresses qui, quelquefois, accablent l'île pendant plusieurs années de suite. »

Harcelés par les vents, brûlés par le soleil, les insulaires, qui tirent leurs maigres revenus de l'agriculture doivent, en outre, le manque de terre, ou concasse certains cailloux pour confectionner un sol arable — et le manque d'eau. Coincé entre pierres et mer, le sous-prolétaire paysan du Cap-Vert est confronté à des conditions naturelles d'une exceptionnelle dureté. Un ingénieur agronome de Fraïa, récemment très malade, a écrit, africain, éprouvé par plusieurs

années de sécheresse consécutives, assure, avec un peu d'exotisme : « Par comparaison, le Sahel, c'est le paradis. » Pour une population de plus de 370 000 personnes vivant dans les îles, le taux de mortalité à la naissance, il est vrai, était encore de 50,3 % en 1974, et celui de mortalité infantile de 120 %. Chiffre cruellement accusateur pour le colonialisme portugais, qui a abandonné à elle-même une population métissée dont la composition se rapproche de celle du Nord-Est brésilien.

Dans l'île Saint-Nicolas, pas une goutte de pluie n'est tombée depuis douze ans. La situation est identique, depuis neuf ans, à Saint-Vincent. Comble de malchance, quelques averse locales, tombées en septembre 1976, trop violentes et trop tardives, ont détruit une partie des récoltes. La sécheresse a d'autres conséquences. Les navires faisant route vers le cap de Bonne-Espérance désertent de plus en plus le port de Mindelo, où ils se ravitaillaient traditionnellement. Ils « touchent » désormais aux Canaries, où l'eau est abondante, alors qu'ici la population elle-même doit être ravitaillée par un bateau-citerne, rempli quotidiennement dans l'île voisine de Saint-Antoine.

Le gouvernement a mis au point un programme d'urgence comprenant vingt-huit projets qui permettront huit mille cinq cent quatre-vingt-cinq créations d'emploi à Santiago, Brava, Saint-Nicolas et Fogo. Évalué à 174 millions d'escudos (2), ce programme vise à conserver sol et eau, ce que les sécheresses ont incité à réaliser. Résolu à agir vite, notamment pour redonner confiance au rural, les dirigeants cap-verdiens se sont fixés des objectifs modestes, propres à leur pays. Mais le gouvernement peut leur verser

grâce à l'aide étrangère. La République fédérale d'Allemagne finance partiellement les travaux en cours à Fogo, les États-Unis ceux de Boa-Vista, la Suisse ceux de Saint-Antoine. La F.A.O. concourt, de son côté, à la plantation de deux cent mille arbres dans un archipel dénué où les troupeaux de chèvres, et l'homme à la recherche de combustible, ont anéanti toute trace de forêt.

Pour faire face aux difficultés nées des sécheresses, les Portugais s'étaient contents de mettre au point ce qu'ils dénomment eux-mêmes le « programme d'appui ». On embauchait les paysans affamés pour empierrer les chemins qui sillonnaient les îles, en échange d'un peu de nourriture et d'une indemnité dérisoire. Le drame de la famine n'est pourtant pas nouveau. L'histoire de l'archipel est jalonnée de sécheresses et de disettes. La dernière en date, qui sévit de 1946 à 1948, fit trente mille morts, soit, d'après les statistiques coloniales elles-mêmes, 35 % de la population d'alors. Durant la période 1940-1943, vingt mille Cap-verdiens moururent de faim, vingt-cinq mille en 1920-1922, vingt mille en 1900-1903, sans guère émouvoir l'opinion internationale.

Selon un rapport publié à Paris « entre 1744 et 1774, le Cap-Vert a subi en tout plus d'un demi-siècle de famine aiguë, faisant un nombre de victimes évalué à deux cent dix mille... » (3). Aujourd'hui, les magasins d'État ne disposent que d'un stock modeste de 9 000 tonnes de maïs, soit quinze jours de consommation.

Un déficit alimentaire permanent

Compte tenu de la sécheresse persistante, il n'est pas surprenant que la population, à 80 % agricole, souffre d'un déficit alimentaire permanent. L'aridité à peu près générale des sols, l'érosion éolienne, l'activité volcanique, notamment à Fogo, interdisent en outre l'expansion de l'agriculture.

« Dans les bonnes années, les îles doivent importer 60 à 70 % de produits alimentaires ; dans les mauvaises années, ce pourcentage peut atteindre 80 à 95 % », indique un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), publié en 1977. En 1967 et 1973, la production de maïs de haricots est tombée de 16 12 tonnes à 888 tonnes, tandis que celle du manioc, des pommes de terre et des patates douces tombait de 3 381 à 1 638 tonnes.

LA DIASPORA CAPVERDIENNE

Les Cap-verdiens installés à l'étranger sont plus nombreux que ceux restés dans l'archipel. La pression démographique, aggravée par les conséquences catastrophiques de la sécheresse, provoque un courant d'émigration continu. Si la densité moyenne de l'archipel est estimée à 75 habitants au kilomètre carré, elle est en réalité de 340 habitants au kilomètre carré cubable.

Les colonies capverdiennes les plus importantes se trouvent aux États-Unis (plus de 300 000 personnes), au Sénégal (60 000), au Brésil (50 000), en Angola, au Portugal, aux Pays-Bas et en Italie. En France même résideraient plus de 5 000 Cap-verdiens dont une partie constitue une sorte de sous-prolétariat par rapport aux émigrés portugais, avec lesquels certains coexistent.

Parallèlement, les importations alimentaires passaient de 12 416 tonnes et 58 959 milliers d'escudos en 1967 à 43 336 tonnes et 221 766 milliers d'escudos en 1973 (4).

Triennales des pluies, le maïs et le haricot ont été particulièrement éprouvés, tandis que l'irrigation permettait une stabilisation relative de la production de bananes et de celle de canne à sucre : de 6 470 à 4 690 tonnes pour les premières, et de 9 919 à 6 742 tonnes pour la seconde, entre 1967 et 1973. Le gouvernement s'efforce donc d'acquiescer à la demande de l'Union européenne, qui représente encore que 1 800 hectares (dont 900 hectares pour les bananes à Santiago, et 800 hectares pour la canne à sucre à Saint-Antoine) contre 90 000 hectares de cultures sèches.

Depuis octobre 1975, c'est un plan public relevant du ministère des affaires économiques qui détient le monopole de l'importation et de la commercialisation du maïs, du riz, du sucre, des haricots, des maniocs, des légumes et de divers matériaux : l'Empresa Pública de Abastecimentos de Cabo Verde (EMPAP). Installée à Fraïa, mais disposant d'antennes dans chaque île, l'EMPAP approvisionne les détaillants et centralise les dons alimentaires que le gouvernement revend, en général, sur le marché local et ne distribue gratuitement qu'à titre tout à fait exceptionnel. Le produit de ces ventes est déposé au Fonds national de développement et sert à financer les projets de mise en valeur.

Au titre de l'aide contre la famine, le programme alimentaire mondial (PAM) a livré plus de 30 000 tonnes de vivres, la Communauté économique européenne 12 000 tonnes, la Suède 4 000 tonnes, la Belgique 3 000 tonnes, la Norvège 200 tonnes, etc. La plupart de ces marchandises arrivent à Mindelo et sont acheminées dans les îles par des navires de l'Armée verte, organisme public. La construction d'un port en eau profonde à Fraïa permettra bientôt.

(1) Maître-Brun, *Précis de la géographie insulaire* (Paris, 1917, tome V, p. 158).
(2) 1 franc français = 5 escudos cap-verdiens.
(3) Aperçu sur la situation aux îles du Cap-Vert découle de la poursuite de la sécheresse (Fraïa, 13 septembre 1976, direction nationale de la coopération).
(4) Rapport de la mission FAO d'identification de projet au Cap-Vert (mars 1977).

tôt de mettre un terme à d'énormes transbordements.

Dépourvu d'infrastructures, l'archipel va être doté d'un réseau de transports. L'un des ingénieurs responsables de ce projet observe : « Pour se convaincre de ce que la mise en place de ce réseau constitue une priorité absolue, il suffit de méditer les leçons de notre histoire. Les deux périodes de prospérité de l'archipel se situent à un moment où celui-ci constituait un nœud de communication : aux dix-septième et dix-huitième siècles, à l'époque de la traite des esclaves vers les Amériques ; pendant les années 30 au début de ce siècle, lorsque les navires marchands britanniques et français s'arrêtaient à Mindelo avant de gagner les ports d'Amérique latine ou ceux d'Afrique du Sud. »

On envisage aujourd'hui à Fraïa de créer une compagnie maritime de commun à la République du Cap-Vert et à la Guinée-Bissau. L'extension de l'aéroport international qui dessert la capitale a été également entreprise. Cet aéroport place la capitale à deux heures trente de Toulouse par Concorde, et à trois heures trente de Lisbonne par Jumbo Jet. Mais l'importance que par le passé la fonction d'escale de l'archipel assure néanmoins de substantielle recettes budgétaires. C'est en partie grâce à cela qu'en dépit de la modeste des ressources naturelles le budget est en équilibre.

Phénomène exceptionnel en Afrique, le budget ordinaire (494 880 000 escudos) est inférieur au budget extraordinaire (645 millions 350 000 escudos). Les salaires de la fonction publique sont, il est vrai, très modestes : 3 000 escudos mensuels pour un planton, à 13 000 pour un ministre. Chiffres de comparaison, les dépenses des dirigeants de pratiquer une véritable politique d'austérité. Grâce à cette attitude, à un système fiscal rigoureux, à un contrôle très strict des dépenses, grâce aussi à l'aide extérieure, les Cap-verdiens sont parvenus à dégager plus d'un million d'escudos au titre du projet extraordinaire et du fonds de développement.

« Nous avons fait l'économie des grands bouleversements d'Angola », nous a expliqué un fonctionnaire des finances, parce qu'ici l'état et la fonction publique existaient avant l'indépendance. Il n'y avait guère de Portugais à Fraïa, excepté quelques très hauts fonctionnaires et des militaires. Nous avons donc fait des dépenses d'assistance technique... »

Privé de pétrole, de charbon, de houille blanche, l'archipel est quasiment dépourvu d'industries, excepté une minoterie à Saint-Vincent, quatre petites conserveries de poisson, et un atelier de construction de meubles. Tulle, parquets, céramiques sont encore importés en attendant l'installation d'une usine à Saint-Vincent. Dans l'île de Sal (à laquelle il a donné son nom) le sel est exploité par une filiale des Salins du midi et exporté vers le Congo, le Gabon et l'empire centrafricain. Mais, en 1973, le taux de couverture des importations par les exportations n'atteignait pas 1,5 % pour l'archipel.

Si les insulaires parviennent à survivre, malgré le vermineux déficit de leur balance commerciale, c'est grâce à l'équilibre de leur balance des paiements assuré par les taxes d'escale de l'aéroport international de Sal et du port de Mindelo. Mais il s'explique aussi par les envois d'argent effectués par la diaspora cap-verdienne : émigrés fixés au Nouveau-Monde au Sénégal ou au Portugal, revenus en touristes au pays, marins en service sur les navires marchands ou les pétroliers qui sillonnent les mers du globe, et surtout celui qu'on appelle ici « l'Américain », qui, grâce à ses envois de dollars, permet aux Cap-verdiens restés au pays de relever le courageux défi qu'ils continuent de lancer à la nature.

Prochain article :

PRAGMATISME ET NON-ALIGNEMENT

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
PCEM
Expérience pédagogique depuis 24 ans
- Préparation de vacances
- Recyclage pour bacheliers (math., physique, chimie) par petits groupes.
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
- Recyclage de Pré-Rentrée.
- Année complète de formation méthodologique (tenue 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
- Préparation Annuelle soutien par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CMU pour toutes matières enseignées.
AUTEUIL 6, Av. Jean Hérissey 75016 Paris - Tel. 206.52.09
TOLBIAC 87, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 588.62.91

ASIE

Pakistan

A six semaines des élections générales

Les efforts de l'ancien premier ministre, M. Bhutto pour reprendre le pouvoir paraissent voués à l'échec

L'Association des avocats de Lahore, et un nombre croissant de personnalités demandent l'inculpation de M. Bhutto, accusé notamment de meurtre et de détournement de fonds. S'il était formellement inculpé, l'ancien premier ministre verrait sa carrière politique gravement compromise.

Islamabad (A.F.P.). — A un mois et demi des élections générales, le 18 octobre, l'ancien premier ministre, M. Bhutto, est engagé dans une lutte désespérée pour recouvrer le pouvoir dont il a dessaisi le coup d'État militaire du 5 juillet.

Depuis sa chute, l'ancien « homme fort » du Pakistan, dirigeant acéché du tiers-monde, doit mener le combat sur trois fronts : politique (dans la perspective des prochaines élections), judiciaire (car il fait figure d'accusé dans plusieurs procès criminels actuellement en cours), personnel (après les graves accusations de corruption portées contre lui par plusieurs de ses anciens amis politiques).

M. Bhutto a accumulé tant de revers ces derniers mois que la plupart des observateurs s'attendent à ce qu'il ne puisse reprendre le dessus. L'ancien premier ministre lui-même semble convaincu que jamais l'armée — qui se pose en arbitre entre les deux factions se disputant le pouvoir — ne lui permettra de reprendre les rênes.

Les journalistes étrangers qui l'ont rencontré récemment ont trouvé un homme désabusé, blessé par tous les scandales dont il est accusé depuis quelques semaines. « Je n'avais jamais pensé que je vivrais des jours pareils », a-t-il déclaré à la presse, faisant allusion aux accusations de meurtres, d'enlèvements, de séquestrations arbitraires, de pots-de-vin (dans l'achat d'avions à moteur français par le Pakistan), portées contre lui (le Monde du 30 août). « Je crois avoir servi honnêtement et de façon exemplaire mon pays », a-t-il ajouté.

La presse, qu'il avait tenue en tutelle, distille maintenant jour après jour de nouvelles accusations.

Une plainte pour meurtre

A l'intérieur même de sa formation, le Parti du peuple pakistanais, M. Bhutto est également en proie à des difficultés. Une vague de défections a frappé au mois d'août le P.P.P. Au moins quatre anciens ministres fédéraux, plusieurs anciens ministres provinciaux, ont donné leur démission. Le secrétaire général adjoint du parti, M. Nazir Ali Rizvi, et de nombreux autres cadres l'ont également quitté. Et la distribution des investitures a provoqué une vague de mécon-

tements qui s'est traduite par de nouveaux départs.

Mais c'est sur le plan judiciaire que la situation semble la plus grave pour M. Bhutto. La Haute Cour de Lahore, capitale du Pendjab, doit prochainement examiner une plainte pour meurtre déposée par M. A. R. Kasuri, ancien proche collaborateur de M. Bhutto, passé dans l'opposition. La plainte de M. Kasuri avait été émise de baïes en 1974 et son père avait été tué, le 10 août 1973, par un commandant de sécurité (forces paramilitaires créées par M. Bhutto), a dans sa plainte, M. Kasuri, semble-t-il, formellement accusé l'ancien premier ministre de lui avoir donné l'ordre d'éliminer M. Kasuri.

La Haute Cour peut décider d'un jour à l'autre de demander l'arrestation et la détention de M. Bhutto. Celui-ci devrait alors faire sa campagne électorale depuis la prison, handicap considérable pour un homme connu pour ses qualités de tribun populaire.

M. Bhutto est, d'autre part, considérablement gêné par la décision des autorités militaires d'imposer une période d'« activités politiques limitées ». Il faudra attendre la fin du Ramadan (mi-septembre) pour que les deux grandes formations du pays, le P.P.P. et l'Alliance nationale pakistanaise, soient autorisées à se lancer dans une véritable campagne électorale. L'A.N.P. regroupement de neuf partis qui a conduit au mouvement quasi insurrectionnel ayant provoqué la chute du régime Bhutto, se garde de la moindre friction avec les autorités militaires, et semble se satisfaire d'une loi martiale qui lui paraît devoir la conduire directement au pouvoir. Quelques divergences semblent cependant être apparues dans l'union just qu'il sans failles de ces partis (pour la plupart religieux de droite), à propos de la répartition des investitures entre chacune des composantes de l'alliance.

Au moment où il prenait le pouvoir en 1971, M. Bhutto confiait en privé : « Il y a trois forces politiques au Pakistan : moi, l'armée et les autres. Qui a l'armée avec son a le pouvoir, à l'aujourd'hui, l'armée semble s'être définitivement éloignée de lui, et l'A.N.P. est persuadée qu'elle a décidé de se ranger de son côté. »

Chine

Le mausolée de Mao Tsé-toung est achevé

Le maréchal Tito a été, mercredi 31 août, le premier chef d'État étranger à visiter le mausolée de marbre de Mao Tsé-toung à Pékin, achevé après neuf mois de travaux intérieurs.

Le monument, haut de 33 mètres et d'une surface de 20 000 mètres carrés, de style néo-classique grec, occupe le nord de la place Tien-An-Men.

Du strict point de vue de son architecture, le mausolée, dit « palais commémoratif » de Mao Tsé-toung n'est ni une réussite, ni un échec. C'est une copie conforme, car il est d'un style rigoureusement identique à celui des deux autres édifices qui encadrent à l'ouest et à l'est la place Tien-An-Men : le palais de l'Assemblée nationale populaire et le Musée d'histoire. Mais les structures parallèles, mêmes hautes façades en colonnes, mêmes frises au sommet de tulle vernissées.

Le mausolée, dit d'abord, ce sont les dimensions, la masse de cette considérable construction. Par comparaison, le mausolée de Lénine, à Moscou, semble un modèle de discrétion, tant par son volume que par la manière dont il s'intègre au paysage de la place.

Car c'est là le tort principal de ce nouveau palais pékinois, énorme cube planté au milieu

d'une des perspectives les plus célèbres du monde. Tout l'art des architectes de l'ancienne Cité impériale avait consisté à organiser un espace privilégié, qui va de la colline du Charbon, au nord, jusqu'à la vieille double porte de Tien-Men, au sud, ordonné selon l'axe du Palais impérial proprement dit, de ses portes successives et de ses sols. Il y avait là une harmonie unique par son style et ses dimensions, que n'avaient pas détruits les aménagements postérieurs à la révolution, ni même le monument aux héros du peuple, dont la haute mais égoïste stèle au milieu de la place Tien-An-Men n'est pas un obstacle à la vue.

Maquettant totalement l'enfilade des vieilles portes du sud et de la très vivante rue Tien-Men qui se prolonge, le « palais commémoratif » amputé brutalement cette épave dorsale de la vieille capitale chinoise. — A. J.

LA VISITE DU MARÉCHAL TITO A PÉKIN

(Suite de la première page.)

Le président Hua a, en particulier, prolongé le soutien de la Chine à la politique de non-alignement de la Yougoslavie, qui, a-t-il dit, « défend avec dignité son indépendance et sa souveraineté et se tient prête à chaque instant à combattre tout envahisseur ». Faisant allusion à la position des deux pays, qui se sont séparés dans des circonstances différentes de l'O.R.S.S., le successeur de Mao a déclaré : « Nos deux peuples sont liés l'un à l'autre par le sort similaire qu'ils ont connu dans le passé et la lutte commune à laquelle ils sont confrontés aujourd'hui. Ils se témoignent mutuellement sympathie, soutien et encouragement. » « Les rapports sino-yougoslaves ont devant eux de larges perspectives de développement », a dit encore le président Hua Kuofeng, qui a de nouveau appelé à la formation d'un « front uni » contre « l'hégémonie de superpuissance ».

Le président Tito, s'est également déclaré préoccupé par la « course aux armements de plus en plus dangereuse » et dénonce les « divisions artificielles du

monde datant de la guerre froide », la « politique des blocs », et les « pressions extérieures exercées sur certains pays et menaçant leur intégrité nationale ». Il a relevé « l'apport de nouveaux foyers de crises en Afrique », ajoutant : « Nous nous opposons à ce que l'Afrique se transforme en polygone de sauterie des blocs, c'est-à-dire des grandes puissances. » Le maréchal a, d'autre part, rendu un hommage remarquable à Mao Tsé-toung et défendu la voie yougoslave vers le socialisme, soulignant les analogies avec la Chine : « Nous, avons eu — nous comme vous — nos révolutions authentiques dans des conditions différentes. Nous voyons en cela des circonstances positives importantes pour le développement futur de nos relations et de notre coopération », a-t-il dit.

On était toujours sans confirmation, mercredi, des rumeurs circulant à Bangkok, rapportées par l'A.F.P., selon lesquelles le maréchal Tito — qui a annulé les visites qu'il devait faire le même jour aux musées de la Cité interdite à Pékin — se rendrait à Phnom-Penh, à son retour de Chine.

ARCHIPEL...

AFRIQUE

Rhodésie

M. Smith s'apprête à faire des « propositions très positives » à MM. Owen et Young

Tandis que les électeurs rhodésiens (quatre-vingt-dix mille Blancs et dix mille Noirs) élisent, ce mercredi 31 août, leurs députés, MM. Owen, secrétaire au Foreign Office, et Young, ambassadeur américain à l'ONU, discutent à Nairobi du plan anglo-américain de règlement de l'affaire rhodésienne.

Dans un discours prononcé mardi soir à Salisbury, le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a annoncé qu'il présenterait de nouvelles « propositions très positives » à MM. Owen et Young lors de leur arrivée en Rhodésie, prévue le jeudi 1^{er} septembre. « N'apporteront probablement rien », le premier ministre rhodésien a déclaré : « A aucun moment de notre histoire, nous n'avons été confrontés à des dangers plus grands. La cause en est que la Rhodésie est devenue ballon de football dans une lutte pour le pouvoir entre les démocraties occidentales conduites par les Etats-Unis et le monde communiste conduit par la Russie. »

A Moscou, les « investissements » qualifiés de « farces honteuses » les problèmes de l'Afrique du Sud en vue de régler les élections générales qu'organisent les autorités rhodésiennes, de même que « le plan constitutionnel » proposé par Pretoria, ont un seul et même but : « renforcer la politique de discrimination raciale ».

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Arrivés mardi soir dans la capitale du Kenya, après une escale à Dar-Es-Salaam, où ils ont rendu compte au président Nyerere de leurs entretiens de Pretoria sur le conflit rhodésien, MM. David Owen et Andrew Young devaient quitter Nairobi jeudi 1^{er} septembre pour Salisbury, dernière étape d'une « mission diplomatique » qui n'a soulevé jusqu'ici que les réprobations.

Le secrétaire au Foreign Office et le représentant américain aux Nations unies ont démenti, à Nairobi, que les cinq pays de la « ligne de front » (Angola, Eswatini, Mozambique, Tanzanie et Zambie) aient rejeté leurs propositions de règlement. Quelques heures plus tôt, M. Nyerere avait déclaré, dans la capitale tanzanienne, que ses quatre partenaires et lui-même faisaient du démantèlement de l'armée de M. Smith le préalable à toute transition vers l'accession au pouvoir de la majorité en Rhodésie.

Dans le camp opposé, celui du « pouvoir blanc », d'Afrique australe, l'accueil réservé aux propositions conjointes de Londres et de Washington semble encore plus sceptique. M. Vorster s'est montré un interlocuteur difficile et aurait même reproché à M. Young des indiscrétions. M. Smith, pour sa part, a déjà rejeté ce qu'il considérait du plan anglo-américain. A la veille d'un scrutin qui doit donner la mesure de son audience auprès de la Communauté européenne de Rhodésie, le premier ministre a annoncé de nouvelles propositions « très positives » dans le cadre d'un règlement « entre les leaders noirs et blancs responsables et de bonne volonté ».

Loin d'appréhender le nouveau plan anglo-américain, M. Ian Smith s'en est tenu, jusqu'ici, à un vague projet de « règlement interne », dont les trois « piliers » sont : l'exclusion de toute discussion avec les représentants des « terroristes » (c'est-à-dire des éléments du Front patriotique) ; l'intervention d'une « franchise » pour l'électorat africain ; et maintien de l'ordre, pendant la phase transitoire, par les forces de Salisbury.

République Sud-Africaine

Le ministre des finances nuance ses déclarations sur l'utilisation du potentiel nucléaire

De notre correspondante

Johannesburg. — Le sénateur Horwood, ministre des finances, a déclaré, mardi 30 août, une vague de protestations dans certains milieux diplomatiques en déclarant devant le congrès du parti national pour le Natal (le Monde du 31 août), que son pays se réservait le droit d'utiliser son potentiel nucléaire à des fins autres que pacifiques, si le besoin s'en faisait sentir.

« Nous avons donné l'assurance que ce que nous faisons dans le domaine nucléaire est guidé par des intentions pacifiques. Nous nous en tenons là, et si, à l'avenir, nous pensons que c'est le moment de dire au président des Etats-Unis et à quelques autres personnes que si, à un moment quelconque, nous souhaitons utiliser autrement notre potentiel nucléaire nous le ferons loyalement, en notre âme et conscience. »

Moins de deux heures plus tard, M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, envoyait aux organes de presse sud-africains et étrangers un communiqué dans lequel il réaffirmait que « l'idéal du gouvernement sud-africain est l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. C'est est et reste la politique du gouvernement ».

Le sénateur Horwood a expliqué lui-même, mardi soir, que M. Botha lui avait téléphoné après son discours pour une « clarification ». « Je lui ai restitué mes remarques dans leur contexte. Il a accepté mes explications. Je ne contredirais pas les affirmations selon lesquelles l'Afrique du Sud entend se limiter à une utilisation pacifique de son énergie nucléaire. Je pense seulement qu'il était temps d'avertir M. Carter de ne pas s'immiscer dans nos affaires. »

Dans son envoi, le ministre n'avait pas oublié la France et

M. de Guiringaud, qu'il a qualifié de « nouveau petit ministre des affaires étrangères », confronté à quelques manifestants en arrivant à Dar-Es-Salaam, se précipite chez lui, en France », ajoutant : « Ce n'est pas ce genre de personne qui va dire à l'Afrique du Sud ce qu'elle doit faire. »

La contestation lyonnaise

Dans un autre domaine, malgré la récente fermeture des établissements secondaires de Soweto, l'Afrique du Sud ne voit pas la fin des protestations lyonnaises. Depuis vendredi dernier, plus de deux mille lycéens et collégiens de la cité africaine d'Atteridgeville, située dans la banlieue de Pretoria, sont à nouveau en grève. Le mouvement a gagné la ville d'East-London, où la police est intervenue plusieurs fois.

A l'université du Nord, formée après la ségrégation, des étudiants de couleur ont été expulsés récemment et une meilleure nourriture sur le campus.

Cette méthode est également utilisée avec les enseignants et les élèves de Soweto, dont les établissements ont été fermés la semaine dernière. Mardi, les professeurs, réunis par des responsables de l'éducation bantoue, se sont vus obligés de signer sur-le-champ un nouveau contrat.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LA SITUATION DANS LA CORNE ORIENTALE

Le chef de l'Etat malgache estime qu'un « accord durable » est possible entre Addis-Abeba et Mogadiscio

Un épais silence continue d'entourer le voyage à Moscou du président Syad Barre, qui n'a été officiellement confirmé ni du côté soviétique ni même par la radio somalienne, qui la première pourtant, avait annoncé dimanche soir le départ pour l'U.R.S.S. du chef de l'Etat. Seul le correspondant à Moscou de l'agence yonaglave Tanyong a confirmé l'arrivée du président Barre.

La recherche d'un compromis entre Addis-Abeba et Mogadiscio au sujet de l'Ogaden, qui est au centre du voyage en U.R.S.S. du président somalien, a-t-elle des chances d'aboutir ? Selon le président malgache Didier Ratsiraka, qui a reçu le rapport de la mission de médiation qu'il avait envoyée à Addis-Abeba, un « accord durable » est possible. Dans un message adressé aux chefs d'Etat éthiopien et somalien, il a invité ces derniers à venir négocier à « Antananarivo (Tananarive) ».

« Après avoir entendu les rapports de notre délégation de médiation, qui s'est longuement entretenue avec votre Excellence sur les problèmes qui se posent actuellement dans la Corne d'Afrique, écrit-il, j'ai acquis la conviction profonde qu'il existe maintenant de réelles possibilités de règlement de ces problèmes entre Africains. »

De leur côté, et pour la première fois, les autorités kenyanes ont pris officiellement parti pour l'Ethiopie en condamnant « sans réserve » l'agression de la Somalie dans l'Ogaden.

Du côté somalien, une délégation conduite par M. Ahmed Faysal, membre du conseil central du Parti unique, est arrivée, mardi 30 août, à Téhéran (Iran), venant du Koweït. Elle est porteur d'un message du président Syad Barre destiné au Chah — selon ses informations en provenance de Mogadiscio, l'Iran aurait déjà

FRUITS ET LEGUMES

LES PRIX DU JOUR

POMMES DE TERRE
Rég. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi,
cat. 1, cat. 57-67
3,70 à 4,70 F le kg

RAISIN CHASSAIS
Midi, cat. 1
6,25 à 7,25 F le kg

LAITIERS
0,90 à 1,10 F pièce
Prix valables en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

PROCHE-ORIENT

M. Arafat demande une reprise rapide de la conférence de Genève avec la « participation de plein droit » de l'O.L.P.

« La récente visite de M. Cyrus Vance au Proche-Orient a contribué à l'aggravation de la situation dans cette région », a dit mardi 30 août M. Yasser Arafat, dans une déclaration à l'agence Tass. « Le secrétaire d'Etat américain, s'il est estimé, a tenté d'ignorer complètement le problème palestinien, qui, comme on le sait, est la pierre angulaire de tout règlement du problème israélo-arabe. »

Le dirigeant de l'O.L.P. a accusé les Etats-Unis de vouloir torpiller la reprise de la conférence de Genève ou la vider de tout sens, en s'efforçant d'écarter l'Union soviétique, notre alliée loyale et éprouvée, d'un éventuel règlement de paix au Proche-Orient. C'est uniquement avec la participation de l'U.R.S.S. que le problème israélo-arabe peut être réglé d'une façon solide et définitive. En conclusion, M. Arafat s'est prononcé pour une reprise rapide de la conférence de Genève avec la « participation de plein droit » de son organisation.

Notre correspondant à Moscou, Daniel Vernet, indique que le traitement réservé à M. Arafat par la presse soviétique a changé du tout au tout en vingt-quatre heures. Lundi, l'agence Tass s'était contentée d'annoncer son arrivée dans une dépêche laconique. Mardi, la veille a été qualifiée de « mission d'amitié ». La télévision a montré le président du comité exécutif de l'O.L.P. déposant des gerbes au mausolée de Lénine et sur la tombe du Soldat Inconnu. Selon des rumeurs circulant à Moscou, le dirigeant palestinien pourrait se rendre en

Créme pour rencontrer M. Brejnev, qui y séjourne actuellement.

Ainsi que nous le rapportons dans nos dernières éditions, datées du 31 août, Israéliens et Palestiniens ont rejeté les propositions de M. Hafez El Assad, qui avait suggéré dans une déclaration au New York Times que les Palestiniens soient représentés à Genève par la Ligue arabe. A Beyrouth, un porte-parole officiel de l'O.L.P. a affirmé que c'était à l'O.L.P. « seul représentant des Palestiniens, de prendre les décisions concernant le peuple palestinien. Nous insistons pour que les résolutions du « sommet » arabe de Rabat soient respectées ». Ce « sommet » avait admis que l'O.L.P. est le seul représentant du peuple palestinien et seule habilitée à prendre des décisions en son nom.

A Tel-Aviv, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a rejeté comme « totalement inacceptable » la suggestion syrienne de faire représenter l'O.L.P. par la Ligue arabe. « Cette organisation, s'il est dit, n'est pas un Etat, et ne saurait donc participer à la conférence de Genève, pas plus qu'elle ne saurait négocier ou signer un accord de paix. » Il a ajouté que les pays arabes, en demandant la participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève, rendent « impossible » la reprise de cette conférence. Le premier ministre israélien a indiqué également qu'Israël espérait parvenir à la paix « grâce à des négociations avec les Arabes par l'intermédiaire des Etats-Unis ». — (A.F.P., U.P.J.)



Qui dans votre famille consultera le plus souvent LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE ?

La Grande Encyclopédie Larousse sera l'ouvrage le plus utile de votre bibliothèque et le plus « actif » à tout moment, chacun lui posera des questions, lui demandera des explications, des précisions, des conseils. Elle participera pendant des années à l'épanouissement culturel et à la réussite de toute la famille.

Les adolescents et les étudiants doivent pouvoir compter chaque jour sur l'aide de la Grande Encyclopédie.

Vos enfants se passionneront immédiatement pour la Grande Encyclopédie car elle leur rendra deux services qui faciliteront beaucoup leurs études :

- elle ne laisse jamais une interrogation sans réponse, dans quelque matière que ce soit (sciences, histoire, géographie, arts, lettres, philosophie...)
- elle leur donne le goût de pousser plus loin leurs recherches, d'en savoir plus que les autres : ses explications très complètes et très claires, ses milliers d'illustrations en couleurs éveillent leur curiosité et les engagent à se cultiver par plaisir.

La Grande Encyclopédie vous permettra d'approfondir vos connaissances dans des domaines nouveaux pour vous.

La Grande Encyclopédie vous deviendra vite aussi indispensable qu'à vos enfants. Grâce aux connaissances inépuisables qu'elle vous apporte sur tous les sujets, vous ne resterez pas enfermé dans votre spécialité et vous profiterez d'un recyclage culturel permanent.

Alors que la plupart de vos contemporains sont définitivement dépassés par l'essor des sciences, des techniques, de la médecine, de l'économie, de la sociologie, il vous suffira d'ouvrir la Grande Encyclopédie pour savoir et pour comprendre... C'est le meilleur investissement que vous puissiez consacrer à votre réussite.

Demandez la magnifique documentation gratuite à laquelle vous avez droit.

Envoyez vite le bon ci-dessous et vous recevrez gratuitement, sans aucun engagement, une documentation en couleurs : elle vous fera découvrir les extraordinaires ressources de la Grande Encyclopédie et vous indiquera les facilités dont vous pouvez actuellement bénéficier pour son achat. De plus, le magnifique Index qui constitue le 21^{er} volume de la Grande Encyclopédie sera envoyé à tous les souscripteurs dès sa parution au début de l'année 1978.

Bon gratuit (valable 10 jours)

Pour recevoir gratuitement, sans aucun engagement, une luxueuse documentation en couleurs spécialement éditée par Larousse, contenant tous les détails sur la Grande Encyclopédie.

Nom _____

Prénom _____

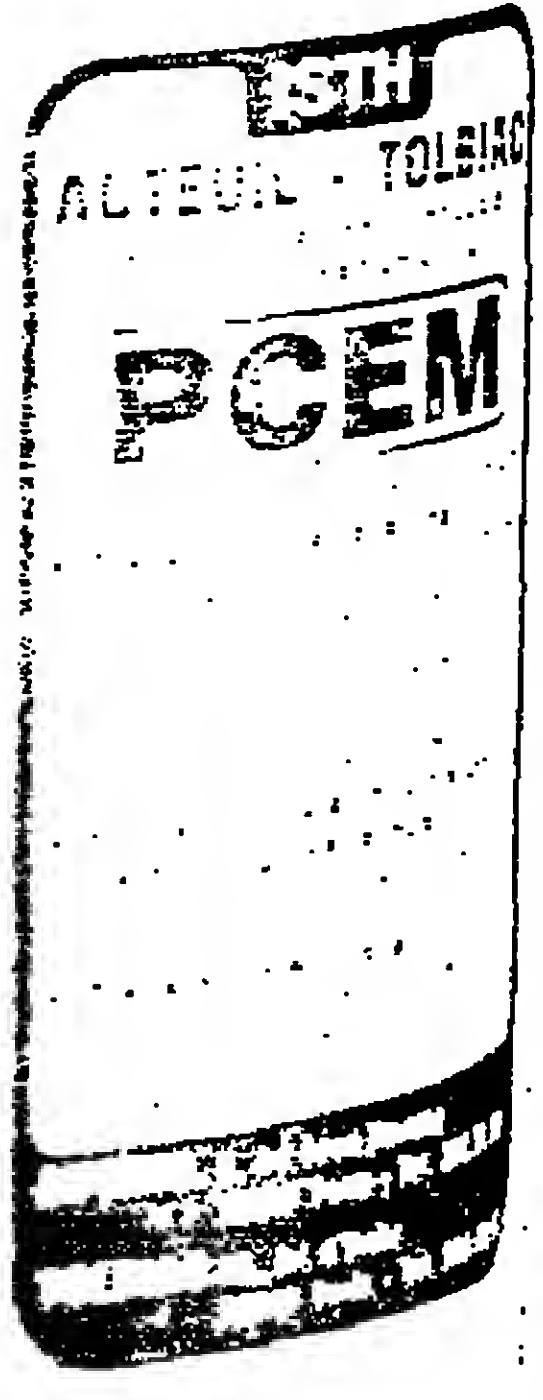
Profession _____

No _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Date _____ Signature : _____

Envoyez, dès aujourd'hui, ce bon à la Librairie Larousse, 17, rue du Montparnasse - 75280 Paris Cedex 06.



MÉDECINE

ÉDUCATION

AU CONGRÈS MONDIAL DE HONOLULU

Un délégué soviétique souligne le « caractère humanitaire » des pratiques psychiatriques en U.R.S.S.

Honolulu (A.F.P., A.P.). — Le sixième congrès de l'Association mondiale de psychiatrie s'est ouvert, lundi 28 août, en présence de quatre mille psychiatres de soixante-dix pays, par le discours d'un des membres de la délégation soviétique. M. Edouard Babayan a défendu d'emblée « le caractère humanitaire des actes législatifs soviétiques en matière de psychiatrie ». Le ton était ainsi donné à ce congrès, qui s'annonce houleux et dont l'un des thèmes principaux devrait être l'usage de la psychiatrie à des fins répressives (« le Monde » du 27 août).

Il est vrai que le conseil exécutif de la Fédération mondiale d'hygiène mentale, réuni à Vancouver les 27 et 28 août, a condamné officiellement les abus commis en U.R.S.S. et dans d'autres pays en matière d'internements abusifs d'opposants politiques dans des asiles psychiatriques. Plusieurs motions ont été adoptées à ce sujet à l'issue du congrès de la Fédération, qui avait réuni, durant une semaine, deux mille délégués de quarante-quatre pays. La Fédération compte demander au gouvernement soviétique « la libération immédiate de tous les dissidents qui ont été hospitalisés sans raison », et particulièrement de ceux qui ont eu « le courage de dénoncer des pratiques psychiatriques inacceptables en U.R.S.S. ». Cette résolution sera soumise au congrès de Honolulu.

Prendant ainsi les devants, M. Babayan a tenu à souligner qu'en U.R.S.S. les malades, avant d'être internés, étaient examinés « par six ou sept psychiatres au moins. Ce livre médical est parfaitement en mesure de déplorer des erreurs éven-

tuelles ». Dans le cas où « l'internement est réclamé par un tribunal, la décision des juges, a-t-il indiqué, « ne représente pas une sentence, mais une prescription. Enfin, la société soviétique offre de larges possibilités d'emploi pour les invalides, y compris les malades mentaux ».

Tandis que se déroulait cette première séance sur les aspects éthiques de la psychiatrie, un groupe de dissidents soviétiques émigrés tenait une conférence de presse. M. Léonid Pilouchitch, qui fut abusivement interné à Onlepropetrovsk, précisait que deux membres de la délégation soviétique, MM. Snejnevski et Georges Morozov, avaient confirmé le diagnostic d'un groupe de médecins affirmant qu'il était atteint de schizophrénie. Il raconta les longues souffrances que lui valurent les traitements inhumains : les psychiatres occidentaux qui l'examinèrent en janvier 1976, lorsqu'il fut expulsé d'U.R.S.S., le trouvaient parfaitement sain d'esprit.

Mauvais de procédure

Mme Irina Volkovskaia, qui fut psychiatre à l'hôpital psychiatrique de Leningrad, et vit à Londres à présent, estime, elle, que les vingt mille psychiatres soviétiques devraient protester contre les pratiques répressives qui sont le fait de quelques centaines de leurs collègues. Elle estime qu'en U.R.S.S. il y a sept cents à mille opposants politiques dans des hôpitaux psychiatriques. Elle-même fut licenciée de l'hôpital de Leningrad pour avoir obtenu la libération de quatre personnes en refusant de confirmer à tort qu'elles étaient atteintes de schizophrénie.

En fait, pour l'instant, les débats techniques majeurs portant sur des

thérapeutiques en pleine évolution sont quelque peu laissés de côté au profit de manœuvres de procédure entre adversaires et partisans d'une condamnation de l'usage politique de la psychiatrie en U.R.S.S., en Argentine et dans d'autres pays. Ainsi, lundi soir, l'assemblée générale du congrès a tenu une première réunion de trois heures sans aborder le problème de fond de ces assises : l'usage de la psychiatrie à des fins répressives. La séance, à laquelle n'assistaient qu'un nombre réduit de délégués, a été consacrée à des questions de procédure et au renouvellement des instances dirigeantes de l'Association mondiale de psychiatrie. Un médecin français, le professeur Pierre Pichot, de l'hôpital Sainte-Anne, de Paris, a été porté à la présidence de cette assemblée.

Contrairement à ce que l'on avait escompté, l'assemblée générale n'a pas abordé la discussion sur la « déclaration d'Hawaii », un document de deux pages, préparé par le comité exécutif de l'association, qui définit en dix points et en termes généraux les principes éthiques de la psychiatrie.

Dès l'ouverture de l'assemblée générale, les délégués soviétiques et palestiniens ont demandé l'élargissement du comité exécutif, principale instance de l'association, qui compte cinq membres. Après une longue discussion, ils n'ont pas obtenu gain de cause. Ensuite, un délégué suédois, le Dr Blomqvist, a demandé la création d'une commission permanente qui serait chargée d'élaborer un code de déontologie de la profession. Le chef de la délégation soviétique, M. Babayan, s'y est immédiatement opposé. A son avis, la commission n'a aucune raison d'être. Il a fait valoir que les concepts éthiques différaient de pays à pays.

Le professeur Pierre Pichot

[Né en 1918 à La Roche-sur-Yon (Vendée), le professeur Pierre Pichot a exercé une longue carrière de psychiatre à Paris et, depuis 1964, titulaire de la chaire de psychiatrie de la faculté de médecine de Paris. En 1970, il a succédé au professeur Jean Delay à la chaire de clinique des troubles mentaux et de l'hôpital (U.R.S.S. Cochin - Bop) et comme médecin chef du centre psychiatrique Sainte-Anne. Il est l'auteur de nombreux travaux de psychiatrie clinique et de neuro-psychiatrie.]

Elections et neuroleptiques en Tchécoslovaquie

De 1955 à 1977, j'ai travaillé, en Tchécoslovaquie, à l'hôpital psychiatrique de Kromeriz, puis comme assistant à la chaire de psychiatrie à la clinique de la ville de Brno. Si le pays a pu constater l'efficacité du diagnostic de schizophrénie pour discréditer des opposants politiques, néanmoins certains aspects de la psychiatrie tchèque ont été pratiqués ne peuvent être qualifiés autrement que d'abus.

Là aussi, comme en U.R.S.S., on hospitalise de force, à l'occasion d'événements politiques, certains opposants politiques, à savoir des opposants politiques. Et ces jours-là, les établissements psychiatriques sont gardés par des cordons de police. Lors des élections générales en 1976, le droit de vote fut donné même aux malades mentaux les plus gravement atteints. Ceux d'entre eux qui étaient considérés comme « politiquement dangereux » furent, en revanche, privés de ce droit. Le jour des élections, les premiers reçurent une bonne dose de neuroleptiques, voire même la surveillance très étroite du personnel médical. J'ai vu comment cela s'est produit à Brno.

Sur le plan de la théorie, il y a, au sein de la psychiatrie tchécoslovaque, une propagande renforcée des conceptions d'A.I. Snejnevski, chef de file de la psychiatrie soviétique. Ma femme, née Eva Doubekova, qui a travaillé à Brno en tant que psychologue clinicienne, a été aussi le témoin des abus de la psychiatrie en Tchécoslovaquie. Maintenant que nous avons obtenu le droit d'asile en Occident, il nous est possible de le proclamer ouvertement. (...)

En 1971, au congrès de Mexico, l'examen du problème des abus de la psychiatrie n'eut pas lieu, en raison de la protestation officielle de la délégation soviétique. Les cas d'internements abusifs n'étaient alors pas aussi nombreux qu'à présent, six ans après Mexico. Quelle sera la situation dans six ans, si cette fois-ci encore, l'Association mondiale de psychiatrie préfère se taire, pour éviter des « frictions inutiles » ?

Permettez-moi d'exprimer l'espoir que les faits déjà cités dans certains livres, les récits de victimes et des témoins, comme les protestations publiques nombreuses contre cette forme barbare de violation des droits de l'homme, sauront retenir l'attention de votre assemblée.

DÉFENSE

M. YVON BOURGES : « Le pouvoir égalisateur de l'atome » a fondé notre politique de défense.

Invité de France-Inter le mardi 30 août, à 13 heures, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a été notamment interrogé sur les discussions au sein de la gauche à propos de la force de dissuasion. Le ministre a tout d'abord fait remarquer qu'aujourd'hui « le parti communiste se rallie à une politique de dissuasion qu'il a combattue pendant vingt ans et dont il a même dénaturé la portée ». M. Yvon Bourges s'est, d'autre part, déclaré très frappé par le fait que M. François Mitterrand, candidat depuis 1965 aux plus hautes responsabilités nationales, n'ait pas encore fait connaître son sentiment : ni celui du parti socialiste sur une question aussi importante.

Comme on lui faisait remarquer que le P.C. a justifié son « revirement » à l'égard de la force nucléaire par la faiblesse des forces conventionnelles, M. Yvon Bourges a répondu qu'il s'agissait à ses yeux d'une « justification d'un prétexte assez absurde ». « En réalité », a-t-il ajouté, « penser que la politique d'indépendance puisse être fondée sur un armement conventionnel n'est pas réaliste. S'en tenir à cette conception, c'est, en définitive, selon le ministre, adhérer à la politique des alliances ». Ce qui a fondé notre politique, a-t-il indiqué, M. Bourges, c'est, au contraire, le pouvoir égalisateur de l'atome reposant sur un armement nucléaire national « qui ne doit rien à personne ».

M. Yvon Bourges a aussi rappelé qu'en ce qui concerne la coordination militaire entre la France et l'O.T.A.N. il n'y avait, depuis dix ans, aucun élément nouveau.

Interrogé, enfin, sur la signification qu'on pouvait donner au « maintien en l'état de la force atomique », M. Bourges a souligné qu'en 1972 le programme commun avait étudié cette question. Selon le ministre, un armement de cet ordre qui ne suit pas l'évolution de ces techniques est « vite bon à mettre à la poubelle », d'où la nécessité, selon lui, de consentir un effort constant du point de vue qualitatif.

EN 1976-1977

Le nombre des étudiants boursiers a diminué

Il y avait l'an dernier 108 600 boursiers dans l'enseignement supérieur sur un total de 850 000 étudiants environ. En 1975-1976 ils étaient 113 400.

Selon le ministère de l'éducation et le secrétariat d'Etat aux universités, qui viennent de publier un ensemble de statistiques sur les boursiers pour l'année 1976-1977, 95,3 % des boursiers ont été affectés aux étudiants du public, contre 4,7 % au privé. Le ministère prend en charge les bourses allouées aux élèves des classes préparatoires et à ceux des sections de techniciens supérieurs, le secrétariat d'Etat aux universités gérant les boursiers des autres établissements, soit 85,9 % de l'ensemble.

La proportion des boursiers varie selon les disciplines : elle est de 20,1 % pour le droit et les sciences économiques ; de 23,8 % pour les lettres et de 14,7 % seulement en ce qui concerne les études médicales (les étudiants en médecine, dans l'ensemble, de milieux plus favorisés, sont donc moins nombreux à bénéficier d'une aide directe). Autre indication du niveau de vie des bénéficiaires : les académies de la région parisienne, dont la population universitaire représente plus du tiers de celle de la France, groupent près de 16 % des boursiers de l'enseignement supérieur.

Le montant des bourses a varié de 3 438 F pour le premier échelon, à 7 334 F pour les bourses d'agrégation. Ces allocations n'ont pas été revalorisées cette année.

● **La polémique sur le dossier scolaire.** — M. Bertrand Schneider, secrétaire national du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.), déclare que la création d'un dossier scolaire « constitue un acte de bon sens et de cohérence », dont il convient de soutenir l'initiative pédagogique pour les élèves, « sans jusqu'à présent au marcellement et au changement d'établissement. L'inquiétude concernant l'utilisation abusive de ce dossier scolaire n'est pas sans fondement, et les problèmes qui se posent sont de même nature que ceux concernant le carnet de santé. Nous souhaitons que le ministère de l'éducation définitive, dès maintenant, le contenu de ce dossier. Il est également nécessaire que soient prises en cas de violation du secret professionnel, des conditions de recours rapide, afin d'assurer une réelle protection des élèves contre des abus toujours possibles.

● **M. Michel Durafour, professeur associé à l'université de Dauphine.** — Un décret publié au Journal officiel du 31 août nomme M. Michel Durafour, ancien ministre, ancien maire de Saint-Etienne, professeur associé de gestion à l'université de Paris-IX (Dauphine). La nomination de M. Durafour avait été acceptée par le conseil restreint de l'université, le secrétariat d'Etat ayant proposé de créer un poste pour M. Durafour et d'affecter définitivement ce poste à l'université (le Monde du 9 juin).

école des cadres

« JEUNES FILLES »

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur préparant en deux ans :
● Secrétariat de direction bilingue, trilingue.
● Assistante de publicité.
● Hôtesse d'aéroport et d'entreprise.
● Assistante en relations publiques.
● Section spécialisée tourisme et loisirs.

* Formules sanctionnées par le Diplôme d'Etat B.T.S.

Examens d'entrée : 13 septembre

edbf

Ecole des Cadres 92, au Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine Tél. : 747.05.40-4

QUE FAIRE APRÈS LE BACCALAURÉAT ?

Un groupe d'Enseignement renommé

LE GROUPE ESSEC

vous propose d'apprendre en 2 ans un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées
- Un secteur aux débouchés nombreux

Ecole des Praticiens du Commerce International

Enseignement supérieur privé

Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'ESPCI, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

SESSION d'admission le 13 SEPTEMBRE

LA HIÉRARCHIE DES SALAIRES

M. Claude Quin : le P.C. n'a pas voté la loi sur la hiérarchie des salaires.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

M. Marchais : jamais nous n'abandonnerons l'objectif d'une grande industrie chirurgicale nationale.

Quand le livre de...

E

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

«Tendances des années 20» à Berlin

La géométrie, mère de la folie

L'EXPOSITION de Berlin est divisée en quatre sections présentées en des lieux différents que réunit à l'intention des visiteurs itinérants un petit autobus fort ponctuel. La première s'intitule « Du constructivisme à l'art concret », la seconde est consacrée à l'architecture (« De la cité futuriste à la cité fonctionnelle »), la troisième à Dada, la quatrième ne porte que sur la peinture, dont elle analyse le mouvement en confrontant l'apport du surréalisme à ce que les Allemands nomment la « Neue Sachlichkeit », la Nouvelle Objectivité.

Comme l'énormité du sujet impose de procéder avec méthode et discipline, nous commencerons par la première exposition, qui est d'ailleurs la plus remarquablement conçue et présentée, d'autant qu'elle bénéficie de l'espace cristallin et ductile de la Nouvelle Galerie nationale de Mies van der Rohe. De quoi s'agit-il ? En gros, la période s'articulerait en trois vagues successives : le dépassement de l'objet, l'identification de l'art à la révolution, la récupération ou le dépassement fonctionnaliste, les créateurs se préoccupant plus de la sociabilité, de l'usage collectif des formes que de leur contenu politique. Le projet est global, porte aussi bien sur l'architecture et les arts appliqués que sur la peinture ou sur la sculpture, et le tout placé sous le signe symbolique du monument à la III^e Internationale de Tatlin, dont la maquette accueille le visiteur à l'entrée de l'exposition, s'achève sur un charmant projet de boutique dû à Theo van Doesburg et destiné à une fleuriste d'Hyères.

L'Europe du thé

Fleuriste ou non, on voit que le point de vue est ici assez partiel : tout l'aspect épique, sinistre, optimiste de l'art d'après-guerre est ignoré et aucune allusion n'est faite à l'exposition des Arts décoratifs (si ce n'est à travers les pavillons de Le Corbusier et de Mallet-Stevens), ni aux ballets russes, à Bonnard, à Laurens, ni même à Braque ou au post-cubisme, qui est tout de même une des réalités internationales de l'époque, et les deux Matisses présentés à l'exposition de peinture sont des œuvres relativement secondaires. Cela dit, à travers ce choix de l'abstraction et du constructivisme comme phénomènes de signification majeure, la démonstration est menée de main de maître grâce à un ensemble de documents souvent peu connus et de grande qualité, surtout pour les objets et tout ce qui relève de la typographie.

Les deux salles russes sont à cet égard de premier ordre : la première, qui rassemble des affiches, des photomontages, des libelles révolutionnaires, nous fait sentir le présent même de l'histoire et, dans la seconde, qui tourne autour du suprématisme avec des œuvres de Lioubow Popowa, d'Olga Rosenowa, d'Alexandre Wessnin, se détache l'étonnante figure de Lazar El Lissitzky, une des personnalités les plus originales et fécondes de nos années 20, avec Moholy-Nagy, auquel l'exposition rend, pour la première fois, le nous semble, pleinement justice.

Quant aux objets, dont la présentation est rythmée par la présence de ces étranges monuments, de ces

moulins à vent d'espérance évangélique que l'époque comme la fin du dix-huitième siècle a multipliés, on n'en a jamais tant vus. On retrouve ceux qui sont le plus souvent exposés et reproduits : meubles de Le Corbusier et de Charlotte Perland, de Marcel Breuer, de Mies van der Rohe, de Gerrit Rietveld, ceux-là au grand complet, avec une drôle de petite brouette pour enfant que l'on devrait bien élever à nouveau, on saurait enfin quel offrir pour Noël aux enfants de ses amis, et la lampe de Wilhelm Wagenfeld voisine avec une théière de Riemerschmid et avec quantité d'autres théières, toutes presque parfaites et purifiées du moindre accident décoratif.

Nous sommes en effet dans l'Europe du Nord, qui est l'Europe du thé, et le café n'est représenté à notre exposition que par une machine à faire le moka de l'instant cité, une forme d'ailleurs aussi dense, platonicienne et ramifiée à l'essentiel que les sculptures d'Archi-ponio et de Brancusi, qui montent le geste dans les parages avec la certitude paisible du quadrigé de la porte de Brandebourg ou des victoires allées du Berlin néo-classique.

Et puisque nous en sommes à la sculpture, vous remarquerez, non loin de nos chères théières, l'étonnante figure de cet Apollon rationaliste sourd au chant du monde qu'est la tête en bronze de Rudolf Belling, et on aurait pu la rapprocher de la non moins étonnante tête en bois, accablée d'une infinie migraine métaphysique, de Raoul Hausmann. On aurait vu ainsi les deux versants de l'époque, on aurait vu que dans nos années 20, comme dans les tableaux de Chirico, l'Europe du quinzième siècle, l'Angleterre de 1800, le New-York de Chaplin, la géométrie est mère de la folie et que ce n'est pas seulement le sommeil de la raison qui enfante les monstres, le malheur, le cri des esclaves ou celui qui n'aura jamais plus de patrie.

C'est ce que nous dit encore, toujours de Belling, cette fontaine qui est comme le soleil d'un ciel urbain, les constructions et les reliefs de Tatlin et d'Yvan Pouni (plus tard Jean Pougny), ou le monument aux morts de mars de Gropius, ou encore le ronan-

nement bizarre du modulateur d'espace et de lumière de Moholy-Nagy : nous sommes partis pour un autre voyage, au bout duquel il y a un drapeau noir. Mais ne nous égarons pas. De la discipline : quand on n'a pas traversé un passage clouté à Berlin-Ouest, on ne sait pas ce que la discipline peut avoir de véritablement envoi.

Pour en revenir à nos divines théières, à côté des objets vides que nous évoquons plus haut, en voici qui sont moins connus ou plus anciens : une garniture de bureau de Josef Hoffmann, dont la nostalgie décorative appartient encore à l'époque précédente (Vienne, 1910), des couverts de Van de Velde qui, exécutés à Berlin la même année, montrent déjà la garde de la géométrie salvatrice et exterminatrice de l'ornement criminel, un téléphone de Jean Heberg, « Urbino », un service de table immaculé dû à Trude Petri, une théière (encore une !) de Theodor Bogler, belles formes un peu sévères et d'accent rustique telles qu'on ne les détestait pas au Bauhaus.

Si nous insistons tant sur ces objets, c'est qu'ils ont été une des passions de l'époque, et que les créateurs les plus illustres ne méritaient alors pas moins de soin à dessiner un schéma électrique ou un petit arrosoir d'appartement qu'à imaginer l'espace de la cité future. C'est aussi que, plus que l'architecture, déjà et peut-être hélas l'internationalisme, ils signifient la diversité des atmosphères sociales et des situations politiques. Quelle meilleure illustration du voyage Paris-Moscou que le contraste entre la tasse à thé (nous n'en sortirons pas) de Malevitch, aussi compacte et un peu terroriste que ses

Behrens a été un des plus grands architectes de son temps et les artistes que nous venons de citer étaient eux-mêmes tous plus ou moins architectes. C'est que, dans les années 20, le projet artistique ne se sépare pas du projet architectural et du projet social. Tout le monde a mis la main à la pâte, une pâte dont la peinture a été le levain, et à partir d'œuvres de Léger, Rodchenko, Baill, Picabia, des premiers Klee, des premiers Mondrian, l'exposition montre très bien comment s'est imposé le besoin de désarticuler l'objet, de le désempoiser, de le défaire pour réfléchir sur ses composantes et réorganiser leurs rapports en fonction de leur dynamisme et de leur utilité propres.

Le catalogue nous dit : « A peu près à la même époque, et indépendamment l'un de l'autre, Malevitch et Mondrian aboutissent à des formes autonomes que l'on peut comprendre comme un dynamisme créateur d'un monde nouveau et pur produit de l'esprit. » Oui, et il faudrait faire le même rapprochement entre la villa Scher de Loos, les maisons de Rietveld, de Oud (représentées par de très belles maquettes), les projets décoratifs de Van Doesburg, le pavillon russe du génial Constantin Melnikov, à l'exposition des Arts décoratifs, et le système de cubes transparents, d'emboîtement rigoureux, qui est un des apports de Gropius et de ses amis.

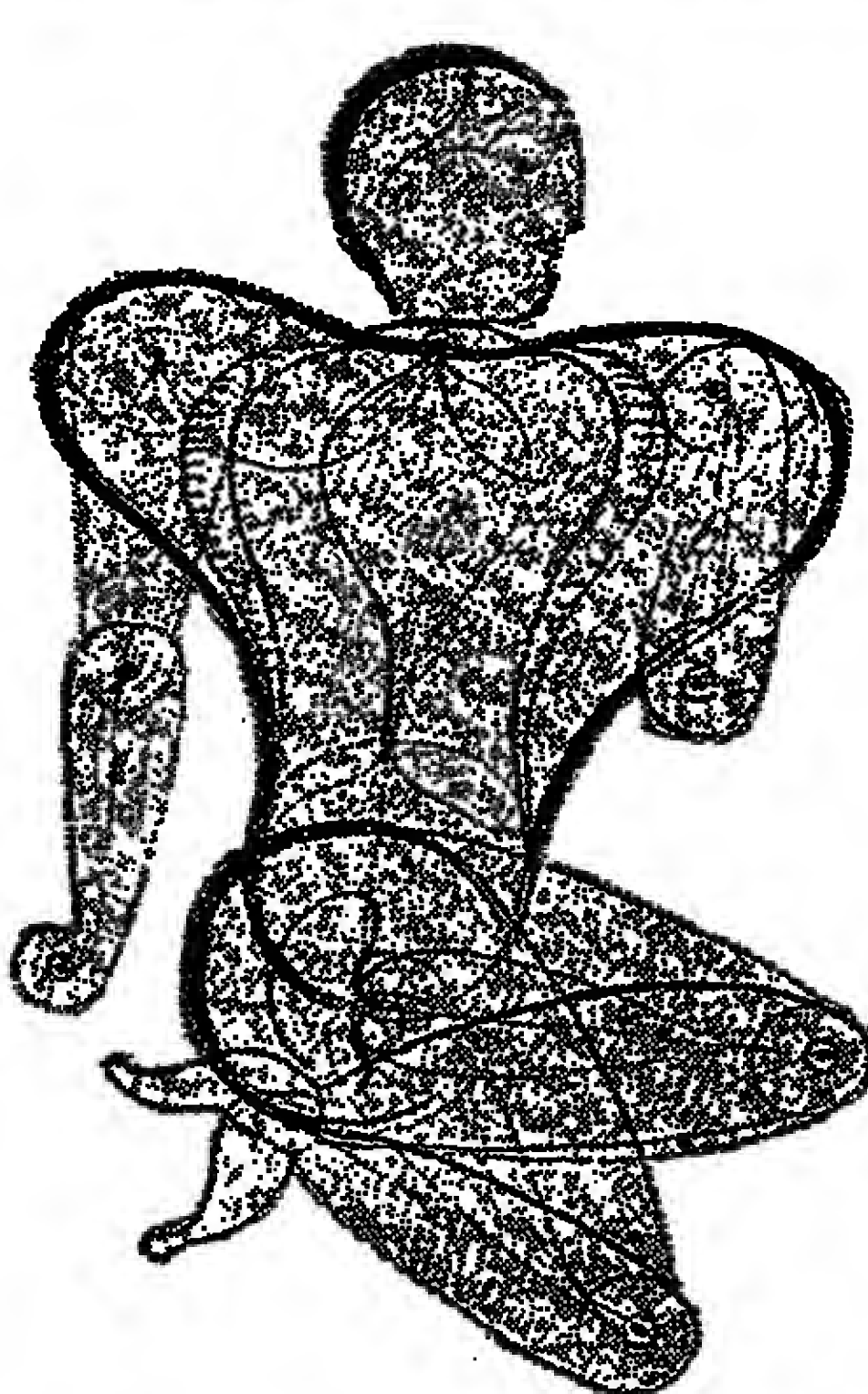
Monsieur Ludwig

A cet égard, par leur richesse et l'intelligence des confrontations qu'elles proposent, les salles consacrées au Bauhaus, à « de Stijl », à l'aspect architectural du suprématisme, sont d'une telle qualité, que l'on ne voit pas très bien ce que pourra leur ajouter l'exposition Paris-Berlin-Moscou que l'on prépare à Beaubourg (surtout si elle est aussi mal ficelée que l'actuel Paris-New-York). Et il faudrait encore signaler la remarquable section consacrée au théâtre, avec le décor mobile de Lioubow Popowa pour le Cocu magnifique, de Cromelynk, ceux de Kandinsky, d'Alexandra Exter, de Georgi Jakoulow, pour le Grollé-Grollé, de Léon, les merveilleux ballets (qui font tout de même un peu froid dans le dos), d'Oskar Schlemmer, ou le projet de Totaltheater, conçu par Gropius en 1927, pour Erwin Piscator.

Puisque nous en étions à l'architecture, quittons la Galerie nationale, où nous avons déjà fourni des efforts énormes, d'autant qu'il faut aussi voir la collection permanente, laquelle nous offre, en vrac et au milieu de quelques abominations dans le genre de la collection de M. Ludwig à Cologne, trois Manet admirables et un Renoir, la Famille Sévère, qui a l'air d'une petite scène d'intimité bourgeoise de rien du tout et qui est, en fait, un Balzac surréaliste par le Douanier et satirisé par Chirico. Plus quelques Friedrich de derrière les fagots, où, d'ailleurs, ils auraient mieux fait de rester. Et part ! Mais passons, quittons la Galerie nationale et partons nous instruire à l'exposition « De la cité futuriste à la cité fonctionnelle », que présente l'Académie des arts, très loin, dans les bois, là-bas.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Tendances des années 20. Quinzième Exposition du Conseil de l'Europe. Berlin (Nouvelle Galerie nationale, Académie des arts, Orangerie de Charlottenburg). Jusqu'au 14 octobre.



« Figure d'homme », d'Oskar Schlemmer (1919-1920).

« Arktelon », et cet écrivain de Pierre Chareau, qui fait penser à Josephine Baker pour laquelle Adolf Loos construisait dans les mêmes années une maison calée au saut, qui est une de ses plus spirituelles inventions. Dans cette Europe hyperhygiénique et lavée des péchés symboliques, l'objet a été roi, et s'il fallait en choisir le symbole, ce pourrait être le petit ventilateur de Behrens, qui est une forme d'une incroyable délicatesse, papillon mécanique aussi adhésif et poétique que les « constructions dans l'espace » qui sont les premiers chefs-d'œuvre de Pavane et de Gabo.

Une semaine de films à Montréal

En remontant le Festival avec Laara Dalen

DIMANCHE soir, au bord du Saint-Laurent, le dernier film du premier Festival des films du monde, s'achève sous les applaudissements. Une histoire de chasseur d'esclaves, « El Rancheador » (dont l'institut cubain du cinéma a achevé le montage quelques jours avant la projection), Canabes et Impérialisme, chaleur humaine et sensibilité, Zola Dalen, vingt-huit ans, originaire de Vancouver, dépille hors du fauteuil son mètre quatre-vingt-dix, reprend son chapeau de paille orné de deux plumes de poule, lance aux visages connus son sourire timide, et s'en va. Il a présenté ici son premier long métrage, « The Skip Tracer » (l'homme que les prêteurs envoient au débiteur récalcitrant pour se faire rembourser à coup sûr intérêt et capital), dont il a écrit le scénario et dirigé la mise en scène, avec sa femme Laara pour producteur. Le public a aimé l'histoire de cet étrange percepteur que plusieurs télévisions européennes ont retenue. Le tandem et ses bobines partent maintenant pour New-York.

Samedi, toujours au milieu des pavillons de Terre des Hommes, promenade-plaidoirie avec Serge Losique, le créateur et organisateur du Festival, Losique a le verbe jubilatoire, communicatif. Il est heureux parce qu'il a gagné son pari. La preuve, les critiques de la presse anglophone du Canada, réservés les premiers jours, le remercient en de longs articles à la fin de la semaine. Ces critiques de Toronto, ou d'ailleurs, qui ne participent pas aux coteries mont-réalisées, ont reconnu la qualité des œuvres projetées et ont fait des comparaisons avec les festivals concurrents. Ils ne mentionnent guère le Festival de la critique québécoise (cela peut-être pour des raisons autant politiques que cinématographiques). Ils ne donnent pas cher du Festival des festi-

vals, qui doit se tenir à Toronto du 9 au 18 septembre. Parmi leurs calculs, celui-ci : Losique a obtenu pour son festival six des neuf films intéressants produits au Canada cette année. Même étonnement chez beaucoup. Quant au nombre de personnalités qui sont venues : entre la conférence de Losique, Godard, celle des frères Taviani (Padre-Padrone) et l'ombre de Chabrol, qui tourne quelque part dans Montréal, beaucoup de gens de métier se sont dérangés.

« Soyons nationaux »

Le néophyte ne sait pas très bien faire la différence entre une semaine du cinéma et un festival, et c'est peut-être là qu'elle commence. Quand le mélange de « show » et de « business » réussit. Le « show », Serge Losique sait en faire sa part. Il se brûle, il consomme, il explose, dans un mélange de passion et de furieuse envie de gagner. « Un festival comme celui-là se prépare en vingt ans », dit-il. « Des festivals, j'en ai montés beaucoup » (chaque année depuis huit ans à l'université Concordia, où il est professeur). Il parle d'Henri Langlois (il l'avait aidé à créer une cinémathèque ici), qui lui a ouvert beaucoup de portes en Europe. Il est sûr de pouvoir organiser un événement international, il croit en Montréal parce que c'est le dépaysement pour les Américains comme pour les Européens, et sûrement la ville la plus attrayante du nord de l'Amérique du Nord. Le « business » a démarré et s'accroît. L'année prochaine, les professionnels ont conclu des accords de principe autour d'une trentaine de films, affirme-t-il.

« Padre-Padrone », grand vainqueur à Cannes, n'avait pas de distributeur au Canada, c'est fait ; il a vu lui aussi ce matin la petite Laara Dalen passer avec un sourire ravi. Elle qui gère son film comme une ménagère son budget (« Non, je n'ai pas encore fait de photo couleur pour la presse. Je ne veux pas dépenser cet argent avant de savoir que cela pourra marcher »), mais qui n'avait pas encore de distributeur, venait d'en rencontrer un. La voilà qui rêve : l'année prochaine, il y aura un palmier. Dans ses yeux, la Croisette passe déjà entre la rue Crescent et la rue Saint-Catherine...

« Voulons-nous être Canadiens dans nos films ou voulons-nous jouer la jeu international ? » C'est vendredi, un colloque entre professionnels sur le cinéma canadien : « Tous les arts ont aujourd'hui une dimension internationale. Sinon, nous ne travaillerions que pour un marché extrêmement réduit. » A quoi on répond : « Mais, le jour où nos films seront semblables à ceux d'Hollywood, il n'y aura plus aucune raison de les faire ici plutôt que là-bas. Soyons au contraire nationaux, comme les Italiens savent l'être. »

L'impératif de rentabilité est présent dans tous les esprits. L'un trouve scandaleux que le gouvernement n'ait pas une politique plus cohérente à l'égard de l'industrie cinématographique. Un autre réplique que si l'on passe son temps à attendre des subventions, on ne fera jamais rien : « Cessez de penser qu'Hollywood est trop fort et les États-Unis trop économes. Utilisez les acteurs et les metteurs en scène qui vivent là-bas au lieu de les rejeter parce qu'ils ont quitté le Canada. Il faut absolument faire feu de tout bois. » A la tribune, quelques-uns donnent des chiffres : « Le cinéma québécois a subi un coup d'arrêt dans les années 50 avec l'arrivée

de la télévision. Il a redémarré vers 1966. A la fin des années 60, on proposait au Québec de dix à douze longs métrages par an. Avec les années 70, la production a fléchi. Il semble que la recherche d'identité qui caractérisait la période précédente avait atteint son but. Les budgets sont aujourd'hui d'environ 500 000 dollars. » D'autres, à la tribune, font remarquer que, pour le reste du Canada, à l'exception du problème d'identité qui se pose différemment, l'évolution a été sensiblement la même. On produit aujourd'hui près de trente longs métrages par an au Canada.

Mais jeudi, Zola Dalen, au cours d'un déjeuner, avait dit : « L'argent ne remplace pas l'intelligence. On peut faire des films avec des budgets modestes. Le « Skip Tracer » a coûté 145 000 dollars. Souvent les producteurs imposent d'importants budgets parce qu'ils peuvent en mettre d'autant plus dans leur poche. J'ai vu ce matin, un film canadien que j'ai trouvé extraordinaire : « One man » de Robin Spry (histoire d'un journaliste qui rompt la conspiration du silence autour de la pollution industrielle). Mais bien sûr les États-Unis fascinent. Il faut 750 francs pour faire l'aller-retour Vancouver-Los Angeles ; il en faut 2 000 pour un aller-retour Vancouver-Toronto. »

La bonne adresse

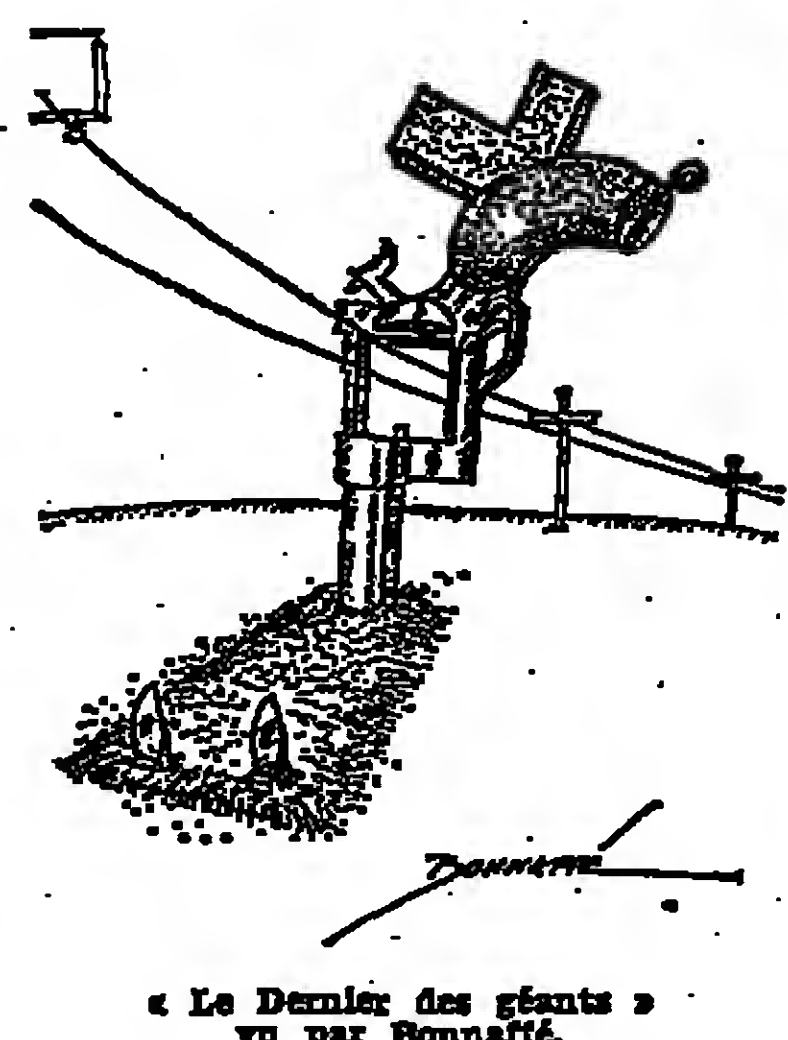
Mercredi 2 heures du matin, Maurice Bessy, l'ex-délégué du Festival de Cannes, raconte. Pour lui, le cinéma se meurt : « En quinze ans, les salles de cinéma des pays du Marché commun ont perdu les trois quarts de leur public. » Il craint que le cinéma des cinéphilas n'ait vidé les salles. Il voudrait trouver une formule, entre les « Ben Hur » d'hier et l'hérémisme d'aujourd'hui, mais personne ne paraît s'en soucier. Cela ne le décourage pas outre mesure puisqu'il a accepté d'être le délégué pour l'Europe du Festival de Montréal.

Ayant tenu les mêmes propos dans une interview au journal « Le Soir », il se fera, quelques jours plus tard, énergiquement prendre à partie. Pour ceux du groupe Perspectives du cinéma français venus à Montréal — Christian Bricout (« Paradis »), Francis Fehr (« Pauline et l'ordinateur »), René Vignet (« Chinois », encore un effort pour être révolutionnaires !), Laurent Heynemann (« La Question ») et Jacques Poirereaud — le principal défaut de cette attitude, c'est d'avoir tort contre la vie. « Un certain cinéma se meurt, et c'est tant mieux. Le cinéma français va bien, merci beaucoup. » La suite du débat aura sans doute lieu sur les bords de la Seine.

On pourrait ainsi remonter les jours, s'arrêter à un film ou à un autre. Se pencher au hasard d'une « table ronde » sur les crises de cette industrie qui, par un privilège exorbitant, a le droit de fabriquer du rêve et, en outre, laisse rarement ceux qui en vivent dans le dénuement. On remonterait à un jeudi 18 août au soir, quand, dans un cocktail un peu sinistre, passaient des personnalités qui ne savaient pas encore leur rôle. On y retrouverait la petite Laara Dalen, avec son air un peu provinciale, qui ne participait pas aux coteries mont-réalisées, et ne parlait pas le français. Elle avait son premier film à montrer pour la première fois. On lui avait dit qu'il s'agissait d'un festival. Tout compte fait, c'était la bonne adresse.

ALAIN-MARIE CARRON.

Une sélection



« Le Dernier des géants » vu par Bonnaud.

Cinéma

CET OBSCUR OBJET DU DÉSIR de Luis Buñuel

Une nouvelle fable socio-érotique de l'auteur de Viridiana et de Tristana, librement inspirée de la Femme et le Pantin de Pierre Louÿs. Un homme mûr, sûr de soi comme de l'avenir, découvre la passion, l'archaïsme des sens et des sentiments, cependant que autour de lui l'ordre bourgeois explose, jusqu'au grand bonnet final, corrigé peu auparavant par la vision éternelle d'une harmonie retrouvée : une jeune femme se livre amoureusement son ouvrage dans une vitrine du passage Choiseul, à Paris.

LE DERNIER DES GÉANTS, de Don Siegel

Le dernier des westerns, la pérennité d'un genre qui n'est resté à l'honneur que grâce à ses érudits amateurs. Le vieux homme fatigué retourne à la ville pour y rencontrer son destin. Le vieux Ouest se meurt, nous sommes au tournant du siècle, et avec lui une légende. Hollywood reprend une dernière fois le flambeau, John Wayne s'adresse sur la scène et dit au revoir à toute une époque.

J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE de Jean Bonnaud

Un couple, au début de ce siècle. Lui est photographe. Elle s'occupe de la maison : la mère-épouse idéale. Ensemble, un jour, ils voyagent. Un voyage plein de surprises. Libérés du joug familial, les deux époux retrouvent connaissance. Ce film sensible et délicat d'un cinéaste québécois, présenté au Festival de Cannes, en dit plus sur la condition féminine que bien des prêches littéraires.

UN PONT TROP LOIN de Richard Attenborough

Inspiré du nouveau best-seller de Cornélius Ryan (l'auteur du Jour le plus long), un épisode dramatique de la seconde guerre mondiale : le sacrifice de dix mille parachutistes anglais au nord du pont d'Arnhem, en septembre 1944, dans l'espoir de réussir une percée vers la Ruhr et d'abréger la durée de la guerre selon un plan conçu par le général Montgomery. Une reconstitution minutieuse, soutenue par une pléiade de vedettes, mais réalisée dans un esprit franchement antimilitariste. Œuvre appliquée et estimable.

— ET AUSSI : Omar Gattalo, de Mervak Allouache (une comédie algérienne féroce et tendre) ; Un fil sur le toit, de Bo Widerberg (proche de la police suédoise) ; la Théorie des dominos, de Stanley Kramer (la manipulation du citoyen par des organismes occultes) ; le Diable probablement, de Robert Bresson (le désespoir de la jeunesse).

Théâtre

MOLLY BLOOM...

Le monologue final du roman de Joyce, « Ulysse », joué avec une distance fine et chaude par Garance Germain, comédienne formée à New-York.

... ET LE MANUSCRIT au Lucernaire

C'est le texte théâtral « l'Épithète », que Robert Pinget avait écrit

pour Jean Martin, rebaptisé « le Manuscrit ». Martin était l'un des créateurs de « Godot », et le texte de Pinget est proche de Beckett, quoique d'un humour plus codé. Gérard Bayle, en écrivain fantomatique se demandant pourquoi son unique manuscrit git au fond d'un puits, est d'un langage fraternel.

EROSTRATÉ au Théâtre Mouffetard

Une nouvelle de Sartre, histoire d'un bonhomme qui n'aime pas voir les gens masquer leur visage à table, et qui, pour cette raison, tire au revolver dans la foule, rue Delambre. Mise en scène sélective d'Yves Goursat. Interprétation « hyper-masochiste » de Marienne Irzenaki, Philippe Duclos, Jean-Louis Grinfeld, Du Dracula mental.

CAPES-THÉÂTRES

Aux Blancs-Manteaux, des histoires de femmes avec Pierrette Dupuyet, la Démarienne ; avec Evelyn Daudry et Josiane Lévy dans les rôles du chou. À la Cour des Miracles : Marienne Seryent, et aussi des hommes : Jacques Blot, et Armande 77, avec Marc Cassot. À la Vieille Grille, des histoires de femmes encore avec Anne-Marie Pichardini. Et au Plateau, 22 heures, la merveilleuse féerie cruelle et ironique de Jean Bernard Moraly, la Nuit de noces de Cendrillon.

Musique

FESTIVAL DE BESANÇON

Strauss et Wagner au programme du concert d'ouverture du XXX^e Festival, avec Montserrat Caballé, sous la direction d'Alain Lombard (vendredi 2 septembre). Outre le traditionnel concours des jeunes chefs d'orchestre, le Festival propose une grande messe grégorienne de Monteverdi (le 4), l'opéra des quatuors de Beethoven par les Parrenin ; Messiaen et Xénakis par l'ensemble 2e2m (le 13), etc. Jusqu'au 18 septembre pour le public régional et les vacanciers de la dernière heure. (Rens. 81-87-21-74).

« CORO » DE BERIO au Théâtre de la Ville

Créée l'an dernier au Festival de Donaueschingen, cette grande fresque pour voix et instruments sur un poème de Pablo Neruda renoue avec le chant populaire ou, plutôt, avec ses structures particulières car il n'y a pas de citations factuelles. Insistant sur l'aspect « érotique » de Coro, le compositeur y voit « un paysage géométrique de figures musicales qui s'inscrivent comme des graffiti sur le mur harmonique de la cité ». Chœur et orchestre de Radio-Cologne seront dirigés par Luciano Berio. (Samedi 3 septembre, à 20 h. 30. Tél. 633-61-77. Transmis en direct sur France-Musique.)

PIANO-RENCONTRE avec Claude Helffer

Le lundi 5 septembre et le mardi 7 (Faculté de droit, à 18 h. 30), Claude Helffer analysera Scriabine, Debussy, Beethoven, Brahms, Xénakis avec cette clarté passionnée et cette probité artistique qui font de lui un des rares artistes pour lesquels expliquer la musique et la jouer ne sont que deux aspects d'une même démarche. À 20 h. 30, les deux mêmes soirs, il reprendra intégralement les œuvres présentées.

— ET AUSSI : Concert de clavier, jeudi 1^{er} septembre, à 20 h. 30, à l'église des Billettes : Gustav Leonhardt, interprète des œuvres de Bach : Sonates et Cantates, vendredi 2 septembre, à 20 heures, au cloître des Billettes, par un ensemble d'instrumentistes aoliens (Carissimi, Schütz, Vivaldi, Frescobaldi). Tél. : 272-38-79. Le même jour, mais à 20 h. 45, à l'Orangerie de Soaux, la Maîtrise Gabriel Faure chante, entre autres, A Ceremony of Carols de Britten (tél. 661-06-71, poste 98, vendredi de 9 à 12 heures et de 15 à 18 heures). Festival Jean-Sébastien Bach, à Ausson, Castres, Gallargues, Mazamet, Saint-Pons et Sorbès, du 3 au 17 septembre, avec l'ensemble vocal de Toulouse, l'orchestre J.-P. Paillard et des solistes réputés. On jouera aussi Vivaldi (Rens. 63-61-21-07). György Cziffra joue Chopin et Liszt à Guebwiller le samedi 3, à 20 h. 45 (tél. 88-76-10-82).

Expositions

TENDANCES DES ANNÉES 20 à Berlin

— Lire notre article page 9.

CLAES OLDENBURG...

Deux cent vingt-six numéros pour une rétrospective des dessins, aquarelles et estampes du plus démystificateur des pop-artistes américains, bien connu pour ses sculptures colorées, en plâtre et en vinyl, d'objets domestiques : hot dogs, sandwiches, cigarettes... grandeur Gargantua.

... ET LE TATOUAGE au Centre Georges-Pompidou

Rituel, jeu ou affirmation de soi, le tatouage se pratique sous toutes les latitudes, dans tous les types de société, depuis toujours. Le Centre de création industrielle rend compte de

ce phénomène en une exposition qui évoque aussi bien la tradition japonaise que le folklore pénitencier.

WILLEM DE KOONING à Grenoble

Autour de cinq tableaux récents, un ensemble de sculptures datées de 1969, 1972, 1973 et des lithographies. Pour découvrir comment un des grands peintres américains de l'« action painting » peut, en sculptant, rester peintre, expressionniste, gestuel et, plus que jamais, fidèle à sa passion pour la figure humaine.

MAXIMILIEN LUCE à Albi

Un peintre qui mérite d'être mieux connu, tant par la qualité plastique de son œuvre que par la générosité de ses thèmes. Maximilien Luce ne fut pas seulement un néo-impressionniste aux paysages lumineux brossés en pointillés, mais aussi un artiste « engagé », attaché à peindre le monde paysan et le monde du travail ; le seul aussi à avoir donné une vision picturale de la Commune.

BISSIÈRE aux Sables-d'Olonne

La production d'après-guerre d'un peintre qui, dans sa retraite provinciale à partir de 1935, et jusqu'à sa mort en 1964, a trouvé l'occasion d'épanouir complètement son style. Bissière, par sa peinture indépendante, naturellement « abstraite », qui procède d'une démarche intérieure, presque d'une force instinctive — il peint « comme un pommier fait ses pommes », — est de ceux qui ont largement contribué à l'évolution de la peinture dans les années 50.

SINGIER à Arles

Une trentaine de toiles récentes en hommage à un peintre de la génération abstraite d'après-guerre, dont les « paysages » nébuleux, veinés et tachetés sont évocateurs, toujours, d'un milieu liquide mouvant, secrètement habité.

— ET AUSSI : Klee, à Saint-Paul-de-Vence (un panorama de deux cent cinquante peintures et dessins) ; Chagall, à Nice (les œuvres récentes : réveries poétiques sur des thèmes bibliques) ; Dufy, aux Fouchettes de Nice (peintures pour le soleil du Midi) et au Havre (dans sa ville natale) ; Fernand Léger, à Montauban (une soixantaine de peintures, gouaches, aquarelles et dessins d'un constructeur) ; Alan Shield, à Strasbourg (toiles non tendues, couleurs raffinées, agrémentées de plâtres et de broderies, d'un jeune artiste américain) ; Polon, chez Alphonse Chane, à Vence (Aquarelles et gravures récentes pour séjourner dans le monde poétique d'un dessinateur bien connu) ; Miro, à Ceret (la maison des dix dernières années).

JEUDI 14 JUILLET - PARNASSE

Allouache
avec MARCELLO MASTROIANI

MULTI CINE

UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT
MONTE-CARLO - QUINTETTE NATION - SAINT-LAZARE-PASQUIER

LES DUELLISTES
MONTFERRVILLE

LE PASSÉ SIMPLE
SAINT-GERMAIN VILLAGE SAINT-LAZARE-PASQUIER

ELISA VIDA MIA
ELYSEES LINCOLN - MONTFERRVILLE

ELYSEE MONTMARTRE
Ch. Calvès
INTEGRAL

Festival Estival de Paris
Théâtre Récamier
8 septembre à 20 h 30
Oeuvres contemporaines pour clavier
PHILIPS

MONTE-CARLO v.o. - QUINTETTE v.o. - 3 NATIONS - IMPÉRIAL PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER
MONT-PARNASSE 83 - CONVENTION GAUMONT - CLICHY PATHÉ
Périphérie : FRANÇAIS Enghien - TRICYCLES Asnières - BELLE ÉPINE Thiais - MULTICINÉ Champigny

ALBERTO SORDI SUBLIME : François Forestier (L'Express)

CANNES 1977
« Une description à la COURTELINE d'une famille de petits-bourgeois... » FRANCE SOIR
« Monicelli décrit avec un humour assez grinçant l'univers de ce petit-bourgeois... » LE MONDE
« La richesse et le mordant de l'observation, dignes d'un MARCEL AYMÉ... de la comédie satirique à la comédie noire... » VALEURS ACTUELLES
INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

LUCKY et AURELIO DE LAURENTIS présentent
ALBERTO SORDI / SHELLEY WINTERS
un film de MARIO MONICELLI
UN BOURGEOIS TOUT PETIT PETIT
MARIO MONICELLI
Distributeur : VINCENZO CREMONA-Milano de GIANLUIGI GEMELLI - Directeur de la photo MARIO VALLI
Cadrage : ROBERTO CREMONA-Milano de GIANLUIGI GEMELLI - Directeur de la photo MARIO VALLI
Distributeur : VINCENZO CREMONA-Milano de GIANLUIGI GEMELLI - Directeur de la photo MARIO VALLI
Distributeur : VINCENZO CREMONA-Milano de GIANLUIGI GEMELLI - Directeur de la photo MARIO VALLI

GAUMONT CHANDLER
PRIX DU JURY CANNES 77
SPIRIT
DUE
La surprise

07.
R.
A.
0-
22
11.
1.
1.
1.
1.
1.

50 000 000

Ann

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres premier emploi

offres premier emploi

emplois régionaux

Les systèmes de gestion : un secteur en perpétuel devenir

Vous souhaitez orienter votre vie professionnelle vers des

carrières commerciales en province

Nous vous offrons la possibilité de débiter dans des conditions susceptibles de faire de votre premier emploi un tremplin :

- pendant 8 mois, une formation approfondie portant à la fois sur notre stratégie commerciale et sur nos produits ;
- à très court terme, des responsabilités étendues de conseil auprès des entreprises, dont vous devez détecter et analyser les problèmes en matière de traitement de l'information, afin de leur proposer les solutions les plus appropriées et de conclure des ventes.

Si vous souhaitez acquérir une solide expérience du terrain indispensable à la poursuite de vos objectifs professionnels, si vous êtes jeunes diplômés de l'enseignement supérieur économique ou commercial, nous vous proposons des postes d'ingénieurs commerciaux et vous invitons à adresser une lettre manuscrite + cv. et prétentions, sous référence G 03 à Martine BOULMER, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.H., 51, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

olivetti

VERKADE FRANCE

recherche des Hommes jeunes et dynamiques, domiciliés Région Parisienne pour création de Nouveaux Clients

- Possibilité premier emploi pour jeunes voulant apprendre et faire carrière dans une entreprise stable ;
- Formation : vente et commerciale assurée par l'Entreprise ;
- Plan : 13 mois. Prime vacances. Intérêt sur réalisations et objectifs. Frais de mission. Voiture fournie ;
- Références morales exigées ;
- Présentation stricte obligatoire pour vente produits alimentaires de haute qualité ;
- Priorité donnée au courage et à l'ambition.

NE PAS SE PRESENTER

Adresser C.V. détaillé manuscrit + photo récente à : VERKADE FRANCE — R.P. 15, 95190 Goussainville.

Importeur groupe SUISSE d'ASSURANCES

disposé à assurer formation professionnelle assurée à

JEUNES GENS et JEUNES FILLES

niveau BAC, pour occuper postes de gestion, administration ou technique, susceptibles de conduire à un avenir intéressant avec une motion assurée, mode d'urgence candidatures pour les services de son siège à

LA DÉFENSE

Rémunération minimum 2.100 F x 13 1/2. Horaires modérés. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Adresser C.V. à J.C. DIDON, sous référence 50, Tour Winterthur Cedex 18, 92085 PARIS-LA DÉFENSE.

JEUNES GENS (Libérés des obligations militaires) et JEUNES FILLES

winterthur assurances

dans le cadre du développement de son département informatique vous propose après une formation assurée par l'entreprise de devenir

programmeurs analystes

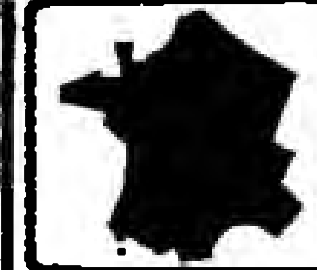
pour les titulaires du Bac C ou équivalent. Salaire évolutif suivant potentiel des Intéressés. Adresser C.V. manuscrit sous référence 110 à J.C. DIDON - Tour WINTERTHUR - Cedex 18 92085 PARIS LA DÉFENSE

offres premier emploi

Le Monde met à la disposition de ses lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées :

< OFFRES PREMIER EMPLOI >

Cette rubrique regroupe les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un emploi.



La Ville de GRENOBLE recherche un chargé d'opération d'aménagement urbain pour :
— la conduite,
— l'évaluation critique d'opérations complexes d'aménagement dans le tissu urbain existant et comportant des logements sociaux, des espaces libres et des équipements divers.
Expérience professionnelle demandée de 3 ans dans un domaine analogue.
Traitement annuel brut : De 20 000 à 22 000 F.
De fin de carrière : 79 500 F.
Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae à : Monsieur le maire de Grenoble, 11, boulevard de la République, 38001 GRENOBLE CEDEX. AVANT LE 28 SEPTEMBRE 1977.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour son

Département ENGRAIS

CADRE DE HAUTE QUALITÉ pour sa Direction des Ventes

Il devra avoir une formation supérieure agricole de préférence, l'expérience du commandement être un très bon négociateur. Nous offrons un salaire important + 13e mois + frais professionnels. Poste à pourvoir immédiatement. Candidat correspondant profil, écrire à n° 1793

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 9. tr.

Pour promouvoir nos réactifs auprès des hôpitaux et des laboratoires d'analyses médicales,

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PRODUITS BIOMÉDICAUX, recherche

DÉLÉGUÉS SCIENTIFIQUES

de formation biologie (maîtrise, I.U.T., B.T.S., etc.)

- 1) Région RHONE-ALPES, résidence LYON (convocation à LYON le 12 SEPTEMBRE).
- 2) Région OUEST, résidence RENNES.

Env. C.V. photo et prétentions sous n° 4208 HAVAS-CONTACT, 156, bd HAUSMANN, 75008 Paris.

BANQUE IMPORTANTE

recrute

DIRECTEUR D'AGENCE

de 1^{er} Plan

Le poste à pourvoir se situe en ALSACE

Adresser C.V. et photo sous le n° 24407 à CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

débutants diplômés de grandes écoles

SPECIALITES DISTRIBUTION et GESTION HOMMES et FEMMES à égalité de chances

pour étudier avec eux les perspectives de formation et de carrière susceptibles de leur être proposées dans les domaines suivants :

- Applications informatiques de pointe, en particulier dans le domaine de la distribution.
- Conseil aux entreprises en méthodologie de gestion.
- Assistance aux utilisateurs.

Toutes informations préalables vous seront données immédiatement au téléphone par SVP "Ressources Humaines"

qui fixera un rendez-vous aux personnes concernées pour une réunion d'information libre et un entretien personnel d'orientation.

Appelez SVP 11-11 — Réf. 167

Information Carrière **SVP 11.11**

Entreprise rech. des comptables de gestion, rétro. compt. Ecr. n° 1434 Centrale d'annonces, 121, rue Réaumur (7^e).

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE recherche

PROGRAMMEUR I.U.T.

2 à 3 ans d'expérience. TEMPS REEL et MITRA

Lieu de travail : Région Sud Paris

Adresser C.V. et prétentions sous n° CLODE (inter. / env.) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Verne, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR (U) 1^{er} Nord

Partial recherche INGÉNIEURS-PROJÉTEURS expérimentés, spécialisés dans études installations NITRATE AMMONIACALE et INDUSTRIE ENGRAIS. P.S. 1001. Adresser C.V. détaillé avec photo à n° 7409, « Le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75001 Paris-9^e, 4. tr.

IMPTE ENTREPRISE DE BATIMENT

recherche pour son Siège Social BANLIEUE SUD

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

ayant déjà acquis une expérience en études de prix ou en charbonnage en tant que CONDUCTEURS DE TRAVAUX et possédant des compétences techniques dans tous les corps d'état.

CHEF DE GROUPE

(30 ans minimum) Il supervisera et animera une équipe d'ingénieurs d'affaires.

Outre les qualités techniques, le dynamisme, le sens des contacts commerciaux, et le goût de la négociation sont indispensables.

Env. avec C.V. et photo à n° 24507, CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}).

GROUPE D.P. INDUSTRIES

Etude, Marketing et Publicité Industrielle LEADER du marché de la Communication Industrielle RECHERCHE pour de nouvelles créations postes

CHEFS DE PUBLICITÉ

et

CHEFS DE GROUPE

- Bilingue français-anglais. Age : 25 ans minimum
- Enthousiasme, disponibilité et volonté d'évolution professionnelle.

UN PLAN DE CARRIÈRE ET DE FORMATION COMPLÉMENTAIRE sera proposé à chaque candidat retenu.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo récente, rémunération actuelle à notre Conseil : C.P.I. Département Recrutement, 9, rue Théodore, 75001 PARIS.

VOUS AIMEZ LES RESPONSABILITÉS

VOUS AVEZ LE SENS DE LA VENTE

VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE

Nous vous offrons un poste de RESPONSABLE DE PROGRAMME IMMOBILIERS

plus un important Promoteur-Constructeur

Prix + commissions + primes + frais.

Adresser C.V. manuscrit et photo à n° 22.646 à CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Une très importante Société d'études et de fabrication d'équipements lourds pour l'industrie sidérurgique et métallurgique recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES MINES - A.M. - E.C.P. ou équivalent

BILINGUE français-russe

Le candidat devra justifier d'une expérience de quelques années dans la gestion de contrats internationaux de plusieurs centaines de millions de francs.

L'ingénieur d'affaires, mandaté par la direction, est le responsable de la réalisation du contrat jusqu'à la réception définitive de l'installation. Il doit :

- Assurer les liaisons permanentes avec le client ;
- Coordonner l'activité ainsi que des services internes que des entreprises extérieures participant au contrat ;
- Faire respecter le planning ;
- Déclencher la facturation au client et veiller aux règlements contractuels ;
- Participer à l'établissement des comptes d'exploitation prévisionnels et des résumés de l'activité, les présenter en temps utile à la Direction.

Le poste est à pourvoir à Paris. Déplacements fréquents mais de courte durée. Le salaire offert est essentiellement lié à la valeur et à l'expérience des candidats.

Prière d'adresser C.V. et prétentions sous n° 1793 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra. Les ingénieurs qui souhaitent que leur candidature ne soit pas transmise à certaines sociétés sont priés d'en aviser l'agence.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE Région parisienne recherche

RESPONSABLE DES RÉGIONS

ATELIER DE FABRICATION ET DE CONDITIONNEMENT MACHINES

A HAUTE CADENCE

LE CANDIDAT :

- Technicien, 10 ans expérience ;
- Sens de l'organisation, du commandement et de l'animation d'une équipe.

LA FONCTION :
— Mettre en place entièrement l'atelier ;
— Participer à l'entretien annuel et systématique ;
— Faire appliquer techniques d'entretien ;
— Diriger une équipe de 20 mécaniciens rigoureux et rapides des machines.

Adresser C.V. et photo à n° 24573 à CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

JEUNE E.S.C.

pour ses Services Comptables et Financiers

Adresser C.V. et photo sous n° 24573 à CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

CONSTRUCTEUR CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE ET GROS APPAREILLAGE MÉNAGER

recherche pour PARIS

SON DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat aura une formation d'ingénieur et une expérience des produits de chauffage électrique et gros matériel. Une connaissance parfaite et écrite de l'anglais.

Le poste comporte, en outre, des possibilités de développement d'une unité de fabrication.

Adresser C.V., photo n° 7, 07.523 M. ROGEE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION recherche

UN INGÉNIEUR FORMATION ÉLECTRONIQUE

possédant au minimum une année d'expérience dans l'emploi et la programmation du microprocesseur INTEL 8080 A.

Lieu de travail proche banlieue/ouest. SALAIRE ÉLEVÉ

Adresser curriculum vitae détaillé à G.O.P. n° 511 25, rue Cavendish, 75016 PARIS, qui transmettra.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

La dépendance pétrolière américaine s'accroît

De notre correspondant

Washington. — Au moment où M. Carter se prépare à faire adopter, non sans difficultés, son programme énergétique par le Sénat, un rapport de l'administration fédérale de l'énergie, publié mardi 30 août, fait apparaître l'extraordinaire dégradation de la situation des États-Unis en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole.

Ce rapport confirme la dépendance du pays à l'égard des importations pétrolières — celles-ci fournissent près de la moitié de la consommation nationale contre 37 % en 1973, — mais il met plus encore en lumière l'aggravation de la tendance : les importations ont en effet augmenté de 31 % au cours des six premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Actuellement, les États-Unis paient environ 3,6 milliards de dollars par mois pour leurs importations de pétrole, cinq fois et demi plus qu'en 1973, ce qui explique pour l'essentiel le déficit de leur commerce extérieur : 39 % de la consommation américaine proviennent des pays de l'OPEP, dont 20 % des pays arabes. Dans le même temps, la production nationale baisse d'environ 6 % par an.

Le rapport confirme aussi l'extra-

ordinaire soit de pétrole des Américains ainsi que la vanité des efforts entrepris par les trois derniers présidents pour la réduire. Avec 18,6 millions de barils par jour (contre 17,3 en 1973), les États-Unis consomment près du tiers du pétrole extrait dans le monde. Le second pays consommateur, l'Union soviétique, vient loin derrière avec environ 8 millions de barils. Les seules automobiles américaines englobaient 7 millions de barils par jour.

M. Carter ne manquera pas de s'appuyer sur ces chiffres pour faire accepter son programme énergétique par le Congrès et plus encore pour le faire « passer » auprès d'une opinion publique qui, pour le moment, ne semble guère consciente du danger. Comme le dit le président, dans un entretien diffusé ce mercredi par une chaîne de télévision, « les réserves de pétrole et de gaz s'épuisent... Il est absolument nécessaire de réduire le gaspillage et de se reorienter vers le charbon » ainsi que vers les autres sources d'énergie — nucléaire, hydroélectrique, solaire, etc. — prévues dans le programme qu'il a présenté en avril dernier (le Monde du 22 avril).

MICHEL TATU.

La nouvelle facilité de crédit du F.M.I. profiterait surtout aux pays industrialisés

Washington (A.F.P.). — Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (F.M.I.) a approuvé la création de la « facilité de financement supplémentaire », dite « facilité Witter-Pérez », qui accordera de quelque 10 milliards de dollars (8,6 milliards de dollars de tirages supplémentaires) les ressources que le F.M.I. peut prêter aux pays dans la balance des paiements en déficit. L'accord sur la création de cette « facilité » a été conclu entre les pays donateurs de capitaux le 6 août dernier à Paris.

Le F.M.I. a précisé que les pays emprunteurs ne pourront faire appel à cette facilité que lorsqu'ils demanderont à utiliser leurs tranches supérieures de crédit sur le F.M.I. et qu'ils en ont fait lorsqu'ils acceptent de se soumettre aux conditions posées par le Fonds pour l'utilisation de sa facilité. Ce fait que les pays en voie de développement ont rarement recouru à ces tranches, en raison des conditions posées par le Fonds. Certains observateurs concluent que finalement, ce sont surtout les pays industrialisés déficataires qui pourraient bénéficier des nouvelles facilités. La facilité Witter-Pérez permettra aux pays déficataires d'accroître leurs

possibilités d'emprunt sur le F.M.I. de 12,5 à 30 % suivant les tranches de crédit utilisées.

Avec la participation du Koweït et d'Abou-Dhabi, annoncée par le F.M.I., le nombre des pays créanciers est porté à treize (le Nigeria pourrait s'y ajouter). Les contributions les plus importantes sont celles de l'Arabie Saoudite (2,15 milliards de D.T.S.), des États-Unis (1,46 milliard), de la R.F.A. (1,5 milliard). Le taux de l'intérêt servi aux créanciers sera de 7 % jusqu'au 30 juin 1978. Après quoi, il sera indexé sur le rendement des bons du Trésor américain à cinq ans.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos messages sont envoyés, sans délai, à nos télégraphes.
Service télégraphique
345.21.82 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

MONNAIES ET CHANGES

Le gouvernement danois demande une dévaluation de 5 % de la « couronne verte »

Le gouvernement danois a proposé aux autorités du Marché commun de procéder à une dévaluation de 5 % de la « couronne verte » valeur de la couronne danoise exprimée en unités de compte européennes. — afin d'éviter d'imposer des montants compensatoires monétaires sur les échanges extérieurs agricoles à la suite des dévaluations des monnaies scandinaves annoncées dimanche 28 août.

Le gouvernement danois a toujours été hostile au mécanisme des montants compensatoires monétaires qui, en l'occurrence, auraient joué comme une taxe à l'exportation des produits agricoles danois et une subvention aux produits alimentaires impor-

tés au Danemark. La dévaluation de la « couronne verte » entraînerait une augmentation d'un pourcentage égal des prix garantis aux agriculteurs danois dans le cadre de la politique agricole commune.

Les experts bruxellois et le Comité des représentants permanents des Neuf (COREPER) ne se sont pas encore prononcés. Paris n'est pas favorable à l'ajustement automatique des monnaies « vertes » en cas de modification de la parité des monnaies nationales. Londres ne souhaite pas une dévaluation qui rendrait les produits agricoles danois encore plus concurrentiels sur le marché britannique. Une décision pourrait être prise lundi 5 septembre. — (A.F.P., Reuter.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche Marks	Fr. suisse	Fr. français
3 mois	4 7/8	3 7/8	3 5/8	1 1/2
6 mois	5 3/8	3 7/8	3 5/8	1 1/2
9 mois	5 3/4	3 7/8	3 5/8	1 1/2
1 an	6	4 1/2	3 3/4	1 1/2

AFFAIRES

Le plan de redressement financier de Manufrance est arrêté

De notre correspondant

Saint-Etienne. — C'est ce mercredi 31 août que le plan de redressement économique et financier de Manufrance devait être déposé au tribunal de commerce de Lyon par les dirigeants M. Jean-Daniel Berthod et M. Bruno Sappin. Tous deux ont, en effet, mardi 29 août, avec les organisations syndicales, une ultime entrevue. Comme aux consultations précédentes, elle a été entourée de la plus totale discrétion. Peu après, F.O., minoritaire au sein de la firme stéphanoise, a publié un communiqué, non pour lever le voile sur l'importance de la réduction des effectifs proposée qu'à l'évidence elle connaît, comme d'ailleurs les autres syndicats, mais pour affirmer qu'elle ne saurait tolérer « que les travailleurs de la base fassent les frais d'une gestion catastrophique ». (...) Nous

nous opposerons à tout licenciement. Si, malgré tout, le plan de redressement établit la pénible nécessité, nous réclamerons qu'ils touchent en priorité les directeurs et les cadres supérieurs qui portent la lourde responsabilité de la déconfiture actuelle », poursuit F.O., qui regrette, d'autre part, que la nouvelle municipalité stéphanoise ait, « par ses déclarations avant que le plan de redressement ne soit officialisé, déjà envisagé comme possibles des licenciements ». (le Monde du 27 août 1977), ce qui contredit formellement ses précédentes affirmations — lors de la campagne électorale.

On lira ci-dessous le point de vue de M. François Tomas (P.C.), adjoint au maire de Saint-Etienne.

POINT DE VUE

Au nom de l'intérêt général

par FRANÇOIS TOMAS (*)

Il y a, certes, à Manufrance un problème de direction. Il est de notoriété publique que les dirigeants de cette grande entreprise, qui a assuré la renommée du savoir-faire français dans tous les continents, semblaient frappés de sécheresse. Lorsque l'ancien maire de Saint-Etienne, M. Michel Durafour, est intervenu pour qu'un technocrate en prenne le commandement, il répondait donc à ce besoin de dénouement : et ce n'est après tout pas sa faute si, comme devait le montrer l'aggravation de la paralysie dans les circuits de distribution, l'État n'avait pas l'étoffe d'un grand capitaine.

Mais, même si l'intéressé avait répondu à toutes les espérances en lui, il n'aurait pas évité une « affaire Manufrance », dans la mesure où il reprenait à son compte un plan dont il ne faut pas de même pas oublier les phases :

- 1) Séparer nettement, non seulement structurellement mais aussi géographiquement, le secteur « production » du secteur « commercialisation » ;
- 2) Réduire puis supprimer progressivement le secteur « production » ;
- 3) Mobiliser les vastes emplacements du pourtour urbain, qui étaient évalués naguère à près de 800 F le mètre carré.

La première phase a pu être amorcée grâce à la construction dans la zone industrielle de Molina d'une magnifique usine à paquets. Pour réaliser la deuxième, on renonce à tout nivellement de production, à tout investissement, et on put proclamer que le secteur production était plus rentable et que son maintien risquait même de compromettre l'équilibre de l'ensemble de l'entreprise.

Le licenciement de plus d'un millier de personnes que si le risque de mécontentement de l'opinion était réduit au maximum. Mais ce sont surtout les raisons qui motivent la volonté des responsables successifs de Manufrance de liquider le secteur « production » qui méritent d'être mises en évidence, car elles permettront de mieux comprendre pourquoi la municipalité d'union de la gauche refuse d'entériner ce processus.

Le secteur « commercialisation » de Manufrance continue, en effet, d'apparaître aux spécialistes comme financièrement intéressant, certains croient même qu'avec une direction imaginative et compétente il pourrait dégager de gros bénéfices dans le cadre, par exemple, de l'intégration dans une autre entreprise, ce qui permettrait de rationaliser et donc d'alléger les charges, y compris en personnel. Quant au secteur « production », il pourrait être viable si on consentait à y investir, pour renouveler le matériel, les productions mais en n'accumulant qu'un profit limité. Dans la logique de notre système économique, il est donc compréhensible que des responsables d'entreprise voudraient réduire l'effectif et le volume des activités si cela doit conduire à un accroissement de la rentabilité financière. Qu'il soit de l'intérêt général de maintenir, de diversifier, de développer la production, de même que d'offrir plus d'emplois ne les concerne pas lorsque cela va à l'encontre de leurs intérêts particuliers.

Quoi qu'il en soit, la situation dans laquelle les dirigeants de Manufrance ont mis cette entreprise est telle que l'intervention du premier ministre paraît désormais nécessaire. Les Stéphanois accepteraient d'ailleurs difficilement que le gouvernement laisse supprimer les milliers d'emplois que représente en réalité, par le

biais de la sous-traitance, la fabrication des armes de chasse, des bicyclettes et des machines à coudre, au moment même où il s'efforce de faire croire à sa volonté de lutter contre le chômage. Si M. Raymond Barre recevait le maire de Saint-Etienne, M. Joseph Sanguedol, il saurait que les Stéphanois attendent tout d'abord des mesures extérieures, comme la limitation d'une importation devenue abusive d'armes de chasse étrangères, mais aussi que l'on accepte d'examiner les propositions qui existent pour assurer le maintien et le développement de Manufrance, tout Manufrance. Ils dénonceront, en revanche, toute décision sous quelque prétexte que ce soit, qui ne tiendrait compte que de l'intérêt des financiers.

FAITS ET CHIFFRES

Banques

● Redressement dans l'affaire de la banque Leclerc de Genève. — Une association de créanciers, présidée par M. David M. Wherry, directeur financier de l'A.G.B. Research Ltd de Londres, remet en cause l'accord intervenu entre la banque Leclerc et la société bancaire Barclays Suisse S.A. (le Monde du 9 juillet). « L'association » affirme que cet accord « a essentiellement pour but la protection des parties qui l'ont conclu, les associés, dont l'objectif évident est d'échapper à la justice », et la Barclays, qui cherche à « s'approprier les actifs ».

Elle demande une renégociation, la protection de l'anonymat des créanciers et l'apport par les anciens associés de tous leurs biens en garantie. — (A.F.P.)

Communauté européenne

● Une délégation marocaine conduite par le ministre du commerce et de l'industrie a rencontré mardi 30 août à Paris M. Raymond Barre. La démarche du Maroc vise à obtenir un assouplissement des mesures de limitation des importations textiles décidées le 23 juin par la France et reprises en juillet par la Commission européenne. Le Maroc, gros exportateur, s'estime particulièrement touché par ces mesures. La délégation doit également se rendre à Bruxelles pour demander une modification des règlements adoptés.




GAP WAGRAM

Concessionnaire

DEJA LES MODÈLES 1978 ET LES NOUVELLES BERLINES 726-733

Location longue durée à prix compétitifs

25, rue Cardinet, 75017 PARIS - T. 267.31.00



Un groupe international à vocation industrielle et financière (C.A. de plus de 2 milliards de dollars) recherche un dirigeant capable d'assurer des responsabilités opérationnelles de direction générale, dans une ou plusieurs sociétés du groupe. Les tâches de ce responsable seront variées et multiples et nécessiteront une expérience industrielle de plusieurs années, une bonne connaissance du marketing international, une grande disponibilité intellectuelle et une forte endurance physique. Le candidat retenu, âgé d'environ 40 ans, de formation supérieure technique (ingénieur) sera, pour des questions de relations au sein de la C.E.E., trilingue : français, anglais, néerlandais. Avoir dirigé plusieurs milliers de personnes est impératif. Les personnes intéressées par cette offre sont priées de prendre contact (en français), de préférence par lettre, réf. B. 2.269, avec Bernard Mangou, directeur général de MSL France.

DIRIGEANT OPERATIONNEL

100.000 dollars

GESCHAFTSFUEHRER

(Frankreich)

180/210.000 F.

Antibes-Technik-Landmaschinen

Mit dieser Anzeige vertreten wir, die französische Vertriebsniederlassung einer renommierten deutschen Aktiengesellschaft mit Verkaufsschwerpunkt im Bereich der Antriebs- und Technik von Landmaschinen. Die Geschäftsverbindungen zu den französischen Kunden (vorwiegend Erstausrüstergeschäft mit Landmaschinenproduzenten) erleichtern den weiteren Ausbau der Tochterfirma, die z. Zt. über 30 Mitarbeiter beschäftigt. Als alleinigen Geschäftsführer (Frankreich) suchen wir eine in der Landmaschinenbranche bereits profilierte Persönlichkeit mit mehrjähriger Erfahrung in einer vergleichbaren Position. Wir erwarten neben der französischen Muttersprache die verhandlungssichere Beherrschung der deutschen Sprache. Da wir Führungskräfte in einer breiten Altersspanne ansprechen möchten (ca. 35 bis 45 Jahre), werden die Gehaltsverhandlungen entsprechend flexibel geführt werden und Ihrer individuellen Qualifikation Rechnung tragen. Es ist an ein Einkommen zwischen FF 180.000 und FF 210.000 p. a. zu denken, das durch weitere Nebenleistungen (z. B. Firmenwagen) ergänzt wird. Bitte richten Sie Ihre Bewerbung mit tabellarischer Lebenslauf, Zeugnisabschriften, Handschriften und Foto unter Kennziffer 722124 an Herrn I. Siklosy, MSL Deutschland GmbH, Pempelforter Str. 47, 4000 Düsseldorf 1, für die vertrauliche Behandlung und die Einhaltung evtl. Sperrvermerke bürgt.

RESPONSABLE DES RELATIONS DU TRAVAIL

130/150.000 F.

Paris

L'un des plus grands groupes industriels français recherche pour l'un de ses établissements de la banlieue parisienne spécialisée en électronique, un responsable du personnel et des relations du travail. Dépendant du directeur du centre, le titulaire de ce poste gèrera des effectifs de l'ordre de 3.000 personnes dont 900 cadres et ingénieurs. Dans le cadre des accords généraux négociés au niveau du groupe il participera à la définition de la politique sociale et salariale du centre et sera chargé de son application. Dirigeant le service personnel (recrutement, formation, paie, sécurité, législation) il assurera personnellement les relations avec les partenaires sociaux et conseillera les chefs de services opérationnels. Le candidat retenu, âgé de 37 ans au moins et de formation supérieure aura acquis, de préférence dans une société employant des effectifs nombreux à forte proportion de cadres, de hautes responsabilités dans le domaine des relations sociales et de la direction de personnel. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.826.

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

90/110.000 F.

Barleuval sud.

Une société française (50 personnes, CA 30 millions F. en expansion rapide) importe et distribue en France des articles de qualité, produits par le groupe européen dont elle est filiale. Elle recherche le chef de son service administratif et financier. Directement rattaché à la direction générale, il supervisera la comptabilité et assurera les relations avec les banques et les fournisseurs. Il prendra en charge la gestion administrative de la société y compris la fonction personnel et aura la responsabilité des services généraux. Le candidat retenu âgé de 28 ans au moins et de formation supérieure aura acquis, à un poste de responsable ou d'adjoint, de préférence au sein d'une filiale d'un groupe étranger et par une expérience de plusieurs années, une très bonne connaissance de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation du travail et sera si possible familiarisé avec l'utilisation de l'informatique. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.829.

CHEF DE BUREAU D'ETUDES

80/110.000 F.

Coffrages métalliques Poitou

Une société française (C.A. 13.500.000 F.), spécialisée dans les coffrages métalliques et tous matériels de préfabrication et mise en forme du béton, recherche le chef de son bureau d'études. Placé sous l'autorité du P.D.G., dirigeant et gérant un service qui pourrait atteindre 10 personnes, il sera responsable des études, des plans d'exécution, du chiffrage des métrés et des devis ainsi que des nomenclatures. Il supervisera l'étude des nouveaux produits et préparera, à plus long terme, la mise en œuvre des techniques nouvelles. Le candidat retenu, âgé de 30 ans au moins et de niveau ingénieur, aura acquis, en tant que chef de bureau d'études ou chef de groupe, une expérience professionnelle de cinq ans au moins dans le domaine de la machine agricole, de matériel de T.P., de la mécanique ou de la chaudronnerie. Logement de fonction en pavillon à prix modéré. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.828.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS - Tél. 268.04.93 - 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33

Europe - Amériques Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

صحة من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Bataille pour la « chaptalisation » du vin méridional

« A partir de ce soir, vous êtes des hors-la-loi et je suis votre chef (...). Il convient de s'organiser dès à présent pour réagir contre les contrôles qui ne manquent pas d'être effectués. Nous mettrons en place notre « plan Orco ». Des millions de vignerons dans les villages et nous devons être capables de réunir en quelques minutes trois cents viticulteurs. »

Voilà donc les vignerons du Midi de nouveau sur le sentier de la guerre. Mais, cette fois, ce n'est pas contre les importations de vins italiens ou bien contre les trafics d'un négociant. Ce ne sont pas le bouillonnant Emmanuel Maffre-Baugé, l'ingénieur André Cazes, ou bien le jeune Michel Romain qui appellent à la révolte. L'orateur, le meneur, est M. André Delpeux, une figure jusqu'à présent marginale, dans le milieu des organisations viticoles méridionales, président du syndicat unique des viticulteurs de l'Aude. Son combat : la chaptalisation, en clair l'enrichissement des vins grâce au sucre des moûts. Pourquoi ?

La première raison tient à la crise viticole même. Depuis le début du siècle, le « sucre » est interdit dans le Midi. Pour remonter en couleur et en degré les petits degrés des plaines, il faut donc importer d'abord d'Algérie, puis d'Italie ; mais, peu à peu, la médecine est devenue un poison : les vins importés sont devenus des concurrents directs des produits méridionaux. Et c'est la crise qui débute avec la vendange pléthorique de 1973 pour culminer avec la fustillée mauricienne de Montredon. Une idée se fait alors jour dans certains milieux viticoles : il faut chaptaliser — comme dans les autres vignobles français — pour améliorer nos vins sans faire appel

aux rouges puissants et colorés de Sicile ou des Pouilles.

La seconde raison tient aux conditions de la récolte de cette année. Elle sera médiocre en quantité (— 15 %) et en qualité en raison des gelées du printemps et des pluies de l'été. Comme la campagne qui s'achève n'a pas été très bonne, il faudrait « sucrer » pour donner une bonne tenue à la vendange.

Interrogé début août, quelques sept mille vignerons sur dix mille des environs de Carcassonne et d'Olonzac se sont déclarés favorables « à la chaptalisation par saccharose ». Non ! a répondu quelques jours après M. Maffre-Baugé. Le ministre de l'Agriculture a estimé : « Si, sur le plan quantitatif et qualitatif, les perspectives des vendanges méritent cette année une attention particulière, il n'en demeure pas moins que nulle inflexion ne saurait être apportée dans l'immédiat en matière de réglementation relative à la chaptalisation. » Le ministre annonçait même un renforcement des contrôles.

Cinq cents vignerons réunis à Carcassonne mardi 30 août ont décidé de passer outre et de chaptaliser leur récolte en fraude. Toutefois, une demande d'audience a été demandée au président de la République pour obtenir son arbitrage, par les viticulteurs vinifiant ces vins particuliers du Gard, de l'Aude et de l'Hérault. Ils souhaitent obtenir un enrichissement dans la limite de 200 kilos de sucre par hectare. Bref, une fois encore, c'est à Paris que se décide le sort des vignobles méridionaux. Mais, au fait, pourquoi interdire-on à ces derniers ce que pratiquent sans vergogne Bourguignons et Alsaciens ?

ALAIN GIRAUDO.

(Suite de la première page.)

Globalement, elles représentent une injection de 5 à 6 milliards de francs dans les circuits économiques, qui s'ajoutent aux premières mesures de soutien prises en avril dernier (4 milliards environ). On peut estimer que ces quelques milliards, versés dans une production nationale de 1 600 milliards, représentent bien peu de chose. Mais leur effet va s'ajouter au déficit budgétaire de 1977, qui, s'il doit se limiter en fin d'année à 16 ou 17 milliards, est, à cette période de l'année, considérable.

De plus, le « coup de ponce » très important donné par M. Barre à l'allocation de rentrée scolaire — qui dépasse même ce que demandait l'Union des femmes françaises, d'obédience communiste — va stimuler la consommation des familles, stagnante depuis le printemps (le Monde daté 28-29 août) ; 1 milliard et demi, à ce titre, représente un accroissement de 0,5 % de la demande des ménages pendant les trois mois qui viennent. Le commerce devrait en ressentir rapidement les effets stimulants.

La baisse du coût de crédit était attendue depuis que les taux du marché monétaire, qui avaient atteint des sommets fin 1976, dépassaient largement les 10 %, étaient redescendus en dessous du niveau pratiqué lors du lancement du plan Barre il y a un an. Se maintenant en permanence en dessous de 9 %, il était logique que les banques puissent se procurer de l'argent moins cher, et réduisent le coût de crédits qu'elles consentent. Le montant de la baisse du taux de base (— 0,30 %) surprendra pourtant ; elle décevra probablement le C.N.C.F., qui espérait revenir à 8 % (9,50 % actuellement). En effet, si les très grosses firmes bénéficient à plein de la baisse des taux du marché monétaire (le coût des crédits qui leur est consenti est à peine supérieur à ces taux), les autres firmes continueront, elles, à payer cher leurs emprunts : 9,5 % + 1 % pour les meilleurs clients ; 9,5 % + 3 %

ou 4 % pour les clients les moins favorisés, soit de 12,5 à 13,5 %. Pourquoi cette prudence de M. Barre ? Pour se prémunir contre une tempête toujours possible sur les marchés des changes ? Pour éviter que ne se comble un peu trop l'écart qui sépare les taux américains en hausse — et taux français, en baisse ? Ou par prudence, pour ne pas nourrir l'inflation, l'indice des prix de juillet ayant été plus mauvais qu'escompté ? M. Wormser, lorsqu'il gouvernait la Banque de France, avait continué de déclarer anormal d'abaissier les taux de base bancaire au-dessous du taux d'inflation ; la bonté de la mesure n'est pas à discuter.

Quant à la baisse d'un point du taux de l'escompte, elle est plus symbolique que réelle. Depuis 1972, aucun contrat n'est plus

indexé sur le taux de l'escompte, qui est d'ailleurs en permanence au-dessus du taux du marché monétaire, devenu, lui, critère et référence. Il reste qu'un peu plus de dix mille personnes qui finissent de rembourser le prix de leur logement selon des contrats indexés sur le taux d'escompte seront contentes d'apprendre la nouvelle.

Pour le reste, le milliard de francs supplémentaire que prêtera le crédit national aux entreprises éprouvant des difficultés de financement stimulera — très au-delà de ce chiffre — des investissements que ne brident pas les petites et moyennes entreprises. Ce milliard s'ajoute aux 4 milliards de francs déjà débiqués en avril dernier. Au total, depuis le lancement du plan Barre, il y a un an, ce sont 12,5 milliards de francs de crédits « privilégiés » qui ont été accordés sur recommandation du gouvernement. Quant au Fonds d'action conjoncturelle, doté au début de l'année de 2 milliards et demi de crédits de programme,

il est maintenant presque vide puisqu'en avril 1,2 milliard de francs avaient déjà été utilisés. Après les 900 millions qui, ajoutés, ne restent que quelques centaines de millions de francs disponibles au FAC.

Tous les crédits destinés à travaux publics vont-ils être gagnés maintenant ? M. Barre assure que les crédits de paiement — c'est-à-dire les dépenses effectives — suivront rapidement. Tout compte fait, il est difficile de savoir si M. Barre consacre à la relance un peu plus que prévu par inquiétude — conjoncture étant maussade ou bien s'il se sent assez sûr, lui, pour relancer l'économie. Politiquement, en tout cas, l'opération a de bonnes chances d'être payante.

ALAIN VERNHOLES.

Nouvelles mesures de relance

CONJONCTURE

L'ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE

L'allocation de rentrée scolaire a été instituée en 1974 par une loi de finances rectificative, et appliquée immédiatement. L'idée de cette nouvelle prestation avait été lancée par M. André Bergeron (P.O.) au cours d'un débat parlementaire. M. Joseph Fontanet, alors ministre de l'Éducation nationale, fixée en 1974 à 110,80 F par enfant, et versée aux familles dans certaines conditions de ressources, qui même titre que la majoration du salaire unique, l'allocation est passée à 126,40 F en 1975, et à 138,20 F en 1976. Cette année l'allocation sera fixée à 154 F, alors qu'elle avait été limitée à 154 F sans mesure nouvelle. Elle devrait bénéficier à 5 100 000 enfants (4 855 000 en 1975) sur un total de 12 millions d'enfants recevant l'une ou l'autre des vingt-deux prestations familiales existant en France.

UNE BAISSSE ATTENDUE

La baisse du taux de l'escompte était prévisible et même attendue. Depuis plusieurs semaines, le foyer de l'argent à court terme, malgré quelques sursauts, avait grandement fléchi, tombant de près de 9 % à 8,25 %.

Le taux de l'escompte, on le sait, n'a plus d'influence directe sur le coût du crédit. Mais il garde une valeur indicative, étant placé, en vertu de la doctrine Wormser-Marjolin-Sadron (W.M.S.) au sommet de la pyramide du taux. Ce taux était abaissé, il était logique que les conditions faites par les banques à leurs clients le soient également. La diminution du taux de base bancaire, qui se traduit par une diminution des profits des établissements financiers, était souhaitée par les chefs d'entreprises qui éprouvent ces derniers temps quelques difficultés de trésorerie.

A L'ÉTRANGER

● L'Arabie Saoudite tirera de ses placements 10 milliards de dollars de revenus annuels à partir de 1981. C'est ce qui ressort d'une étude de la First National Bank de Chicago, citée le 29 août par la Middle East Economic Survey. Cette étude note que, de 1969 à 1976, les placements saoudiens sont passés de 785 millions de dollars à 49,8 milliards de dollars, et les revenus de ces placements de 59 millions à 3,8 milliards de dollars.

Une projection tenant compte d'une hausse annuelle de 10 % des revenus pétroliers et de 7,5 % du revenu des investissements permet d'estimer à 123,9 milliards de dollars les placements qui seront effectués par les Saoudiens en 1981, et à 10,1 milliards de dollars les revenus de ces placements.

● Plusieurs banques de la République fédérale d'Allemagne consentent un crédit de 2 milliards de Deutschmarks à la Pologne. Un contrat portant sur l'octroi par la R.F.A. d'un crédit de 2 milliards de Deutschmarks à la Pologne a été signé le 29 août. L'opération est financée par un consortium bancaire ouest-allemand et la banque polonaise Bank Handlowy S.A., annonce l'agence P.A.P. Cette transaction financière, la plus importante dans l'histoire des relations économiques Bonn-Varsovie, comporte un crédit à l'exportation qui permettra la livraison et la construction en Pologne d'une usine de gazéification du charbon. — (A.F.P.)

● Excédent record de la balance commerciale japonaise en juillet, légèrement supérieur à 2 milliards de dollars (2 050). Les exportations se sont élevées à 7,1 milliards de dollars et les importations à 5,05 milliards. Le résultat permet à la balance des paiements d'être excédentaire de 97 millions de dollars au mois de juillet contre 699 millions en juin. — (A.F.P.)

EMPLOI

Travailler moins ?

(Suite de la première page.)

Il se sont présentés au moment où se développait massivement le travail des femmes et où, surtout, la révolution de l'automatisme substituait de plus en plus la machine à l'homme. Le phénomène n'est pas nouveau puisque Marx avait déjà pu noter, dans le Capital, que « le progrès technique tend à remplacer des ouvriers virtuellement et tantôt les supprimer effectivement ». Mais il a pris à notre époque une ampleur extrême. Il est devenu courant de voir quelques contrôleurs surveiller de leur pupitre le travail de machines sur lesquelles ne s'affaient qu'un très petit nombre d'ouvriers. Le mouvement se poursuit dans la mesure où, un peu partout, les entreprises, pour des raisons évidentes, donnent la priorité aux investissements généraux de productivité plutôt qu'à ceux qui conduisent à embaucher.

Lorsqu'on parle de plein emploi, il faut donc d'abord bien se dire qu'une société très mécanisée, avec de hauts taux de productivité, aussi bien agricole qu'industrielle, ne peut pas assurer, à production égale, le même nombre d'heures de travail qu'une société encore largement artisanale. Ou bien il faut augmenter considérablement la production — ce qui soulève un problème de débouchés — ou bien il faut diminuer le temps de travail — ce qui peut se faire soit par la réduction du nombre des travailleurs, soit par celle des horaires. Pendant deux décennies, on a

trouvé la réponse dans une croissance ultra-rapide, facilitée par toutes sortes de facteurs : injection des crédits Marshall, retard des sociétés européennes par rapport à un modèle américain popularisé par le développement des médias, énergie abondante et à bon marché. De l'ère réservée au happy few, la voiture, le réfrigérateur, le chauffage central, la télévision, les voyages, sont devenus des objectifs à la portée de la grande majorité des habitants du monde occidental. Il en est résulté un boom dont seules quelques Cascadres osaient prévoir qu'il serait limité dans le temps. Le besoin de main-d'œuvre a été tel que la plupart des pays européens ont fait appel à des centaines de milliers de travailleurs migrants.

Le jour est néanmoins venu où l'accroissement du coût de main-d'œuvre a commencé à peser sur la rentabilité de la production, le tassement de la demande, au fur et à mesure que se complétait l'équipement des foyers, l'entrée sur la scène internationale de nouvelles nations industrielles, de l'Espagne à la Corée du Sud, aux prix de revient moins élevés, pour ne pas parler de la désastreuse politique monétaire des États-Unis, ont entraîné un ralentissement de l'économie. D'un pays à l'autre, la production a continué de croître, mais à un moindre rythme. Mais part, sauf dans quelques petits pays d'Europe, on n'a pu retrouver des situations de plein emploi.

Les États socialistes et le chômage

Les États socialistes, à la notable exception de la Yougoslavie, ignorent le chômage. Mais il faut bien voir qu'ils échappent, pour l'essentiel, à ses causes structurelles. Leur population agricole représente encore, en moyenne, le quart, voire le tiers, de la population globale. Ils n'ont pas fait appel à la main-d'œuvre étrangère. Les taux de productivité sont nettement inférieurs à ceux du monde occidental, au point que certains n'hésitent pas à parler de sous-emploi. On peut le constater sans nier l'avantage qu'il y a, d'un point de vue humain, à faire supporter par les entreprises le soin de rémunérer — quitte à ne leur fournir qu'une occupation peu absorbante — ceux que la société capitaliste voue à l'humiliation en leur retirant — cette à leur fournir une aide matérielle — la conscience d'être utiles. Après tout, c'est toujours la collectivité qui paye : à la limite, ce n'est qu'un problème de comptabilité.

La plupart de ces pays ont encore beaucoup à faire en matière de développement. Partout, l'accès à l'université et aux divers emplois admi-

consommation d'énergie : or la France importe 75 % de ses combustibles. D'où risque de déséquilibre commercial, de dépréciation de la monnaie, de diminution de la compétitivité internationale, et en fin de compte de chômage : voir la Suède. C'est bien pourquoi la tentative doit être continuée dans d'autres pays, après des expériences de ce genre, est contrainte par la situation de leur commerce extérieur à une politique d'austérité ? Ce n'est pas par hasard que ce mot qui fait si peur ici est employé au même mo-

Un plan Marshall pour le tiers-monde ?

Est-il plus facile d'imaginer des solutions sur le plan international ? Le contraste est trop flagrant entre les niveaux de vie du monde développé et de l'autre pour que l'idée de relancer l'activité du premier en le faisant participer au développement du second ne s'apparente pas à l'ouest de Colomb. Après M. Angelopoulos, M. Cheysson, membre de la commission européenne, c'est un ancien sous-secrétaire au département d'État des États-Unis, M. James P. Grant, qui se prononce aujourd'hui pour un plan Marshall planétaire, destiné à « combler en une génération l'abîme de la pauvreté dans lequel vivent un milliard d'hommes ». Dans une étude publiée par le B.I.T., il estime que le doublement de l'aide aux pays pauvres entraînerait pour les pays riches la création d'un million à un million et demi d'emplois, leur rapportant 20 milliards de dollars.

M. Grant a raison. Mais les chiffres qu'il avance montrent que l'application de sa proposition serait loin de combler le chômage actuel. D'autre part, à plus ou moins long terme, l'industrialisation du tiers-monde aboutirait à concurrencer la production des pays développés et donc, à la limite, à recréer du chômage. C'est bien pourquoi il faut sans doute que les hommes s'habituent à l'idée de moins travailler et de travailler moins dur. L'abaissement de l'âge de la retraite, la diminution de la durée du travail quotidien et hebdomadaire, la prolongation de la durée des vacances vont dans ce sens. La majorité a grand tort de laisser aux partisans du programme commun le soin de proposer sur ce plan des mesures qu'il lui faudra bien prendre si l'avenir elle conserve le pouvoir l'an prochain. Il est vrai que leur adoption exige une adaptation non seulement des méthodes de travail mais aussi des mentalités ; qu'elle heurte les conservatismes et risque d'affecter la sacro-sainte rentabilité. Mais est-il « rentable » pour une société, prise dans son ensemble, de payer 4 ou 5 % de sa population

ment, non seulement par les dirigeants espagnols et portugais, mais par le communiste Beringuer.

La vérité, c'est que si l'on peut imaginer des palliatifs au chômage dans le cadre national, grâce notamment au développement des équipements sociaux, il ne fournit pas de moyens de l'éliminer. A moins de se lancer dans un protectionnisme qui, compte tenu des besoins énergétiques du pays, le ramènerait à bien des égards à vingt ans en arrière, sinon à trente-cinq ans, avec le « retour à la terre » prôné par Vichy.

« active » à ne rien faire ? L'adaptation ne concerne pas que les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise. Elle concerne aussi les hommes, dont l'attitude à l'égard du travail est plus ambiguë qu'il ne semblerait à entendre partout proclamer la nécessité de travailler. On ne peut pas dire que le droit au travail. De malédiction qui était au départ — « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » — le travail n'est pas encore devenu pour tout le monde la bédécaille qu'il devrait constituer si le fait d'en être privé était en soi insupportable. Aujourd'hui encore, de la chaîne des C.S. au Goulag, le sergent subit de mille manières, et si l'existe des pays où le prolétariat exerce sa dictature, le moins qu'on puisse dire est qu'il le fait par personne — ou par parti — interrompé. Rien d'étonnant à ce qu'on voie de plus en plus de jeunes refuser le type de société fondé sur le travail et rêver d'un autre genre de vie.

A ceux qui ont laissé le travail envahir leur existence au point de ne pas concevoir d'autre horizon, aux « drogués du travail » que sont devenus tant de patrons et de cadres, ce rêve qui suscite chez certains des attitudes carrément parasitaires paraît sans doute relever du plus irrationnel des utopies. Et cependant, en ce moment où le rentrent de vacances et s'apprêtent à remettre le doigt dans l'engrenage de l'esclavage moderne, ne leur arrive-t-il pas par moments de penser que la vraie vie ce devrait être autre chose ? Une société qui représenterait le temps pour vivre, contempler, admirer, pour aider les autres, pour essayer de rompre les schémas ? Une société qui ne soumettrait pas tout à la loi du profit et du rendement ? Cette société-là, ne faudrait-il pas un jour la concevoir et essayer de la mettre en pratique si l'on ne veut pas aboutir à l'institutionnaliser, avec le chômage, le fossé qui sépare de plus en plus ceux qui ne travaillent pas de ceux qui travaillent ?

ANDRÉ FONTAINE.

LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES BÉNÉFICIERONT À L'ÉQUIPEMENT ET AU LOGEMENT

Six cents millions (soit les deux tiers des autorisations de programme débloquées par M. Barre du Fonds d'action conjoncturelle) seraient débloqués, au titre du ministère de l'Équipement, pour les routes, les ports et voies navigables et l'aménagement du territoire.

En outre, il s'agirait de financer (à hauteur de 1,5 milliard de francs) la construction de quinze mille logements supplémentaires en accession à la propriété (I.L.L.M.) et prêts spéciaux (I.L.L.M.) et des dix-sept mille logements prévus pour expérimentation la réforme du logement dans douze départements pilotes. Pour partie, cet objectif serait réalisé en faisant appel à des crédits déjà engagés pour des I.L.L.M. locatives, mais non utilisés, et pour partie grâce à des crédits FAC supplémentaires.

La répartition régionale de ces crédits destinés aux travaux publics et au logement devrait répondre à un triple critère : possibilité de lancement immédiat des opérations, taux de chômage particulièrement élevé dans la région considérée, part importante des travaux publics et du bâtiment dans l'emploi industriel de la région (comme par exemple dans la Languedoc-Roussillon, la Provence - Côte d'Azur ou la Bretagne).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMMERZBANK
AG
BANQUE COMMERCIALE
CREDIT LYONNAIS
RAPPORT INTERIMAIRES
AU 30 JUIN 1977
Au 30 juin, l'encours des opérations de la COMMERZBANK AG s'élevait à 43,5 milliards de DM.
Les crédits à la clientèle, en progression de 7,7 %, ont dépassé pour la première fois 20 milliards de DM.
Dans le secteur des opérations avec l'étranger, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance supérieure à celle de l'ensemble du commerce extérieur allemand. L'encours des opérations du Groupe se chiffrait à plus de 65 milliards de DM.
Le rapport intermédiaire est disponible auprès de la succursale de la COMMERZBANK S.A. Place de l'Opéra - 75002 - PARIS.

ÉLYSÉES-VALEURS

Le conseil d'administration, dans sa séance du 28 août 1977, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1977.
Il propose à l'assemblée générale des actionnaires du 14 octobre 1977 la mise en paiement d'un dividende de 7,30 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 1,40 F contre 6,80 F assorti d'un crédit d'impôt de 1,35 F pour l'exercice précédent.
La « valeur liquidative d'Elysees-Values » est passée de 165,77 F à 156,44 F, soit une réduction de 5,59 F pendant la durée de l'exercice ; cette baisse est sensiblement moins forte que celle de la Bourse de Paris pour la même période, qui s'élevait en moyenne à 21 %.
Au 30 juin, la répartition de l'actif était la suivante :
En %
Actions françaises 24,7
Actions étrangères 29,6
Obligations françaises et étrangères 31,2
Liquidités 14,5
Depuis cette date, la répartition des différents éléments de l'actif est restée très faiblement modifiée par les opérations de gestion.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide
gratuit n° 608
Ecole Préparatoire
d'Administration
Sociale fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
de l'Etat.
4, rue des Petits-Champs
75009 PARIS - CEDEX 02

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
FRANOR 70, RUE AMÉLÉ
TEL. 700.87.84
M^{re} St-Sébastien. Réparé le samedi.

Les mesures de relance

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 AOUT

Piùs soutenu

Les rayons du soleil, qui brillent sur la capitale, ont semblé à un peu réchauffé le cœur de la Bourse. De nouveaux en l'air repit à l'ouverture, les cours se sont peu à peu redressés durant la séance et, à la clôture, l'indice a instantanément enregistré une petite avance de 0,3 %.

Ce n'est pas le Pétro, mais l'on a quand même pu dénombrer une vingtaine de hausses appréciables (17 en plus), pour un total de vingt-trois baisses de même ordre de grandeur. Pratiquement, tous les compartiments ont profité du regain d'entrainement manifesté par la clientèle mais, cependant, ne s'est véritablement mis en vedette.

« Bonjour, comment allez-vous ? Ça c'est bien passé ? » l'invité de prestige de cette petite phrase entonnée des délégués de la Bourse ne désarmait pas. Satisfaction partagée par tous dans la mesure où, depuis la fin juillet, le marché avait pris l'habitude de baisser en début de semaine pour ne remonter qu'à partir du jeudi.

Pourtant les volumes des échanges, assez maigres dans l'ensemble, n'étaient guère de nature à favoriser ce léger redressement. Mais il apparaît qu'une fois de plus le report a été politique et qu'en attendant de l'indice sur le 1^{er} dans la semaine P.C.-P.S. M. Edmond Maire s'est pour une fois substitué à M. Marchais. L'effet produit a quand même été moins net, à moins que Michels, dont l'excellente tenue a fait toutes les attentions, a aidé à faire bouillir la marmite.

Sur le marché de l'or, le lingot a encore gagné 95 F à 23 790 F, le napoléon a avancé de 10 F à 2 470 F et 0,80 F à 247 F.

Raffermissement à peu près général des valeurs étrangères, notamment des pétroles.

LONDRES

30 AOUT

Rebonds

Wall Street n'a pas, une fois de plus, grisé bien longtemps au plaisir de la hausse, rechutant mardi après s'être redressé vingt-quatre heures plus tôt. Après plusieurs séances de baisse, l'indice des industriels s'est finalement établi à 558,88 (-5,50 points). L'activité s'est un peu améliorée, portant sur 15,28 millions de titres contre 15,28 millions.

Le déclin de l'indice global de l'activité économique en juillet, la baisse de productivité au cours du deuxième trimestre et la contraction des commandes à l'industrie, autant de raisons qui ont conduit à inquiéter le marché. Mais ce dernier a réagi surtout au contrôle des prix et des salaires dans la mine en place à été évoquée par la Maison Blanche.

Sur 1 087 valeurs traitées, 604 ont augmenté, 523 ont baissé et 911 n'ont pas varié.

En dollars U.S., le dollar américain a baissé de 1/4 % à 1,92 contre le franc.

Coup de fouet à la Bourse de Milan (De notre correspondant.)

Les mesures adoptées vendredi par le conseil des ministres italiens ont donné un coup de fouet au marché boursier.

Dieu l'a voulu, l'abaissement du taux de l'escompte de 13 % à 11,5 % et la planification de l'impôt fiscal pour les automobiles, en particulier des véhicules de tourisme, ont fortement relancé l'activité et les cours à la Bourse de Milan, où presque toutes les valeurs ont enregistré des hausses. Les mesures gouvernementales ont aussi été un effet psychologique plus spectaculaire que réel.

Le Giallo Cini, président de la Confédération patronale italienne (Confindustria), estime qu'il est maintenant nécessaire de réaffecter les fonds des entreprises.

Taux du marché monétaire Effet 1/4 %

NEW-YORK

30 AOUT

Rebonds

Wall Street n'a pas, une fois de plus, grisé bien longtemps au plaisir de la hausse, rechutant mardi après s'être redressé vingt-quatre heures plus tôt. Après plusieurs séances de baisse, l'indice des industriels s'est finalement établi à 558,88 (-5,50 points). L'activité s'est un peu améliorée, portant sur 15,28 millions de titres contre 15,28 millions.

Le déclin de l'indice global de l'activité économique en juillet, la baisse de productivité au cours du deuxième trimestre et la contraction des commandes à l'industrie, autant de raisons qui ont conduit à inquiéter le marché. Mais ce dernier a réagi surtout au contrôle des prix et des salaires dans la mine en place à été évoquée par la Maison Blanche.

Sur 1 087 valeurs traitées, 604 ont augmenté, 523 ont baissé et 911 n'ont pas varié.

En dollars U.S., le dollar américain a baissé de 1/4 % à 1,92 contre le franc.

Coup de fouet à la Bourse de Milan (De notre correspondant.)

Les mesures adoptées vendredi par le conseil des ministres italiens ont donné un coup de fouet au marché boursier.

Dieu l'a voulu, l'abaissement du taux de l'escompte de 13 % à 11,5 % et la planification de l'impôt fiscal pour les automobiles, en particulier des véhicules de tourisme, ont fortement relancé l'activité et les cours à la Bourse de Milan, où presque toutes les valeurs ont enregistré des hausses. Les mesures gouvernementales ont aussi été un effet psychologique plus spectaculaire que réel.

Le Giallo Cini, président de la Confédération patronale italienne (Confindustria), estime qu'il est maintenant nécessaire de réaffecter les fonds des entreprises.

Taux du marché monétaire Effet 1/4 %

BOURSE DE PARIS - 30 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 % 1977-1980	162,50	2 745	France 1981-1982	165	166	Locatelli Imma.	175	176	Immoinvest	81	82
3 % 1980-1984	160,50	2 838	France 1983-1984	340	338	Locatelli Imma.	175	176	Cls Lyonn. Immo.	81	82
3 % 1984-1988	162,50	2 830	France 1985-1986	316	311	Locatelli Imma.	175	176	CLM 1981-1982	182	180
3 % 1988-1992	160,50	2 947	France 1987-1988	270	287	Paris-Adécosol	265	265	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 1992-1996	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 1996-2000	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2000-2004	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2004-2008	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2008-2012	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2012-2016	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2016-2020	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2020-2024	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2024-2028	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2028-2032	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2032-2036	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2036-2040	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2040-2044	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2044-2048	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2048-2052	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2052-2056	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2056-2060	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2060-2064	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2064-2068	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2068-2072	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2072-2076	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2076-2080	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2080-2084	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2084-2088	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2088-2092	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2092-2096	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2096-2100	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2100-2104	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2104-2108	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2108-2112	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2112-2116	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2116-2120	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2120-2124	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2124-2128	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2128-2132	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2132-2136	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2136-2140	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2140-2144	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2144-2148	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2148-2152	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2152-2156	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2156-2160	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2160-2164	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2164-2168	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2168-2172	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2172-2176	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2176-2180	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2180-2184	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2184-2188	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2188-2192	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2192-2196	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2196-2200	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2200-2204	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2204-2208	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2208-2212	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2212-2216	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2216-2220	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2220-2224	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2224-2228	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2228-2232	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2232-2236	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2236-2240	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2240-2244	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2244-2248	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2248-2252	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2252-2256	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2256-2260	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2260-2264	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2264-2268	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2268-2272	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2272-2276	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2276-2280	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2280-2284	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2284-2288	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2288-2292	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2292-2296	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2296-2300	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2300-2304	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2304-2308	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2308-2312	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2312-2316	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2316-2320	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2320-2324	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2324-2328	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2328-2332	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2332-2336	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2336-2340	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2340-2344	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2344-2348	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2348-2352	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2352-2356	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146
3 % 2356-2360	160,50	1 769	U.F.A.P.	562	582	Paris-Adécosol	171	171	B.I.M. 1981-1982	142	146</

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
- 2-3. EUROPE
- POINT DE VUE : « La situation viciée de l'Espagne, à la Gêze et au Portugal », par D. Bonola.
- LIBRES OPINIONS : « La réforme agraire au Portugal », par Michel Drin.
3. AMÉRIQUES
4. ASIE
- 4-5. AFRIQUE
5. PROCHE-ORIENT
6. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « L'U.G.C.T., C.G.T. et la hiérarchie », par René Le Guen.
7. MÉDIAS
8. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Feuilleton.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 9 A 16

— EXPOSITION : « Tendances des années 20 » à Berlin.

— FESTIVALS : « une semaine de films », à Montréal ; une promenade à Bayreuth.

16. SPORTS
17. SOCIÉTÉ
- JUSTICE
- EQUIPEMENT
20. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- POINT DE VUE : « Le plan de redressement financier de Manifrance », par François Toms.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (18 et 19) : Aujourd'hui (20) ; Carrière (20) ; « Journal officiel » (20) ; Météo (20) ; Mots croisés (20) ; Bourse (23).

Le 9 octobre à Lyon

M. GISCARD D'ESTAING S'ADRESSERA AUX PERSONNES DU TROISIÈME ÂGE

M. Giscard d'Estaing se rendra le dimanche 9 octobre, à Lyon où il prononcera, dans l'après-midi, le discours de clôture des Rencontres nationales du troisième âge, qui se tiennent pendant deux jours au Palais des sports de cette ville. Six mille personnes âgées, dont trois mille du département du Rhône, participeront à ces journées d'études au cours desquelles des groupes de travail, constitués pour la plupart en liaison avec les comités départementaux de l'Union nationale des personnes du troisième âge, examineront les moyens de mieux faire participer à la vie sociale les personnes du troisième âge.

LES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE ONT ÉTÉ REÇUS PAR M. BARRE

M. Raymond Barre a reçu, à déjeuner, lundi 29 août, à l'hôtel Matignon, M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et du Consistoire central des Israélites en France, ainsi que d'autres personnalités israéliennes, parmi lesquelles MM. Jules Bramschvig, président de l'Association israélienne universelle, et Salomon Friedlich, secrétaire général de l'Alliance française.

Au cours de ce déjeuner, les représentants de ces organisations ont fait connaître au premier ministre les préoccupations de la communauté juive, notamment en ce qui concerne la décision du gouvernement français restreignant les effets de la loi antilynchage du 7 juin 1977, qui vise à lutter contre toute discrimination raciale en matière économique (Le Monde du 4 août).

17, avenue Franklin-Roosevelt
LASSERRE EST OUVERT

ELY, 53-43 - 67-45

A B C D E F H

L'échéance du 31 août

Les occupants de Saint-Nicolas-du-Chardonnet ont décidé de s'opposer à leur expulsion

Saint-Nicolas, ce n'est pas fini. Les catholiques traditionnalistes qui occupent l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet depuis six mois ne font pas plus de cas du nouveau décret accordé par le juge des référés du tribunal de Paris, et qui expire ce mercredi 31 août à minuit, que des précédents.

Pour marquer leur détermination à rester dans l'église, les occupants ont organisé une veille devant l'église-Sacrament, qui devait durer jusqu'au vendredi 2 septembre. Ils ont aussi lancé un appel aux « bonnes volontés ». « Aidez-nous à garder cette église en nous donnant quelques heures de jour et de nuit », il est écrit sur une affiche à l'entrée de l'édifice, tandis que chapelets, psaumes, cantiques en latin, se succèdent sans interruption comme au premier temps de l'occupation.

« Ils rallient leur machine, qui était en panne de vitesse, et ne sont que trop contents qu'on parle d'eux », nous a déclaré un des vicaires de Saint-Séverin - Saint-Nicolas. Sachez, cependant, que la détermination d'en finir avec cette lamentable affaire ne fléchit pas chez les paroissiens. Demain, nous ferons un constat d'huissier pour voir si l'évacuation a

bien eu lieu. Sinon, nous pourrions le faire.

Aussi bien à l'archevêché qu'à la mairie de Paris, le silence est de rigueur. Une fois le décret passé, il incombe à M. Jacques Chirac, maire de Paris, de décider s'il y a lieu, dans l'intérêt du maintien de l'ordre public, de faire appel à la police.

Mais tout laisse à penser que les autorités religieuses et civiles se renverront la balle, comme par le passé, pour ne pas endosser la responsabilité de l'expulsion par la force de personnes âgées qui, de surcroît, jouissent de la sympathie de la droite. L'abbé Ducaud-Bourget l'a très bien compris, à en juger par la déclaration qu'il a faite à France-Inter ce 31 août : « Il faudra nous tenir dehors, à-t-il dit. Et, une fois dehors sur le trottoir, l'intérêt de la presse à venir nous photographier, pour que le monde entier sache que le gouvernement français a prêté la main à une entreprise d'iniquité contre le droit et la morale, contre la liberté religieuse ».

Le défilé du vieux prêtre intégriste ne pourrait pas être plus clair. Et personne n'a intérêt à en faire un martyr — religieux ou politique.

ALAIN WOODROW.

AVANT LE SOMMET DE LA MAJORITÉ

M. Barrot (C.D.S.) relance le projet de représentation proportionnelle

La septième réunion des représentants des quatre partis de la majorité, P.R., C.D.S., C.N.I.P. et R.P.R., s'est ouverte mercredi matin 31 août au siège du Mouvement gaulliste, à la tour Adonis, par la présidence de M. Yves Guéna, député politique du R.P.R. L'examen du projet de « manifeste », qui avait été largement entamé la semaine dernière (Le Monde du 28 août) devait normalement être terminé ce 31 août. Ce texte devait être ensuite soumis pour ratification aux instances dirigeantes des partis de la majorité. Le R.P.R. a en conséquence convoqué son conseil politique pour jeudi 1^{er} septembre et son conseil central pour le lundi 5, alors que le bureau politique du Parti républicain se réunit le 8 septembre.

M. Barrot, secrétaire du C.D.S., a déclaré mardi 30 août à l'AFP : « Ce texte doit être adopté, sans discussion, par les instances dirigeantes des partis de la majorité. Le R.P.R. a en conséquence convoqué son conseil politique pour jeudi 1^{er} septembre et son conseil central pour le lundi 5, alors que le bureau politique du Parti républicain se réunit le 8 septembre. M. André Diligent, vice-président du C.D.S., avait présenté diverses objections notamment quant à l'approbation du bilan d'ensemble de la 1^{re} République. M. Jacques Barrot, dans une

interview à la Croix (datée du 31 août) soulève à son tour le problème du rôle de M. Barre dans la campagne électorale en disant :

« C'est le premier ministre n'aura pas pris sa place dans cette préparation de la majorité aux élections, le dispositif ne sera pas complet. (...) Ce dispositif électoral ne serait pas crédible si le premier ministre et le président de la République au nouveau qu'il a soutenu n'intervenaient pas, toutes les grandes lignes d'action ».

M. Barrot dit, parmi les exigences sur lesquelles les communistes ne transigeront pas : « Il faut que l'ouverture sociale de la majorité soit réaffirmée ; il faut que l'élection au suffrage universel du Parlement européen soit prévue en France d'une manière positive » ; et il ajoute : « La troisième exigence que nous posons : celle d'un dénouement par la méthode de la représentation proportionnelle ». Alors que le R.P.R. est hostile à l'introduction d'un système de représentation proportionnel et que le parti républicain n'évoque plus cette question, M. Barrot relance cette éventualité en la présentant comme une « exigence » ; cela pourrait rallier les négociations entre formations de la majorité. — A. P.

Les élections sénatoriales

Mme LAGATU ET MM. COGNIOT ET GUYOT DU PARTI COMMUNISTE NE SE REPRÉSENTENT PAS

Mme Catherine Lagatu et MM. Georges Cogniot et Raymond Guyot, sénateurs communistes de Paris, ont rendu publiquement, mardi 30 août, leur décision de ne pas se représenter aux prochaines élections sénatoriales. MM. Cogniot et Guyot ont fait savoir qu'ils se retirent de la vie publique ; ils ont notamment déclaré : « Après avoir pendant plus de quarante ans mené la lutte parlementaire (...), nous arrivons à l'heure de la retraite, et nous proposons qu'à l'occasion des prochaines élections sénatoriales des candidats nouveaux et plus jeunes soient présentés ».

M. Georges Cogniot, né le 15 décembre 1901, professeur agrégé, a été membre du comité central du P.C. et réélu en chef de l'Union des étudiants communistes de Paris de 1933 à 1935, député de Paris de 1935 à 1938, député de la Seine de 1945 à 1958, il fut élu sénateur en 1959 et réélu en 1965. M. Georges Cogniot a été représentant du parti communiste à l'Assemblée nationale, pendant plus de dix ans, chef du secrétariat particulier de Maurice Thorez.

M. Raymond Guyot, né le 17 novembre 1902, a été député de 1937 à 1938, puis de 1945 à 1958, et sénateur de 1959 à 1965. Il a été membre du comité central du P.C. de 1945 à 1972. Homme d'appareil, il a joué un rôle important, en particulier dans les relations et l'union, entre le P.C. et l'Internationale ou l'Union soviétique.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1977 a été tiré à 524 820 exemplaires.

Selon les syndicats

LE GROUPE BOUSSAC ENVISAGERAIT DE SUPPRIMER PLUS DE MILLE EMPLOIS

Le groupe Boussac envisage la suppression à l'automne de plus de mille emplois sur un effectif total de onze mille personnes, affirme la C.F.D.T. et la C.G.T. Ces mesures seraient actuellement à l'étude dans le cadre du nouveau plan de redressement que M. Jean-Claude Boussac, gérant du C.L.T.P. (Comptoir de l'Industrie textile de France), maison mère du groupe, doit présenter aux pouvoirs publics à la mi-septembre. La majeure partie des suppressions d'emplois serait concentrée dans les usines de Vinçy et de Grand-Saconnay, où pour la C.F.D.T. mille deux cents personnes seraient touchées dans quatre unités : à Thion-les-Vosges, à Epinal (usine des Grand-Saconnay), aux tissages de Vinçy et dans l'usine d'échantillonnage de Saint-Laurent. L'union départementale C.G.T. annonce des chiffres sensiblement différents : mille cent licenciements répartis entre les usines de Vinçy (quatre cent cinquante), Rupt-sur-Moselle (deux cent cinquante), Rambervilliers (deux cents) et Saint-Laurent (deux cents).

Une centaine de postes seraient, en outre, supprimés au siège de Paris et deux cents licenciements seraient envisagés dans les entreprises Collet (transport) à Epinal, Jalls (époux) à Besençon (Loire) et SIRE (Société industrielle de Blainville-sur-l'Escaut) en Meurthe-et-Moselle.

La situation du groupe n'a cessé de se dégrader au cours de l'été. Le chiffre d'affaires des secteurs de la filature et du tissage, dont le chiffre d'affaire s'est effondré. Le groupe a réussi, grâce à des avances bancaires et à la vente de ses usines, à faire face à ses échéances, mais le règlement des fournisseurs et des charges sociales accuse des retards de plus de trois mois. Le nouveau plan de redressement actuellement à l'étude prévoyait, outre les pressions d'emplois, une restructuration partielle des activités vers la fabrication de produits de consommation. Mais les ventes se maintiennent.

Rappelons que depuis 1975 quelque trois mille emplois ont déjà été supprimés dans le cadre du plan de redressement présenté en décembre 1975 par M. Jean-Claude Boussac.

Après la démission du P.-D.-G.

DES OUVRIÈRES NON SYNDIQUÉES DES ÉTABLISSEMENTS FURNON SONT REÇUES AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Venues en car, dans la nuit de mardi à mercredi, de Saint-Christophe-Aliès, quatre-vingt ouvrières non syndiquées des établissements Furnon, accompagnées par le personnel d'encadrement, ont manifesté ce mercredi 31 août en fin de matinée devant le ministère du travail à Paris. Une délégation a été reçue par un conseiller technique de M. Bouleux ; elle a protesté « contre les décisions de justice prises à l'encontre du P.-D.-G. de l'entreprise et qui l'ont conduit à la démission ».

Les ouvrières non syndiquées et les cadres ont décidé de multiplier les interventions pour maintenir l'activité de l'entreprise — les camions de commandes assurent du travail jusqu'en avril 1978, affirmait-il — et obtenir le retour de leur P.-D.-G., M. Gérard Furnon.

Dans la lettre qu'il a adressée au « personnel qui n'a jamais cessé le travail », M. Furnon écrit : « Je vous laisse dans la liberté totale de défendre l'entreprise comme vous l'entendez pour ce conflit, dans lequel l'intervention de l'État (...) ne reviendrait que sur la demande des deux parties, une fois le problème syndical réglé entre vous, et lorsque tout le monde sera au travail, ensemble ou pas ».

Les ouvrières cégétistes, qui n'ont pas modifié leur position et refusent de travailler dans un atelier annexé, paraissent cependant inquiètes. « Nous lançons un appel solennel à la compréhension et au bon sens de tout le personnel qui travaille en l'invitant à nous rencontrer le plus rapidement possible afin de rechercher une issue au conflit », a déclaré, mardi, une déléguée C.G.T. Mais du côté des non-syndiqués la situation n'est toujours pas, mercredi matin, à la conciliation. Les C.G.T. Elles distribuent des tracts dénonçant, en termes particulièrement vigoureux, l'« inquisition cégétiste ».

« Accident du travail » en Meurthe-et-Moselle. — M. Jean Dos Santos, quarante-six ans, ouvrier, père de cinq enfants, a été mortellement blessé dans la nuit du 29 au 30 août, lors d'un accident survenu durant la manœuvre de plusieurs bennes à l'usine Cockill de Rehon (Meurthe-et-Moselle).

Mort du psychanalyste Sacha Nacht

M. Sacha Nacht, médecin des hôpitaux psychiatriques, ancien vice-président de la Société internationale de psychanalyse, fondateur de l'Institut de psychanalyse de Paris, est mort le 25 août à son domicile parisien. Les obsèques ont eu lieu le 27 août, dans la plus stricte intimité.

Tout au long de son œuvre, Sacha Nacht n'a pas cessé d'insister sur l'importance de la relation analysé-analysé : une certaine qualité de présence de l'analyste au-delà des questions d'intervention et de neutralité lui apparaissait essentielle ; le psychanalyste, avait-il coutume de répéter, guérit moins par ce qu'il dit que par ce qu'il est. Et, dans un de ses derniers ouvrages, il écrivait encore : « Il est une attitude profonde de l'analyste en tant qu'analyste qui est au service de l'analyse que les quelques attitudes fondamentales prescrites par les techniques habituelles : nous voulons parler de l'authenticité, de l'intérêt pour le malade dont le fondement est amour et respect de la personne humaine ».

C'est que pour Sacha Nacht, médecin de formation, la psychanalyse ne peut être dissociée de son aspect thérapeutique, médical. « Guérir avec Freud », tel est d'ailleurs le titre de son dernier livre. A l'opposé de Freud, cependant, il pensait qu'il existe en tout homme une zone non conflictuelle où s'épanouit de vives émotions. Ce « moi autonome » quasiment inné, facteur d'intégration et de paix, permettrait, selon lui, à l'être humain de dépasser ses conflits d'aller au-delà de la psychanalyse après Freud, sans cesse « pour entrer dans cette zone essentiellement paisible et s'arrêter au seul point toujours stable de lui-même ».

L'apport de Sacha Nacht à la théorie psychanalytique concerne principalement le problème des psychoses. Dès 1927, il présente à

la Société psychanalytique de Paris une communication sur la possibilité d'un transfert, et donc d'une communication chez une schizophrène. Le masochisme, auquel il consacra un livre, l'agressivité, la peur, seront aussi des thèmes constamment présents dans sa réflexion. Mais pour tous ceux qui l'ont connu, qui eurent le privilège de compter parmi ses élèves ou ses patients, Sacha Nacht fut surtout un remarquable praticien d'une finesse et d'une mobilité exemplaires.

ROLAND JACCARD.

Déjà en 1926, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1927 dans une famille d'agriculteurs de la petite industrie, Sacha Nacht entra dans le monde en France. Sous la direction du docteur Charles Olier, il se tourna vers la psychanalyse. En 1928, il est secrétaire de l'Institut de psychanalyse de Paris. En 1930, il y restera lié à cette institution.

En 1928, il se rendra à Vienne pour être analysé par Freud, mais des difficultés linguistiques le conduiront à mettre un terme à son traitement. Pour Sacha Nacht, cependant, cette rencontre fut d'une importance capitale. Freud ne s'était pas rendu compte que l'exception qu'il était allé chercher à Vienne, analysé par Z. Baranowski et L. Lowenstein, Nacht occupait progressivement une place de premier plan dans l'histoire de la psychanalyse après Freud.

Directeur de l'Institut psychanalytique de Paris, il sera, de 1937 à 1949, vice-président de l'Association internationale de psychanalyse. Parmi ses nombreux travaux, il convient de citer : « De la pratique à la théorie psychanalytique », « Le masochisme », « Guérir avec Freud ».

A Nairobi

Arabes et Israéliens poléminent à la conférence sur la désertification

Nairobi. — La conférence des Nations unies sur la désertification de frontières, et son propos n'était pas de calmer quelque nation ou quelque peuple que ce soit. Toutefois, au moment où le représentant d'Israël prenait la parole, les délégués de tous les pays arabes présents, ainsi que celles de plusieurs pays africains, ont quitté la salle de conférence.

Au nom des États-Unis, M. James Joseph, sous-secrétaire aux affaires intérieures, a déclaré que son pays n'était pas venu en observateur et préparait actuellement un projet d'aide technique pour lutter contre la désertification. Les pays arabes, tels que le Sénégal, qui sont intervenus ensuite, ont évité de tomber dans la polémique, préférant souligner le besoin d'agir. De son côté, l'Égypte a demandé le retrait de la « carte du monde des déserts » établie par l'ONU. Dans les milieux proches de l'ONU, on pense que c'est en raison du tracé de certaines frontières. — (A.F.P., Reuters).

Signes de ralentissement de l'activité aux États-Unis

Les principaux indicateurs économiques des États-Unis se sont inscrits à la baisse en juillet, pour le troisième mois consécutif, provoquant une « certaine nervosité » à Wall Street. Selon les statistiques du département du Commerce, publiées le 30 août, l'indice global des principaux indicateurs a baissé de 0,3 point en juillet. Il a baissé d'autant en mai et en juin. Une telle baisse de trois mois a souvent été considérée comme le prélude à un renversement de tendance. La hausse de cet indice depuis mars avait été interprétée comme un signe de la fin de la période de récession.

Parmi les dix indicateurs connus (sur douze qui forment l'indice global), six sont négatifs : la durée moyenne de la semaine de travail, le taux de licenciement, l'évolution des prix « sensibles », les commandes de biens d'équipement, les commandes nouvelles et les livraisons de permis de construire. Les commandes nouvelles de biens durables ont notamment diminué en juillet de 3 milliards de dollars (5 %), et les commandes de biens d'équipement de 2,5 milliards de dollars (3,3 %).

Quant à la productivité, si elle a baissé de 1,4 % (en rythme annuel) au second trimestre, le département du Travail a prédit que cette diminution était plus faible que celle prévue sur la base des chiffres provisoires. Les économistes officiels américains ne semblent pourtant pas trop inquiets. « Les baisses successives de 0,2 % sont si faibles qu'il serait plus exact de dire que l'indice a été stable pendant trois mois consécutifs », a affirmé

Mme Flater, du département du Commerce. Et un professeur de l'université de Chicago, M. Zarnowitz, estime qu'en dépit des inquiétudes que peut susciter ce recul, « on ne doit pas se précipiter sur des mesures de correction ».

Selon eux, l'indice indique simplement un ralentissement — déjà prévu — de la croissance au troisième trimestre. Alors que le P.N.B. a augmenté au taux annuel de 7,5 et de 6 % les deux premiers trimestres, sa croissance devrait tomber à 4,5 % au cours du troisième trimestre. La plupart des économistes américains, dont ceux de l'administration Carter, prévoient toutefois que la croissance reprendra à nouveau au cours du quatrième trimestre, pour atteindre un taux annuel moyen de 5,3 % pour 1977. — (Reuters, Agf).

FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR

Le dollar, qui s'était vigoureusement redressé mardi 29 août par suite du dénouement de positions spéculatives prises à la baisse des couronnes scandinaves, a fléchi mercredi matin sur toutes les places financières. La devise américaine s'élevait ainsi à 4,935 F (contre 4,92 F la veille), à Paris, à 2,3180 deutschemarks (contre 2,33) à Francfort, et à 2,3880 francs suisses à Zurich (contre 2,408).

Signalons que la couronne islandaise a été dévaluée mardi de 2,5 % par rapport au dollar et à la livre sterling. Cette mesure a été rendue nécessaire par les ajustements monétaires décidés par les autres pays scandinaves.

Tension entre Jérusalem et

Le Gandhi

et la justice

Il y a vingt ans, le